

**RAPPORT SUR L'EXÉCUTION DU PROGRAMME 2008-09
ANNEXES WEB**

Annexe 4: Rapport sur l'exécution détaillée

Annexe 5: Rapport sur les réunions hors programme et les réunions annulées (1^{er} janvier 2008 – 31 décembre 2009).

ANNEXE 4: RAPPORT DU PROGRAMME SUR L'EXÉCUTION DÉTAILLÉ

1. La présente annexe complète les informations quantitatives générales et les « faits saillants » du programme sélectif présentés dans la version imprimée du rapport sur l'exécution du Programme 2008-2009 en fournissant un tableau complet des réalisations par chapitre et programme du PTB 2008-2009 ainsi que des données sur les dépenses et l'état d'avancement de l'exécution. Pour chaque programme, la présentation utilisée dans la présente annexe comprend:

- le titre et le code du programme;
- le tableau des dépenses (toutes sources de financement confondues);
- la liste des entités de programmes constitutives;
- une description de chaque programme donnant un aperçu des réalisations achevées pendant l'exercice biennal;
- un tableau de l'état d'avancement des activités.

Mise en œuvre des principales orientations multidisciplinaires

2. Le PTB 2008-2009 a mis l'accent sur quatre domaines prioritaires pour une action multidisciplinaire, y compris les objectifs et les plans pour l'exercice biennal: 1) la gestion et l'échange des connaissances; 2) le renforcement des capacités; 3) le changement climatique; 4) les bioénergies.

3. Des ressources catalytiques supplémentaires ont été prévues dans le PTB pour appuyer les activités réalisées dans ces quatre domaines. Elles ont été affectées aux présidents respectifs des groupes de travail internes chargés de coordonner les activités concernées comme suit: chaque groupe a reçu respectivement 330 000 USD au titre de la gestion des connaissances et du renforcement des capacités et 550 000 USD au titre du changement climatique et des bioénergies. Ces montants se sont ajoutés à ceux inscrits aux budgets des nombreuses unités engagées dans des activités couvrant ces domaines.

4. Les principaux axes d'activités définis dans le PTB 2008-2009 pour chacun des quatre domaines prioritaires pour une action multidisciplinaire sont résumés ci-dessous:

5. Les activités concernant la *Gestion des connaissances* ont été les suivantes:

- développement et appui des réseaux de connaissances thématiques;
- élaboration et mise en place des mécanismes et des outils pour faciliter et encourager les échanges de connaissances;
- élargissement de la portée des réseaux à des centres d'excellence extérieurs;
- renforcement du site WAICENT par d'autres services interactifs et utilisation plus complète d'outils collaboratifs modernes;
- recherche d'outils facilitant l'extraction d'informations multilingues;
- élaboration d'une stratégie d'élaboration des connaissances.

6. Les progrès accomplis dans ce domaine peuvent être évalués en consultant l'état d'avancement des activités décrites ci-après, notamment celles relevant du Programme 3H, des composantes spécifiques à la gestion des connaissances et des activités d'établissement de réseaux de nombreux programmes importants. Les initiatives relatives à la Cohérence de l'information sur la recherche agricole pour le développement (CIARD) et à la « foire aux connaissances » sont deux « faits saillants » présentés dans la version imprimée du rapport sur l'exécution du Programme.

7. Les activités concernant le *Renforcement des capacités* ont été les suivantes:

- élaboration d'une stratégie de renforcement des capacités dans l'Organisation;
- évaluation complète des besoins des pays;

- formulation des programmes de renforcement des capacités tirant parti des bonnes pratiques répertoriées et décrites;
- mise à niveau du portail web de l'Organisation concernant le renforcement des capacités;
- amélioration des compétences des collaborateurs de la FAO au Siège et dans les bureaux décentralisés et déploiement d'efforts de communications visant à mieux expliquer l'approche de la FAO relative au renforcement des capacités et aux avantages qu'il procure aux bénéficiaires.

8. Les progrès peuvent être jugés également en consultant le texte descriptif du Programme 3H et en examinant les activités de renforcement des capacités figurant notamment dans les programmes sectoriels. Les activités de renforcement des capacités résultant du soutien à l'investissement et les possibilités d'apprentissage électronique offertes à un large éventail d'utilisateurs font partie des « faits saillants » décrits d'une manière très complète dans la version imprimée du rapport sur l'exécution du Programme.

9. Les activités concernant le *Changement climatique* ont été les suivantes:

- adaptation au changement climatique et atténuation de ses effets dans les politiques, programmes et activités;
- renforcement de l'aide apportée aux pays pour développer au niveau national des stratégies, politiques et plans d'actions portant sur l'adaptation au changement et à la variabilité climatiques et sur l'atténuation de leurs effets;
- soumission de conseils techniques efficaces sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre dans le secteur de l'agriculture et de l'élevage;
- renforcement des partenariats internationaux sur les méthodes et les outils, les données et les informations ainsi que sur les politiques et la planification;
- renforcement du soutien technique apporté aux mécanismes intergouvernementaux liés à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), au Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat et aux dialogues et négociations faisant suite au protocole de Kyoto;
- renforcement des capacités et formation clés sur les politiques et les pratiques relatives à l'adaptation au changement climatique et à l'atténuation de ses effets;
- aide au pays concernant les évaluations nationales des stocks de carbone forestiers.

10. Les progrès accomplis peuvent être appréciés à la lumière des activités décrites notamment dans les programmes 2A (Gestion des systèmes de production vivrière), 2E et 2F (Forêts), 2H (Pêches), 2K (activités générales sur le changement climatique et l'élevage). Le programme REDD des Nations Unies, qui évolue rapidement, fait partie des « faits saillants » décrits dans la version imprimée du rapport sur l'exécution du Programme.

11. Les activités concernant les *Bioénergies* ont été les suivantes:

- élaboration d'un cadre institutionnel performant pour les bioénergies sur lequel s'appuiera la mise en œuvre du programme;
- mise au point de mécanismes de collaboration tels que le Partenariat mondial sur les bioénergies, dont le Secrétariat est accueilli par la FAO, et ONU-Énergie, dont l'Organisation assure la vice-présidence;
- mise en œuvre de systèmes d'information renforcés sur les bioénergies pour faciliter l'évaluation et l'analyse de celles-ci;
- promotion d'une coopération régionale;
- élaboration d'outils et d'orientations utiles sur les pratiques optimales dans le domaine des bioénergies, notamment les processus d'évaluation, de planification et de développement;
- renforcement des capacités et formation à l'intention des parties prenantes régionales et nationales.

12. Les activités concernant les bioénergies sont présentées notamment dans les programmes 2E et 2K. Le rapport sur la situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture, très attendu chaque année, traite en 2008 de questions relatives aux biocarburants. Il fait partie des « faits saillants » présentés dans la version imprimée du rapport sur l'exécution du Programme.

CHAPITRE 1: GOUVERNANCE DE L'ORGANISATION

Programme 1A: Organes directeurs

Programme ordinaire	(en milliers d'USD)
Ouvertures nettes de crédit	14 226
Recettes effectives	70
Programme de travail ajusté	14 296
Dépenses, au taux budgétaire	14 962
Écart (dépassement)/sous-utilisation	(666)
Appui extrabudgétaire au Programme ordinaire	431
Programme de terrain	
Appui extrabudgétaire au Programme de terrain/Assistance aux pays Membres	74
Urgences financées par des fonds extrabudgétaires	0
Exécution de projets du PCT et du PSSA	0
Total exécution du Programme de terrain	74
Total des dépenses	15 467

Entité de programme

1AA01 – Suivi de l'Évaluation externe indépendante (CoC-EEI)

1AP01 - Organisation des sessions de la Conférence et du Conseil et coordination interdépartementale des sessions des organes directeurs

1AP02 – Conférences régionales

13. Le Programme 1A couvrait l'organisation des réunions importantes des organes directeurs, c'est-à-dire la Conférence, le Conseil et ses comités (à l'exception des principaux comités techniques), les conférences régionales biennales et le Comité de la Conférence chargé du suivi de l'Évaluation externe indépendante de la FAO.

14. Pendant l'exercice biennal, de nouvelles applications Internet ont été lancées afin de faciliter et d'élargir l'accès des Membres à l'information, y compris le site web des Représentants permanents de la FAO. Ce site fournit des informations destinées aux représentants permanents et envoie des invitations à participer aux sessions et aux réunions d'information en utilisant des boîtes aux lettres prévues à cet effet. Il reçoit près de quatre mille visites par mois. L'application web correspondante améliore la transparence et permet de faire de manière récurrente des économies importantes car elle remplace progressivement la communication fondée sur le papier. En 2009, l'application web des organes directeurs et statutaires de la FAO a été aussi lancée. Elle autorise le téléchargement quasiment en temps réel des fichiers audio des principales réunions.

15. Le montant de 4 millions d'USD affecté en 2008-2009 pour financer la mise en œuvre de la Résolution sur le suivi de l'EEI a été planifié et dépensé au titre de l'entité de programme 1AA01. Sur ce montant, 3,4 millions d'USD ont été utilisés pour appuyer les réunions et le Secrétariat du Comité de la Conférence chargé du suivi de l'Évaluation externe, et 600 000 USD ont servi à préparer le nouveau cadre stratégique fondé sur les résultats.

Type de produit	Approuvés dans le PTB	Annulés/ différés	Non planifiés	Total exécutés	Exécutés non modifiés	Exécutés modifiés	Exécution en pourcentage
Fourniture de services aux personnels, départements et membres	9	0	0	9	9	0	100%
Total	9	0	0	9	9	0	100%

Programme 1B: Direction générale

Programme ordinaire	(en milliers d'USD)
Ouvertures nettes de crédit	11 644
Recettes effectives	444
Programme de travail ajusté	12 088
Dépenses, au taux budgétaire	12 341
Écart (dépassement)/sous-utilisation	(253)
Appui extrabudgétaire au Programme ordinaire	462
Programme de terrain	
Appui extrabudgétaire au Programme de terrain/Assistance aux pays Membres	0
Urgences financées par des fonds extrabudgétaires	0
Exécution de projets du PCT et du PSSA	0
Total exécution du Programme de terrain	0
Total des dépenses	12 803

Entité de programme

1BP01 – Bureau du Directeur général

1BP02 Services juridiques d'appui à la gestion de l'Organisation

1BP03 – Appui au CQCJ

16. Le programme 1B couvrait le Bureau du Directeur général *stricto sensu*, ainsi que la part des activités du Bureau juridique correspondant aux avis que ce dernier fournit à la direction. L'appui technique fourni au Comité des questions constitutionnelles et juridiques (CQCJ) fait l'objet d'une entité distincte

17. Le Bureau juridique a fourni un soutien large et divers: aux réunions des organes directeurs et aux organes statutaires techniques; à la préparation et à la mise en œuvre des instruments juridiques internationaux; au traitement des questions concernant le gouvernement hôte aux niveaux du siège et des bureaux nationaux, sous-régionaux et régionaux; et aux relations avec les gouvernements et les institutions internationales. Le Bureau a formulé des avis juridiques sur un large éventail de rubriques, représenté la FAO dans des procédures judiciaires et juridiques et aidé le Directeur général dans ses fonctions de dépositaire des conventions, traités et accords conclus conformément à l'article XIV de l'Acte constitutif de la FAO, et des conventions et accords conclus en dehors de la FAO mais pour lesquels le Directeur général exerce les fonctions de dépositaire. Concernant 2008-2009, il faut également mentionner les activités ayant contribué à l'établissement de la Commission régionale des pêches et de l'aquaculture pour l'Asie centrale et le Caucase, ainsi que la formulation et l'approbation par le Conseil de l'Accord sur les mesures du ressort de l'État du port visant à prévenir, contrecarrer et éliminer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée.

18. Le soutien au Comité des questions constitutionnelles et juridiques (CQCJ) a été important, notamment en ce qui concerne la formulation et la mise en œuvre du Plan d'action immédiate (PAI) pour le renouveau de la FAO. Ce soutien s'est traduit concrètement par la préparation de nombreux documents, y compris des projets de modification des textes fondamentaux, la délégation de pouvoirs par le Directeur général, la mise en œuvre du PAI concernant la Conférence et d'autres organes ainsi que le rôle du Président indépendant du Conseil, et des amendements proposés à l'Acte constitutif pour la réforme de la sécurité alimentaire mondiale. D'autres documents plus techniques ont été préparés en rapport notamment avec le Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture (procédures relatives à la tierce partie bénéficiaire), l'établissement de la Commission régionale des pêches et de l'aquaculture pour l'Asie centrale et le Caucase et l'Accord sur les mesures du ressort de l'État du port visant à prévenir, contrecarrer et éliminer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée.

Type de produit	Approuvés dans le PTB	Annulés/ différés	Non planifiés	Total exécutés	Exécutés non modifiés	Exécutés modifiés	Exécution en pourcentage
Conseils aux politiques et aux législations	3	0	0	3	3	2	100%
Fourniture de services aux personnels, départements et membres	4	0	0	4	4	4	100%
Total	7	0	0	7	7	6	100%

CHAPITRE 2: SYSTÈMES ALIMENTAIRES ET AGRICOLES DURABLES

19. On notera qu'au début de 2008, dans le cadre des premières actions de suivi de l'EEI, le Département de l'agriculture et de la protection des consommateurs a procédé à un examen de la structure des entités de programme qui a débouché sur quelques révisions et regroupements. En conséquence, les listes des entités des programmes 2A, 2B, 2C et 2D ci-dessous ne pas strictement comparables à celles qui figurent dans le document C 2007/3: PTB 2008-09.

Programme 2A: Gestion des systèmes de production vivrière

Programme ordinaire	(en milliers d'USD)
Ouvertures nettes de crédit	21 915
Recettes effectives	1 388
Programme de travail ajusté	23 303
Dépenses, au taux budgétaire	23 522
Écart (dépassement)/sous-utilisation	(219)
Appui extrabudgétaire au Programme ordinaire	11 121
Programme de terrain	
Appui extrabudgétaire au Programme de terrain/Assistance aux pays Membres	61 623
Urgences financées par des fonds extrabudgétaires	175 943
Exécution de projets du PCT et du PSSA	11 338
Total exécution du Programme de terrain	248 904
Total des dépenses	283 547

Entité de programme

2AA05 - Intensification durable des systèmes de production agricole grâce aux techniques nucléaires et aux biotechnologies

2AA08 – Appui technique et options de politiques pour améliorer la santé, les revenus et les moyens d'existence des producteurs et des consommateurs

2AA09 – Appui technique aux options de politiques pour une intensification durable de la production fondée sur une gestion écosystémique aux fins de la sécurité alimentaire

2AP01 - Soutien technique au Plan d'action mondial pour les ressources phylogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture, en ce qui concerne le Traité international, la Commission des ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture et la Convention sur la diversité biologique

2AP03 - Secrétariat du Traité international sur les ressources phylogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture

2AS01 - Comité de l'agriculture

2AS02 - Services techniques pour le développement des partenariats et la promotion de l'information

2AS03 - Services de soutien technique aux États Membres et au Programme de terrain

20. En ce qui concerne les ressources génétiques, le *deuxième rapport sur l'État des ressources phylogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture dans le monde* a été publié et entériné à la douzième session de la Commission des ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture (CRGAA), en octobre 2009. Il aidera les pays à déterminer les activités prioritaires liées à la conservation et l'utilisation des ressources phylogénétiques et à l'exécution du Plan d'action mondial, du Traité international et du programme de travail pluriannuel approuvé par la CRGAA. Plusieurs rassemblements internationaux ont été organisés, par exemple le Congrès mondial sur les semences; et plusieurs publications et supports de plaidoyer ont été produits. Un portefeuille

substantiel de projets de renforcement des capacités a été formulé et mis en œuvre pendant l'exercice biennal, principalement en Afrique. Une autre réalisation majeure a été l'harmonisation des lois et réglementations en matière de semences pour les 15 pays membres de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), ce qui facilitera le commerce des semences et renforcera les capacités techniques aux fins du développement d'une industrie semencière régionale. Le principal enseignement tiré de ces activités est qu'il est nécessaire d'adopter une approche intégrée du développement des systèmes semenciers si l'on veut mieux répondre aux besoins des populations locales et améliorer la préparation aux situations d'urgence.

21. S'agissant du Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture, la troisième session de l'organe directeur s'est tenue en juin 2009. L'un de ses principaux résultats a été l'adoption des procédures relatives à l'exercice des fonctions de la tierce partie bénéficiaire, qui ont ensuite été approuvées par le Conseil de la FAO. Le Plan stratégique (2009-2014) relatif à la mise en œuvre du fonds fiduciaire pour le partage des avantages vise – entre autres objectifs – à mobiliser 116 millions d'USD. L'établissement d'un programme conjoint, FAO et Bioversity International, de renforcement des capacités permettra de répondre plus facilement aux demandes d'aide des Parties pour la mise en œuvre du Traité. Des progrès rapides ont été accomplis dans le cadre du Système multilatéral, notamment grâce aux 11 projets bénéficiant d'un appui du fonds pour le partage des avantages. Aujourd'hui, on compte plus d'un million d'entrées végétales dans le système et plus de 600 transferts de matériel génétique ont lieu chaque jour sur la base d'accords types relatifs au transfert de matériel.

22. La FAO, en coopération avec le Centre international de la pomme de terre, a célébré l'Année internationale de la pomme de terre en 2008. La FAO a été au nombre des organisateurs du premier Congrès horticole pour toute l'Afrique et elle a accueilli conjointement avec le Fonds international de développement agricole (FIDA) une consultation internationale sur le développement de la culture de Jatropha. L'expérience acquise à cette occasion a permis de dégager les principaux éléments requis pour appuyer l'horticulture urbaine et périurbaine, qui pourront servir de base à l'élaboration de nouveaux projets.

23. L'application des approches écosystémiques pour favoriser l'intensification durable de la production végétale a été promue dans une brochure intitulée: « *Increasing crop production sustainably* ». Un cadre pour l'intensification durable, synthétisant la gamme d'options dont disposent les hauts responsables aux échelons local, national et international, a été élaboré à l'issue d'un processus itératif. Il permettra au secteur de la production végétale d'accroître la production et de gérer les services écosystémiques, y compris la pollinisation, la qualité des sols, le piégeage du carbone et la biodiversité agricole, grâce à un vaste éventail d'approches telles que l'agriculture de conservation, la protection intégrée et l'agriculture de précision. Les autres travaux liés à l'agriculture de conservation sont les suivants: une consultation d'experts sur la santé des sols (juillet 2008), la participation au quatrième Congrès mondial sur l'agriculture de conservation (février 2009) et une conférence internationale sur l'agriculture de conservation en Asie centrale (juillet 2009), sans oublier la création sur l'Internet d'une « communauté de pratique ».

24. Le rôle joué par les herbages dans le piégeage du carbone et l'atténuation des effets du changement climatique a fait l'objet d'un atelier qui a débouché sur la création d'un groupe de travail sur ce thème. L'atelier a aussi jeté les bases d'un programme de travail lié à l'intensification durable de la production végétale et animale. Les contributions au groupe de travail spécial de l'action concertée à long terme au titre de la Convention (dans le cadre de la sixième session de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, de juin 2009) ont consisté en un document technique et une manifestation organisée en marge de la session sur le rôle potentiel des herbages dans la diminution de l'émission de gaz à effet de serre. Par ailleurs, un site web consacré à l'action mondiale sur les services de pollinisation pour l'agriculture durable a été lancé en octobre 2009. Des cartes fondées sur les systèmes d'information géographique (SIG) et du matériel pédagogique destinés à aider les pays partenaires à élaborer des cartes participatives pour appuyer les plans de gestion de la pollinisation ont été préparés. Un examen des effets du changement climatique sur les agents pollinisateurs a permis de recenser les informations à collecter pour évaluer la vulnérabilité des pays.

Type de produit	Approuvés dans le PTB	Annulés/ différés	Non planifiés	Total exécutés	Exécutés non modifiés	Exécutés modifiés	Exécution en pourcentage
Renforcement des capacités	13	(2)	0	11	8	3	85%
Échange de l'information et coordination	12	(2)	0	10	9	1	83%
Produits et systèmes d'information et bases de données	16	(2)	0	14	14	0	88%
Engagements et accords internationaux	8	0	0	8	8	0	100%
Conseils aux politiques et aux législations	5	0	0	5	5	0	100%
Conseils techniques aux États Membres et au Programme de terrain	10	(2)	0	8	7	1	80%
Total	64	(8)	0	56	51	5	88%

Programme 2B: Gestion des systèmes de production animale

Programme ordinaire	(en milliers d'USD)
Ouvertures nettes de crédit	10 182
Recettes effectives	1 146
Programme de travail ajusté	11 328
Dépenses, au taux budgétaire	12 175
Écart (dépassement)/sous-utilisation	(847)
Appui extrabudgétaire au Programme ordinaire	8 812
Programme de terrain	
Appui extrabudgétaire au Programme de terrain/Assistance aux pays Membres	15 683
Urgences financées par des fonds extrabudgétaires	52 865
Exécution de projets du PCT et du PSSA	2 801
Total exécution du Programme de terrain	71 349
Total des dépenses	92 336

Entité de programme

2BA02 – Le rôle de l'élevage dans la croissance économique et la réduction de la pauvreté
2BA03 - Appui au Plan d'action mondial pour les ressources zoogénétiques
2BS01 - Services de soutien technique aux États Membres et au Programme de terrain

25. Les efforts ont été centrés sur l'aide à apporter aux pays pour que le secteur de la production animale contribue davantage à la croissance économique et à la réduction de la pauvreté, moyennant une meilleure productivité de l'élevage (efficacité de la production). Par exemple, 26 aperçus sectoriels nationaux sur l'aviculture ainsi que 45 documents techniques sur différents aspects de la production de volaille ont été préparés. Deux rapports majeurs sur la biosécurité ont vu le jour. Quatre études de cas nationales sur la

production laitière ont été publiées, de même qu'un livre sur le prix du lait, tandis que les travaux préparatoires d'un rapport fondamental sur le lait et la nutrition humaine ont débuté. Le bien-être animal mobilisant une plus grande attention, une consultation d'experts sur ce thème a débouché sur la création d'un portail interactif consacré à ce sujet, 'Gateway to Animal Welfare', et l'élaboration d'une série de directives pratiques.

26. En 2009, la rédaction d'un manuel de première importance sur la conception des abattoirs de petite et moyenne tailles a débuté (le manuel devrait être achevé en 2010). Les activités liées à une initiative sur l'alimentation animale ont aussi commencé, notamment une consultation d'experts et la promotion d'un dialogue fructueux entre les organismes de réglementation et les industriels du secteur de l'alimentation animale. Un manuel de fond sur l'alimentation animale a été préparé avec l'Association internationale d'alimentation animale. L'élaboration des directives et normes de secours du bétail a été entreprise avec plusieurs partenaires.

27. Suite à l'adoption du Plan d'action mondial pour les ressources zoogénétiques, l'État des ressources zoogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture dans le monde et le Plan d'action mondial ont été largement diffusés dans toutes les langues de travail officielles. Des stratégies de sélection animale pour la gestion durable des ressources zoogénétiques ont été entérinées par la CRGAA. La reconnaissance du rôle important joué par les petits éleveurs, en particulier dans les pays en développement, en tant que gardiens de la majeure partie des ressources zoogénétiques mondiales, s'est traduite par la production d'une publication intitulée « *Livestock Keepers – guardians of biodiversity* ». On a poursuivi le développement du système d'information sur la diversité des animaux domestiques (DAD-IS), en tant qu'outil d'information et de suivi convivial au service des pays (il couvre actuellement 13 900 races nationales), et on y a intégré des descriptions géoréférencées de la distribution des races et des environnements de production en vue de faciliter la planification et la modélisation prospective. Plus de 50 pays ont bénéficié d'une aide, sous la forme de l'utilisation de techniques nucléaires, pour la caractérisation génétique de la volaille, des porcins et des petits ruminants et l'amélioration génétique des bovins laitiers. Plus de 20 ateliers régionaux de renforcement des capacités sur des questions techniques et politiques ont été organisés.

Type de produit	Approuvés dans le PTB	Annulés/ différés	Non planifiés	Total exécutés	Exécutés non modifiés	Exécutés modifiés	Exécution en pourcentage
Renforcement des capacités	2	0	0	2	2	0	100%
Échange de l'information et coordination	4	(2)	0	2	2	1	50%
Produits et systèmes d'information et bases de données	17	(5)	0	12	12	0	71%
Engagements et accords internationaux	5	0	0	5	5	0	100%
Conseils aux politiques et aux législations	9	(6)	0	3	3	0	33%
Conseils techniques aux États Membres et au Programme de terrain	4	0	0	4	4	0	100%
Total	41	(13)	0	28	27	1	68%

Programme 2C: Maladies et ravageurs des animaux et des plantes

Programme ordinaire	(en milliers d'USD)
Ouvertures nettes de crédit	30 859
Recettes effectives	2 904
Programme de travail ajusté	33 763
Dépenses, au taux budgétaire	32 281
Écart (dépassement)/sous-utilisation	1 482
Appui extrabudgétaire au Programme ordinaire	24 149
Programme de terrain	
Appui extrabudgétaire au Programme de terrain/Assistance aux pays Membres	27 361
Urgences financées par des fonds extrabudgétaires	121 769
Exécution de projets du PCT et du PSSA	9 855
Total exécution du Programme de terrain	158 985
Total des dépenses	215 415

Entité de programme

2CA02 - Intensification durable des systèmes de production animale grâce aux techniques nucléaires et aux biotechnologies

2CP01 - Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV)

2CP02 - Réduction des risques liés à l'emploi des pesticides dans l'agriculture en vue de protéger la santé humaine et l'environnement

2CP04 – EMPRES – Lutte contre le criquet pèlerin et d'autres ravageurs des plantes transfrontières

2CP05 – EMPRES – Élevage et menaces pour la santé humaine liées aux animaux

2CP06 – Convention de Rotterdam

2CS01 – Stratégies et services de soutien technique au Programme de terrain pour protéger les moyens d'existence contre les organismes nuisibles et les pesticides

28. Un appui technique a été fourni à 25 pays (essentiellement dans le cadre de projets extrabudgétaires) pour améliorer la législation et la gestion en matière de pesticides. Des progrès notables ont aussi été accomplis en termes de réduction des risques liés aux pesticides périmés dans neuf pays africains, ainsi qu'en Syrie, au Paraguay et en Bolivie. Cette approche de la gestion des pesticides axée sur le cycle de vie comporte la promotion de la ratification de la Convention de Rotterdam, si bien que 10 nouveaux pays ont ratifié la Convention en 2008-2009, faisant passer le nombre total de Parties à 131. Le Secrétariat mixte FAO/Programme des Nations Unies pour l'environnement a fourni une assistance technique directe à plus de 55 pays pour les aider à mettre en œuvre la Convention et conduit des activités de conseil sur les façons d'intégrer la Convention dans les programmes nationaux relatifs à la gestion des pesticides.

29. En 2008, un nouveau pesticide a été inscrit dans l'annexe III de la Convention, portant à 40 le nombre total de produits chimiques soumis à la procédure de consentement préalable en connaissance de cause, tandis que trois autres ont fait l'objet d'une recommandation préconisant leur inscription sur la liste. Les spécifications techniques relatives à 53 pesticides ont été formulées et les limites maximales de résidus ont été évaluées pour 68 pesticides, en collaboration avec l'Organisation mondiale de la Santé (OMS). De plus, quatre nouvelles directives techniques sur des aspects du Code international de conduite pour la distribution et l'utilisation des pesticides ont été publiées. Les stratégies de protection intégrée ont bénéficié d'un appui renforcé dans plusieurs régions.

30. Le Secrétariat de la Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV) a organisé deux sessions de la Commission des mesures phytosanitaires, au cours desquelles pas moins de 13 normes internationales pour les mesures phytosanitaires (NIMP) ont été adoptées. Le Secrétariat a travaillé en étroite collaboration avec la Convention sur la diversité biologique, le Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce et d'autres partenaires en vue d'améliorer la protection de la biodiversité végétale contre les ravageurs et d'endiguer l'introduction de nouvelles espèces végétales invasives. Au total, 45 sessions de formation et ateliers ont été organisées dans le but de faciliter l'échange d'information, de renforcer l'évaluation des capacités dans le domaine phytosanitaire, d'analyser les risques liés aux ravageurs et d'examiner l'application des NIMP.

31. La FAO a satisfait aux demandes des pays et partenaires concernant l'application de la technique de l'insecte stérile pour lutter contre différents insectes nuisibles, notamment en apportant un appui technique à des projets en Afrique, en Amérique latine et en Asie. Par exemple, le Gouvernement du Mexique a annoncé l'éradication de la pyrale des cactus invasive (*Cactoblastis cactorum*) dans les Caraïbes mexicaines, les mouches du fruit ont été éradiquées de deux provinces dans le sud du Pérou et deux zones au Panama ont été officiellement déclarées indemnes de la mouche du fruit, ce qui a ouvert des marchés de l'exportation fructueux. Une société privée spécialisée dans la technique de l'insecte stérile et dotée d'une installation d'élevage intensif de lépidoptères stériles a été établie en Afrique du Sud. La sélection de mutants a été utilisée pour améliorer la productivité des cultures, avec la diffusion de 41 variétés mutantes de 13 espèces végétales dans plus de 10 pays.

32. Conformément aux principes de prévention des situations d'urgence, qui font partie intégrante du cadre de gestion des crises pour la filière alimentaire, le volet protection des plantes du système de prévention et de réponse rapide contre les ravageurs et les maladies transfrontalières des animaux et des plantes (EMPRES) a poursuivi ses travaux sur le plaidoyer, l'alerte/la détection précoce, la planification des interventions d'urgence et la promotion des technologies de lutte respectueuses de l'environnement. L'expérience acquise grâce aux activités de lutte contre le criquet pèlerin a été appliquée à d'autres espèces de criquet, ainsi qu'à un nombre croissant d'autres ravageurs transfrontaliers. Le service d'information sur le criquet pèlerin a continué d'assurer sa surveillance quotidienne des conditions environnementales et de la situation, en émettant des avertissements précoces, des prévisions, des alertes et des bulletins d'information sur la situation, à l'intention des pays. De nombreux ateliers et des cours de formation régionaux et nationaux ont été organisés sur les systèmes de gestion de données, les technologies avancées de suivi et de notification concernant les criquets et l'expérimentation du nouveau matériel de pulvérisation. La création en 2009 de centres autonomes de lutte contre le criquet du désert dans les pays les plus concernés (le Tchad, le Niger, le Mali et la Mauritanie) fait partie des réalisations à saluer. Une conséquence tangible a été que les autorités nationales de Mauritanie sont parvenues à réagir rapidement et efficacement face à une infestation de criquets pendant l'automne 2009. En coopération avec l'Organisation internationale de l'Afrique centrale et méridionale contre le criquet nomade (IRLCO-CSA), la FAO a aussi maîtrisé avec succès une recrudescence du criquet nomade en Tanzanie, au Malawi et au Mozambique entre la mi-2008 et début 2009.

33. L'analyse détaillée des capacités de lutte contre trois espèces de criquet importantes au plan économique dans les pays du Caucase et d'Asie centrale a été achevée et les pays concernés ont entériné un programme quinquennal pour améliorer la gestion nationale et régionale de la lutte contre les criquets. On a aussi constaté un essor de l'utilisation de biopesticides dans la lutte contre les criquets. Les pays sont encouragés à enregistrer et utiliser les biopesticides dans les zones fragiles au plan écologique et dans le cadre de la lutte préventive.

34. Les travaux relatifs aux autres maladies transfrontalières des plantes ont été liés à la rouille du blé et à des maladies de la banane et du manioc. En 2008, la FAO a lancé le programme mondial sur la rouille du blé pour faire face à la menace liée à l'apparition de nouvelles souches virulentes de rouille du blé, auxquelles quelque 80 % des cultivars de blé mondiaux sont sensibles. La FAO a assuré une formation sur l'analyse et le

dépistage de la rouille de blé et facilité la diffusion accélérée et la multiplication des semences de variétés résistantes. Un système mondial de surveillance de la rouille des céréales a été lancé en avril 2009, les pays échangeant des données de surveillance du terrain normalisées. La FAO a travaillé en étroite collaboration avec la Communauté du développement de l'Afrique australe, l'Institut international d'agriculture tropicale et Bioversity International pour faire front à la situation d'urgence créée par la diffusion de deux graves maladies de la banane en Afrique. Elle a contribué à fournir une formation sur les enquêtes et le dépistage relatifs à ces maladies dans des pays pilotes et réalisé deux évaluations de la sécurité alimentaire et des études socio-économiques sur leurs impacts et les risques associés. En outre, en 2009, en collaboration avec une série de partenaires, la FAO a élaboré une stratégie régionale de lutte contre deux des principales maladies du manioc, dans 15 pays d'Afrique centrale, orientale et australe.

35 Face aux invasions de chenilles processionnaires et d'achaea en Côte d'Ivoire, au Liberia, en Guinée et au Ghana, début 2009, qui ont suscité des inquiétudes dans toute la région quant à leurs retombées potentielles sur les moyens d'existence, la sécurité alimentaire et la santé humaine, un atelier sous-régional a été organisé pour examiner la question des ravageurs transfrontaliers des plantes en Afrique de l'Ouest, selon une approche plus intégrée et systématique. L'atelier s'est conclu par la formulation de propositions de programmes spécifiques destinés à être appuyés par la communauté internationale.

36. En ce qui concerne les maladies animales, un appui extrabudgétaire conséquent a été mobilisé pour faire face à la crise de la grippe aviaire hautement pathogène. Une stratégie mondiale pour le contrôle progressif de la grippe aviaire hautement pathogène a été élaborée, entérinée et publiée conjointement avec l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE). Un comité mixte FAO/OIE sur l'éradication mondiale de la peste bovine a été créé pour faire office d'organe consultatif à l'approche de la déclaration mondiale de l'éradication de la peste bovine, prévue au milieu de l'année 2011. Dans le domaine de la fièvre aphteuse, on a conçu une approche intitulée démarche de maîtrise par étapes, susceptible d'être étendue à d'autres maladies. Par ailleurs, la FAO a continué de fournir un appui en faveur des programmes de lutte contre les maladies transmises par un vecteur, y compris la trypanosomose (programme de lutte contre la trypanosomose africaine - PLTA).

37. La FAO a offert une assistance technique pour renforcer les services vétérinaires et les systèmes de santé animale nationaux, notamment en ce qui concerne les exigences liées à la quarantaine animale et l'importation, la production de vaccins et les laboratoires de référence, et encouragé l'expansion des réseaux mondiaux de santé publique vétérinaire. Le dépistage et la confirmation précoces de nouveaux foyers de maladies animales transfrontières ont été favorisés par la mise sur pied, en partenariat avec l'OIE et l'OMS, du système mondial d'alerte précoce et d'action pour les maladies animales transfrontières, une plate-forme visant à faciliter la circulation de l'information sur les maladies, l'alerte précoce et la communication des risques. Parmi les autres activités intéressantes, on peut citer la surveillance de l'interface élevage-faune sauvage et la création du centre de gestion des crises à Rome. Des études d'impact socio-économique ont été entreprises pour la peste des petits ruminants et la grippe aviaire hautement pathogène, comportant notamment des conseils sur les stratégies de compensation à mettre en œuvre dans les pays touchés ou à risque.

Type de produit	Approuvés dans le PTB	Annulés/ différés	Non planifiés	Total exécutés	Exécutés non modifiés	Exécutés modifiés	Exécution en pourcentage
Renforcement des capacités	11	(2)	0	9	8	1	82%
Échange de l'information et coordination	11	(6)	0	5	5	0	45%
Produits et systèmes d'information et bases de données	8	0	0	8	7	1	100%

Type de produit	Approuvés dans le PTB	Annulés/ différés	Non planifiés	Total exécutés	Exécutés non modifiés	Exécutés modifiés	Exécution en pourcentage
Engagements et accords internationaux	5	(1)	0	4	3	1	80%
Autres	1	0	0	1	1	0	100%
Conseils aux politiques et aux législations	8	(2)	0	6	6	0	75%
Conseils techniques aux États Membres et au Programme de terrain	30	(7)	0	23	22	1	77%
Total	74	(18)	0	56	52	4	76%

Programme 2D: Nutrition et protection du consommateur

Programme ordinaire	(en milliers d'USD)
Ouvertures nettes de crédit	26 557
Recettes effectives	1 996
Programme de travail ajusté	28 553
Dépenses, au taux budgétaire	26 167
Écart (dépassement)/sous-utilisation	2 386
Appui extrabudgétaire au Programme ordinaire	1 488
Programme de terrain	
Appui extrabudgétaire au Programme de terrain/Assistance aux pays Membres	9 705
Urgences financées par des fonds extrabudgétaires	4 960
Exécution de projets du PCT et du PSSA	3 501
Total exécution du Programme de terrain	18 166
Total des dépenses	45 821

Entité de programme

2DA05 - Sécurité sanitaire, nutrition et moyens de subsistance des ménages
2DA06 - Éducation et sensibilisation des consommateurs en matière d'alimentation et de nutrition
2DP01 - Amélioration de la sécurité sanitaire des aliments et de l'environnement grâce aux techniques nucléaires
2DP02 - Besoins en nutriments et évaluation nutritionnelle dans une économie alimentaire en transformation
2DP03 - Programme mixte FAO/OMS sur les normes alimentaires (Codex Alimentarius)
2DP04 - Qualité et sécurité sanitaire des aliments dans toute la filière alimentaire aux fins de la protection des consommateurs
2DP05 - Fourniture d'avis scientifiques sur la sécurité sanitaire des aliments
2DS01 - Services de soutien technique aux États Membres et au Programme de terrain

38. L'Initiative intersectorielle sur la diversité biologique pour l'alimentation et la nutrition a mis en lumière les liens existant entre l'agriculture, la santé et l'environnement. Pour étudier la qualité et la sécurité sanitaire des aliments ainsi que les aspects nutritionnels, la FAO a prôné l'adoption de l'approche filière, qui

veille à ce que la production animale et végétale prenne effectivement en compte les besoins nutritionnels des populations, tout en promouvant des régimes alimentaires durables. Des publications et des documents techniques ont été préparés sur l'impact du changement climatique et de la bioénergie sur la nutrition et le rôle que les secteurs de l'agriculture et de l'alimentation jouent dans la réduction du fossé nutritionnel, la diversification des régimes alimentaires et l'amélioration de la situation nutritionnelle.

39. La FAO a également produit des directives et des outils d'enquête pour renforcer les capacités nationales en matière d'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition (par exemple, le document sur le rôle et la position de la FAO concernant l'enrichissement des aliments; quatre documents à utiliser pour incorporer des objectifs liés à la sécurité alimentaire, la nutrition et les moyens d'existence dans les cadres d'aide au développement et les processus d'action communautaire). L'adoption d'approches fondées sur l'alimentation pour diversifier les régimes alimentaires et combattre les carences en micronutriments a fait l'objet d'une promotion active. On s'est attelé aux travaux préparatoires liés à l'établissement d'un groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition, dans le cadre de la réforme du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA), et au fonctionnement d'EMPRES-chaîne alimentaire, avec ses trois composantes (santé des animaux, santé des plantes et sécurité sanitaire des aliments).

40. Des outils simples et normalisés d'évaluation des régimes alimentaires, y compris le barème d'évaluation de la sécurité alimentaire des ménages et le questionnaire sur la diversité des aliments consommés, qui portent tant sur la quantité que sur la qualité des aliments, sont de plus en plus largement adoptés et ont été intégrés dans un grand nombre d'enquêtes et de projets, tandis qu'un appui a été fourni pour encourager les pays et les institutions locales et nationales à les utiliser. Du point de vue des partenariats importants, la FAO a participé à la relance du Comité permanent de la nutrition du système des Nations Unies, un important mécanisme de coordination interinstitutions ayant trait aux politiques, programmes et outils dans le domaine de la nutrition; à l'Initiative de partenariat FAO/OMS/PAM/UNICEF visant à éliminer la faim et la dénutrition chez les enfants et au Groupe Nutrition du Comité permanent interorganisations chargé de la nutrition dans les situations d'urgence.

41. Une assistance technique directe, dans le cadre de projets et initiatives concernant l'éducation nutritionnelle, la communication et l'apprentissage par la création de jardins, a été fournie à près de 30 pays. Des instructions et du matériel pédagogiques et techniques, imprimés et électroniques, ont été diffusés (notamment par l'intermédiaire du site web "*Nourrir les esprits Combattre la faim*") pour sensibiliser à l'importance de régimes alimentaires nourrissants et appuyer les stratégies et programmes éducatifs nationaux sur l'alimentation et la nutrition. Les publications ont été les suivantes: "*Educating Consumers to Cope with High Food Prices*"; "*Innovations in Food Labelling*"; le "*Guide de nutrition familiale*"; et le "*School Garden Teaching Toolkit*", qui accompagne le fameux manuel de la FAO intitulé "*Créer et diriger un jardin scolaire*".

42. Un cours d'enseignement à distance, en 12 modules, sur la composition des aliments a été mis au point et testé. Il est aujourd'hui largement utilisé, tandis que les bases de données nationales et régionales sur la composition des aliments ont été actualisées. Une consultation d'experts sur les matières grasses et les acides gras dans la nutrition humaine, qui a été conduite en collaboration avec l'OMS, a débouché sur la formulation d'avis scientifiques en matière de nutrition destinés aux comités du Codex et à des pays ou régions individuels.

43. La Commission du Codex Alimentarius a adopté 73 normes ou textes apparentés du Codex, nouveaux ou révisés, y compris les normes et textes liés aux codes d'usages en matière d'hygiène et les directives relatives à l'évaluation et aux programmes de réglementation d'assurance de la sécurité sanitaire des aliments, ainsi que plusieurs recommandations sur les concentrations maximales d'additifs alimentaires et de contaminants et les limites maximales de résidus de pesticides et de médicaments vétérinaires. Des politiques d'analyse des risques ont été élaborées pour les organes subsidiaires s'occupant de la sécurité sanitaire des aliments. Parmi les nouveaux domaines d'intervention, on peut citer la maîtrise des virus dans les aliments et l'analyse des risques liés à la résistance aux antimicrobiens d'origine alimentaire. La Commission a approuvé

plusieurs recommandations visant à améliorer la participation des pays en développement, se référant notamment aux actions de renforcement des capacités et au fonds fiduciaire du Codex.

44. Divers rapports techniques ont été produits, par exemple les rapports des comités mixtes d'experts FAO/OMS sur les additifs alimentaires, sur l'évaluation des risques microbiologiques, sur les nanotechnologies dans les secteurs de l'alimentation et de l'agriculture et sur l'évaluation des avantages et des risques de l'utilisation du "chlore actif" dans la transformation des aliments. Ils ont donné naissance à des normes, des directives et des recommandations visant l'amélioration des programmes de contrôle des aliments. Les fonds mis à disposition par l'Initiative mondiale en faveur des avis scientifiques relatifs à l'alimentation ont facilité la collecte et l'analyse de données scientifiques nationales et régionales.

45. En ce qui concerne la sécurité sanitaire et le contrôle des aliments, la FAO a fourni à plus de 75 pays une assistance technique ayant trait à la réglementation et la gestion du contrôle des aliments, y compris l'élaboration de politiques réglementaires, l'évaluation des risques et l'utilisation de bonnes pratiques en matière d'hygiène par les opérateurs de toutes les étapes de la chaîne alimentaire, complétée par une formation lors de manifestations sous-régionales, régionales et internationales sur la sécurité sanitaire des aliments. Cette démarche a considérablement renforcé les systèmes d'inspection des aliments et les laboratoires d'analyse alimentaire et encouragé l'utilisation du cadre d'analyse des risques pour appuyer les prises de décision nationales en matière de sécurité sanitaire des aliments. Une série d'outils, manuels et publications de formation sur la sécurité sanitaire des aliments ont été produits, couvrant: l'analyse des risques dans le domaine de la sécurité sanitaire des aliments, l'évaluation de la sécurité sanitaire des aliments génétiquement modifiés, l'inspection des aliments axée sur les risques, l'inspection des produits halieutiques axée sur les risques et le lien entre la qualité des produits alimentaires et leur origine géographique. Les travaux concernant les outils associés ont été les suivants: directives relatives aux interventions d'urgence dans le domaine de la sécurité sanitaire des aliments, recueil d'outils de formation pratique sur l'analyse des risques alimentaires et l'échantillonnage des aliments, manuel sur le contrôle des aliments importés et matériel de formation actualisé sur la gestion de la sécurité sanitaire des aliments dans les petites entreprises.

46. S'agissant de l'utilisation des techniques nucléaires, les réalisations ont été les suivantes: l'adoption de huit traitements phytosanitaires par irradiation, en vue de leur inclusion dans les normes de la CIPV; la poursuite de la mise au point de traitements additionnels dans le cadre du projet de recherche coordonnée sur les doses d'irradiation génériques dans les traitements de quarantaine; la participation à la révision des normes fondamentales de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) en matière de sécurité. Il convient de noter que plus de 90 pays ont bénéficié d'une aide visant à renforcer leur capacité d'appliquer des techniques analytiques soumises à un contrôle qualité pour suivre et mesurer les résidus de produits chimiques dans les aliments et l'environnement, ce qui a contribué à la protection de la santé des consommateurs et au respect des exigences en matière de sécurité sanitaire des aliments pour faciliter le commerce international. En outre, plus de 16 pays ont travaillé avec la division mixte FAO/AIEA sur la faisabilité de l'irradiation post-récolte à des fins phytosanitaires.

Type de produit	Approuvés dans le PTB	Annulés/ différés	Non planifiés	Total exécutés	Exécutés non modifiés	Exécutés modifiés	Exécution en pourcentage
Renforcement des capacités	14	0	0	14	14	0	100%
Échange de l'information et coordination	9	0	0	9	9	0	100%
Produits et systèmes d'information et bases de données	5	0	0	5	5	0	100%
Engagements et accords internationaux	7	0	0	7	7	0	100%

Type de produit	Approuvés dans le PTB	Annulés/ différés	Non planifiés	Total exécutés	Exécutés non modifiés	Exécutés modifiés	Exécution en pourcentage
Conseils aux politiques et aux législations	6	(1)	0	5	5	0	83%
Conseils techniques aux États Membres et au Programme de terrain	22	(1)	0	21	21	0	95%
Total	63	(2)	0	61	61	0	97%

Programme 2E: Forêts: information, statistiques, aspects économiques et politiques générales

Programme ordinaire	(en milliers d'USD)
Ouvertures nettes de crédit	12 564
Recettes effectives	486
Programme de travail ajusté	13 050
Dépenses, au taux budgétaire	12 767
Écart (dépassement)/sous-utilisation	283
Appui extrabudgétaire au Programme ordinaire	11 235
Programme de terrain	
Appui extrabudgétaire au Programme de terrain/Assistance aux pays Membres	12 153
Urgences financées par des fonds extrabudgétaires	0
Exécution de projets du PCT et du PSSA	1 640
Total exécution du Programme de terrain	13 793
Total des dépenses	37 795

Entité de programme

2EP03 - Centre de connaissances et de communication sur la foresterie

2EP04 - Analyses socioéconomiques mondiales et études sectorielles sur les forêts

2EP05 - Renforcement des capacités politiques, institutionnelles et participatives en matière de gestion et de conservation des forêts

2EP06 - Appui au Comité des forêts et aux processus forestiers mondiaux et régionaux

2ES01 - Services de soutien technique aux États Membres et au Programme de terrain

47. Des services d'information liés aux forêts ont été fournis à plus de 72 000 utilisateurs dans 122 pays (par le site web ou le Centre d'information de la FAO sur les forêts). UNASYLVA et d'autres publications ont aussi été largement diffusées.

48. Trois études prospectives importantes sur les forêts ont été achevées. La première, publiée en 2008, était une révision des projections précédentes concernant le marché mondial des produits forestiers. Ces projections couvrent chaque pays et chaque catégorie de produit forestier pour la période 2010 – 2030. Elles sont présentées sous une forme synthétique dans le rapport sur la Situation des forêts du monde (SOFO 2009) et ont été également utilisées dans le cadre de l'étude des perspectives du secteur forestier en Asie et dans le Pacifique, qui a été lancée au cours de l'exercice biennal précédent et achevée en 2009. Conformément à l'usage établi, cette étude passait en revue les principaux faits marquants concernant les forêts dans la région en mettant l'accent sur la manière dont les politiques pourraient répondre aux problèmes importants apparus

récemment. L'étude s'est appuyée sur une coopération active avec les pays, notamment des ateliers régionaux et nationaux, et chaque pays a préparé un rapport sur les perspectives nationales. La troisième étude était une évaluation, réalisée en collaboration avec la Banque mondiale, de l'évolution du secteur des bioénergies et de son impact sur les forêts et l'environnement, y compris les risques et les potentialités de ce secteur. Ses principales conclusions ont été présentées au Forum sur l'énergie et les forêts pendant le Congrès forestier mondial.

49. La FAO a tiré parti des possibilités croissantes offertes par le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) pour financer les activités de gestion durable des forêts. En ce qui concerne les aspects socio-économiques, un certain nombre de projets du FEM ont été formulés en Afrique, en Amérique latine, au Proche-Orient et dans le Pacifique, l'accent étant mis sur la gestion durable des forêts en vue de protéger la biodiversité et d'améliorer les moyens d'existence.

50. Le Mécanisme pour les programmes forestiers a fourni un soutien à plus de 75 pays pour renforcer leurs *programmes forestiers nationaux* (PFN). On a continué à mettre l'accent sur la participation des parties prenantes non gouvernementales au processus des PFN, à l'élaboration des politiques forestières et aux mécanismes de financement des PFN ainsi qu'au renforcement des capacités et à la fourniture de conseils pratiques sur la formulation des politiques. En Afrique, aux Caraïbes et dans le Pacifique, des pays ont bénéficié d'un soutien pour résoudre des problèmes liés par exemple aux coupes illicites et au commerce illégal connexe. Les enseignements tirés de ces activités ont été utiles dans le contexte des efforts déployés par les pays pour réduire les émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts (le processus REDD; voir à ce sujet le rapport principal sur l'exécution du Programme). Les petites et moyennes entreprises forestières de plus de 20 pays ont reçu une aide car ces entreprises accèdent de mieux en mieux aux prestataires de services et aux marchés, ce qui contribue à leur pérennité. Par ailleurs, on se rend compte de plus en plus que des régimes fonciers établis et des systèmes forestiers diversifiés sont une condition préalable importante pour que les populations locales participent à la gestion des forêts, en particulier les pauvres ruraux.

51. La dix-neuvième session du Comité des forêts (COFO) en 2009 a donné lieu à un événement spécial, la Semaine mondiale des forêts, qui a mis en lumière la coopération institutionnelle dans le contexte du Partenariat de collaboration sur les forêts (PCF). Le PCF est un arrangement volontaire entre quatorze organisations internationales et secrétariats ayant un programme de travail sur les forêts visant à promouvoir la gestion, la conservation et le développement durables de tous les types de forêts et à renforcer les engagements politiques à cette fin. La FAO a joué le rôle qui lui incombe en élaborant le Cadre stratégique pour les forêts et le changement climatique du PCF, c'est-à-dire une approche cohérente prônant l'utilisation des forêts dans l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets. Cette approche a fait l'objet de vifs débats lors des sessions du Comité des forêts. Les sessions de la Commission des forêts et de la faune sauvage pour l'Afrique et de la Commission des forêts pour le Proche-Orient ont été organisées dans des locaux communs pour faciliter les échanges d'expériences entre les deux régions, notamment en ce qui concerne la gestion des habitats forestiers pour la vie sauvage et des fourrages pour les animaux domestiques. Cela a permis aux experts en matière de parcours et de vie sauvage de rencontrer leurs homologues spécialisés dans les forêts et de mieux comprendre les problématiques propres à leurs secteurs respectifs. La Commission des forêts pour l'Asie et le Pacifique a réuni plus de 700 participants à l'occasion de la première Semaine mondiale des forêts, ce qui représente la plus grande participation jamais enregistrée.

Type de produit	Approuvés dans le PTB	Annulés/ différés	Non planifiés	Total exécutés	Exécutés non modifiés	Exécutés modifiés	Exécution en pourcentage
Renforcement des capacités	5	0	0	5	5	0	100%
Échange de l'information et coordination	17	0	0	17	17	0	100%
Produits et systèmes d'information et bases de données	6	0	0	6	6	0	100%
Engagements et accords internationaux	6	0	0	6	6	0	100%
Conseils aux politiques et aux législations	1	0	0	1	1	0	100%
Conseils techniques aux États Membres et au Programme de terrain	5	0	0	5	5	0	100%
Total	40	0	0	40	40	0	100%

Programme 2F: Forêts: gestion, conservation et remise en état

Programme ordinaire	(en milliers d'USD)
Ouvertures nettes de crédit	10 234
Recettes effectives	516
Programme de travail ajusté	10 750
Dépenses, au taux budgétaire	10 378
Écart (dépassement)/sous-utilisation	372
Appui extrabudgétaire au Programme ordinaire	6 616
Programme de terrain	
Appui extrabudgétaire au Programme de terrain/Assistance aux pays Membres	12 178
Urgences financées par des fonds extrabudgétaires	4 614
Exécution de projets du PCT et du PSSA	3 457
Total exécution du Programme de terrain	20 249
Total des dépenses	37 243

Entité de programme

2FA06 - Gestion des incendies de forêt et santé des forêts
2FA07 - Conservation et remise en état des écosystèmes forestiers et boisés
2FP02 - Gestion durable des forêts, des terres boisées et des arbres hors forêt
2FS01 - Services de soutien technique aux États Membres et au Programme de terrain

52. Dans le cadre de la stratégie visant à renforcer la coopération internationale en matière de gestion des incendies, le secrétariat de l'*Alliance pour les actions en gestion des feux* a été établi. Son rôle est d'appuyer la mise en œuvre des principes et des actions stratégiques des Directives volontaires concernant la lutte contre les incendies, ainsi que le partage des expériences entre les membres. Des ateliers sur les directives volontaires ont été organisés dans les régions des Caraïbes et de l'Asie. Une étude législative intitulée: "*Forests Fires and the Law: a guide for national drafters based on the Fire Management Voluntary Guidelines*" a été publiée. En coopération avec le ministère des affaires étrangères finlandais, le manuel du formateur sur la gestion des incendies de forêt a été publié dans le but d'améliorer la gestion des incendies de forêts avec l'aide des communautés. La FAO a accueilli conjointement la conférence internationale intitulée *l'Adaptation des coûts et de la gestion forestière au changement climatique, l'accent étant mis sur la santé des forêts: bilan de la recherche scientifique des politiques et des pratiques en la matière*. Une étude intitulée « Global Review of Forest Pests and Diseases » a également été publiée et largement diffusée. Des bases de données en ligne sur les espèces invasives et la santé des forêts ont été développées. Un appui technique a été fourni par le biais de projets relatifs à la santé des forêts et aux espèces invasives dans toutes les régions, et aux forums internationaux et aux réseaux régionaux dans les domaines des feux de friches et des espèces invasives. Des sessions spéciales et des événements parallèles ont été aussi organisés lors du Congrès forestier mondial sur des thèmes comme la gestion des incendies, la santé des forêts et les espèces invasives.

53. Le rôle des forêts dans l'atténuation des incidences du *changement climatique* a été souligné à l'occasion de plusieurs événements et d'activités de formation, et on a commencé à élaborer des directives sur l'intégration des problématiques liées au changement climatique dans les programmes forestiers nationaux. Des analyses régionales des incidences du changement climatique ont été conduites pour les régions de l'Asie et du Proche-Orient, et trois études de cas sur le potentiel des carburants ligneux pour atténuer le changement climatique ont été réalisées. Des contributions techniques ont aussi été fournies lors des négociations et des réunions liées à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, en liaison notamment avec la réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des terres. En ce qui concerne la biodiversité des forêts, la préparation du premier rapport sur l'État des ressources génétiques forestières dans le monde a été commencée, englobant les ateliers sous-régionaux et régionaux organisés en 2009 (voir le rapport principal sur l'exécution du Programme). Des réunions et ateliers d'experts ont été organisés sur un certain nombre de sujets importants tels que l'agroforesterie, la foresterie urbaine et périurbaine, la gestion des bassins versants et l'hydrologie forestière, la foresterie en zones arides et la gestion des zones protégées et de la vie sauvage. Ces diverses activités ont aussi débouché sur des publications, notamment les directives relatives aux bonnes pratiques en matière de parcours et de foresterie dans les zones arides et semis arides du Proche-Orient, des directives pour une gestion durable des forêts en Afrique subsaharienne, la gestion durable des forêts et les influences sur les ressources hydriques, et les politiques de coordination relatives aux forêts et à l'eau. Le soutien aux projets de terrain a essentiellement concerné le projet FEM/hauts plateaux du Fouta Djallon, le projet Opération Acacia: soutien à la sécurité alimentaire et à la lutte contre la pauvreté et la dégradation des sols dans les pays producteurs de gomme arabique et de résine, des projets de mise en valeur durable des montagnes et des projets visant les systèmes d'agroforesterie pour la sécurité alimentaire.

54. D'autres documents ont été publiés au titre de ce programme en particulier "*Wood from Planted Forests: A Global Outlook 2005-2020*" ainsi que l'ouvrage commercialisé par la FAO et le CABI intitulé "*Planted Forests: Uses, Impacts and Sustainability*". La vingt-troisième session de la Commission internationale du peuplier et la quarante-quatrième session de son Comité exécutif se sont tenues à Pékin, tandis qu'une conférence préalable à la session a été organisée à Nankin (Chine). Des voyages d'études avant et après les sessions ont eu lieu dans la région du nord (Mongolie intérieure) et dans les provinces de Jiangxi et de Hennan afin de mieux comprendre la contribution importante des peupliers et des saules dans les activités de production, de protection, de conservation et d'aménagement récréatif en Chine. Des ateliers nationaux et régionaux ont été organisés en Asie et en Amérique latine afin d'aider les pays à élaborer des programmes d'action nationaux pour la mise en œuvre des Directives volontaires pour la gestion responsable des forêts plantées. Une consultation d'experts sur le suivi et l'évaluation des forêts nationales et la manière de répondre à l'évolution

des besoins a été conduite et un groupe consultatif a été créé pour orienter les programmes s'y rapportant. Un soutien technique a été fourni au programme REDD des Nations Unies afin de préparer des documents de programmes conjoints dans neuf pays pilotes (voir le rapport principal sur l'exécution du Programme). Dans le cadre du Programme de partenariat entre la FAO et la Finlande, qui s'échelonne sur quatre ans, des travaux ont commencé dans cinq pays pilotes sur le thème de la gestion durable des forêts. Un soutien a continué à être apporté aux comités directeurs du Partenariat mondial sur la restauration des paysages forestiers et le Réseau international des forêts modèles. Des sessions spéciales et des événements parallèles ont été organisés lors du Congrès forestier mondial sur des thèmes comme les forêts plantées, le programme REDD des Nations Unies et le suivi et à l'évaluation des forêts nationales.

Type de produit	Approuvés dans le PTB	Annulés/ différés	Non planifiés	Total exécutés	Exécutés non modifiés	Exécutés modifiés	Exécution en pourcentage
Renforcement des capacités	8	0	0	8	8	7	100%
Échange de l'information et coordination	15	(1)	0	14	14	14	93%
Produits et systèmes d'information et bases de données	6	0	0	6	6	5	100%
Engagements et accords internationaux	6	(1)	0	5	5	5	83%
Conseils aux politiques et aux législations	3	0	0	3	3	2	100%
Conseils techniques aux États Membres et au Programme de terrain	21	(2)	0	19	19	16	90%
Total	59	(4)	0	55	55	49	93%

Programme 2G: Industries et produits forestiers

Programme ordinaire	(en milliers d'USD)
Ouvertures nettes de crédit	10 412
Recettes effectives	324
Programme de travail ajusté	10 736
Dépenses, au taux budgétaire	10 559
Écart (dépassement)/sous-utilisation	177
Appui extrabudgétaire au Programme ordinaire	2 758
Programme de terrain	
Appui extrabudgétaire au Programme de terrain/Assistance aux pays Membres	296
Urgences financées par des fonds extrabudgétaires	362
Exécution de projets du PCT et du PSSA	400
Total exécution du Programme de terrain	1 058
Total des dépenses	14 375

Entité de programme

2GA01 - Renforcement de la contribution des industries forestières au développement rural

2GP01 - Meilleures pratiques en matière d'exploitation et d'utilisation des produits forestiers et développement approprié de l'industrie forestière

2GP02 - Évaluation et suivi des ressources forestières, des produits forestiers et des institutions forestières et rapports à ce sujet

2GS01 - Services de soutien technique aux États Membres et au Programme de terrain

55. Le projet TCP/RWA/3103 « *Rationalisation de la filière bois-énergie* », exécuté au Rwanda, est un exemple d'assistance pluridisciplinaire encourageant l'utilisation de fourneaux et de techniques de fabrication de charbon de bois plus efficaces ainsi que la production et la distribution d'espèces d'arbres sélectionnés pour le développement de l'agroforesterie. Afin de renforcer les capacités nationales de formulation des politiques, le projet a permis d'établir une base de connaissances sur l'offre et la demande de dendroénergie s'appuyant sur la méthodologie WISDOM (Carte globale intégrée de l'offre et de la demande de bois de feu). WISDOM présente des scénarios d'équilibre de l'offre et de la demande en fonction des conditions actuelles et des options de politiques possibles visant à réduire la demande et à accroître la production de la biomasse.

56. Le Programme 2G a aussi mis l'accent sur un aspect relativement négligé de la gestion durable des forêts, à savoir l'emploi de main-d'œuvre en forêt. Les travaux forestiers sont de plus en plus effectués par des contractants, qui sont souvent des petites ou des très petites entreprises qui doivent faire face à des problèmes importants comme la sécurité et la santé au travail ainsi que la viabilité économique, et qui ne bénéficient pas d'une structure de coopération et d'un soutien mutuel importants. Une équipe de spécialistes a été établie dans le cadre du programme intégré du Comité du bois de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CEE/ONU) et de la Commission européenne des forêts (CEF) de la FAO pour trouver une solution à ces problèmes. Elle a élaboré des directives concernant les « Bonnes pratiques dans le travail contractuel en foresterie ». Ces directives se fondent essentiellement sur des conditions prévalant en Europe et en Amérique du Nord, mais un grand nombre de leurs suggestions peuvent être appliquées dans d'autres régions. La première édition a été publiée en décembre 2008 et diffusée à des experts, y compris le Réseau européen des entrepreneurs forestiers.

57. Le processus d'Évaluation des ressources forestières mondiales (FRA) 2010 a été officiellement lancé pendant une réunion tenue à Rome en mars 2008. Pour compléter le processus d'établissement de rapports nationaux, une étude mondiale réalisée par télédétection a démarré en 2008, financée par des ressources extrabudgétaires et conduite en collaboration étroite avec plusieurs organisations partenaires (voir la description complète de FRA dans la version imprimée du rapport sur l'exécution du Programme).

58. Les *Annuaire des produits forestiers 2006* et *2007* ont été publiés ainsi que les *Enquêtes sur la capacité du secteur de la pâte et du papier 2007-2012* et *2008-2013*. Soixante-quinze profils de pays concernant les législations, les politiques et les institutions forestières ont été mis en ligne pour consultation. Une publication intitulée *Aperçu graphique des questions forestières* ainsi que la revue d'éducation scientifique *Enquête sur la nature* ont aussi fait l'objet d'une large diffusion.

Type de produit	Approuvés dans le PTB	Annulés/ différés	Non planifiés	Total exécutés	Exécutés non modifiés	Exécutés modifiés	Exécution en pourcentage
Renforcement des capacités	6	0	0	6	6	0	100%
Échange de l'information et coordination	4	0	0	4	4	0	100%
Produits et systèmes d'information et bases de données	14	0	0	14	14	0	100%
Conseils techniques aux États Membres et au Programme de terrain	10	0	0	10	10	0	100%
Total	34	0	0	34	34	0	100%

Programme 2H: Pêches et aquaculture: Information, statistiques, aspects économiques et politiques générales

Programme ordinaire	(en milliers d'USD)
Ouvertures nettes de crédit	21 604
Recettes effectives	741
Programme de travail ajusté	22 345
Dépenses, au taux budgétaire	23 152
Écart (dépassement)/sous-utilisation	(807)
Appui extrabudgétaire au Programme ordinaire	18 507
Programme de terrain	
Appui extrabudgétaire au Programme de terrain/Assistance aux pays Membres	6 270
Urgences financées par des fonds extrabudgétaires	0
Exécution de projets du PCT et du PSSA	1 499
Total exécution du Programme de terrain	7 769
Total des dépenses	49 428

Entité de programme

2HA01 - Soutien à la stratégie visant à améliorer l'information sur la situation et les tendances des pêches de capture (Stratégie STF) par le biais de partenariats avec les systèmes FIRMS et FIGIS et autres

2HA02 - Mise en œuvre du Code de conduite pour une pêche responsable (y compris les pêches continentales et l'aquaculture) et instruments connexes

2HP01 - Fourniture d'informations et de statistiques sur les pêches

2HP04 - Analyses socioéconomiques mondiales des pêches et de l'aquaculture et de leur contribution à la sécurité alimentaire, à la lutte contre la pauvreté et à la croissance économique

2HS02 - Promotion et renforcement des organes et accords régionaux concernant les pêches et l'aquaculture

2HS03 - Services de soutien technique aux États Membres et au Programme de terrain

2HS04 - Appui au Comité des pêches et aux réunions qu'il organise

59. Ce programme visait à promouvoir la mise en œuvre du Code de conduite pour une pêche responsable (CCPR), y compris les pêches continentales et l'aquaculture, et de ses instruments connexes. La

priorité principale a été donnée aux aspects économiques et sociaux des pêches de capture et de l'aquaculture, aux politiques et aux stratégies de gestion appropriées pour le secteur et au renforcement de la gouvernance des pêches. Outre l'examen et l'analyse de questions propres à des politiques spécifiques et au développement des capacités, le renforcement des organes régionaux des pêches a été poursuivi, comme en témoigne l'établissement de la Commission des pêches et de l'aquaculture pour l'Asie centrale et le Caucase, décidé par le Conseil de la FAO à sa trente-septième session en 2009.

60. Le Programme 2H comprend également un élément important axé sur le traitement et la diffusion d'informations et de statistiques, dont fait partie le rapport bisannuel sur la *Situation mondiale des pêches et de l'aquaculture*, publié en 2008. Les volumes traditionnels de l'Annuaire statistique des pêches, qui englobaient la production des pêches de capture, la production aquacole et les produits issus de la pêche, ont été remplacés par un Annuaire statistique des pêches et de l'aquaculture contenant des tableaux récapitulatifs et un cédérom comprenant toutes les statistiques détaillées et les informations corrélées relatives aux pêches de capture, aux produits et à la consommation de poisson, sur la base de bilans alimentaires. Des progrès ont aussi été accomplis concernant le long processus d'amélioration des statistiques sur les flottilles de pêche et la conception d'une nouvelle version de la base de données FishStat, très appréciée. La FAO a continué de renforcer les capacités des institutions nationales chargées de la collecte et du traitement des statistiques dans le cadre du projet *FishCode*, qui appuie la mise en œuvre de la Stratégie visant à améliorer l'information sur la situation et les tendances des pêches de capture. Six ateliers régionaux et deux ateliers sous-régionaux ont été organisés pour analyser les systèmes de collecte des données et examiner la manière dont ils pourraient être améliorés ainsi que la formation s'y rapportant. Le système FIGIS et le système de surveillance des ressources halieutiques (FIRMS) ont subi des évolutions pendant l'exercice biennal. Les partenaires du système FIRMS (qui sont pour la plupart des organes de pêche régionaux) ont décidé de l'étendre au niveau national. Un projet à l'échelle de l'entreprise, financé par la Communauté européenne et baptisé D4Science, a connu un début prometteur. Ce projet permet d'élaborer de nouvelles façons d'assembler des informations sur Internet. Le partenariat concernant les Résumés des sciences aquatiques et halieutiques a continué à se développer, ajoutant 200 000 nouveaux enregistrements à cette base de données bibliographique.

61. Un événement de première importance a eu lieu le 22 novembre 2009, lorsque la Conférence de la FAO a approuvé l'« *Accord phare sur les mesures de l'État du port pour lutter contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée* » et décidé qu'il s'appliquerait en vertu de l'Article XIV de l'Acte constitutif de la FAO. L'accord a été ensuite immédiatement ouvert à la signature et le restera pendant un an. L'Accord entrera en vigueur trente jours après la date du dépôt auprès du dépositaire (c'est-à-dire le Directeur général de la FAO) du vingt-cinquième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion. Il devra être appliqué largement et efficacement par chaque Partie contractante, en sa qualité d'État du port, aux navires qui ne sont pas autorisés à battre son pavillon et qui cherchent à entrer dans son ou ses ports ou qui se trouvent dans l'un de ses ports, à l'exception de certains navires se livrant à une pêche artisanale ou de navires porte-conteneurs (voir la description complète du processus dans le rapport principal sur l'exécution du Programme).

62. Autre activité de premier plan, la Conférence mondiale sur la pêche artisanale qui s'est tenue à Bangkok (Thaïlande) en octobre 2008 sur le thème suivant: « Pour une pêche artisanale durable: associer la pêche responsable au développement social » (voir la description complète du processus dans le rapport principal sur l'exécution du Programme).

63. En ce qui concerne le *changement climatique et les pêches*, un atelier d'experts a été organisé en avril 2008 dans le contexte des préparatifs à la Conférence de haut niveau sur la sécurité alimentaire mondiale et les défis du changement climatique et des bioénergies (tenue au siège de la FAO en juin 2008). L'atelier a examiné des questions importantes concernant les rapports entre le changement climatique et les pêches et l'aquaculture, depuis les changements physiques, leurs incidences sur les ressources aquatiques et les écosystèmes à la manière de s'adapter à ces changements. Sur cette base, la vingt-huitième session du Comité des pêches a réitéré, en mars 2009, l'importance du changement climatique et de son incidence sur les pêches et l'aquaculture, ainsi que la nécessité d'assurer la capacité d'adaptation du secteur. D'autres initiatives ont porté

sur l'établissement d'un Partenariat mondial sur le climat, les pêches et l'aquaculture (http://www.climatefish.org/index_en.htm), comprenant 20 organisations internationales et organismes sectoriels partageant une préoccupation commune concernant les interactions entre le changement climatique et les eaux et ressources vivantes et leurs conséquences économiques et sociales. Ce partenariat a été particulièrement utile dans le contexte des réunions organisées en 2009 pour la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, y compris la quinzième session de la Conférence des parties à la CITES (COP15) à Copenhague (la FAO et le Partenariat mondial pour le climat, la pêche et l'aquaculture étant membres organisateurs de la première Journée des océans qui s'est tenue dans le cadre de la quinzième conférence annuelle des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques).

Type de produit	Approuvés dans le PTB	Annulés/ différés	Non planifiés	Total exécutés	Exécutés non modifiés	Exécutés modifiés	Exécution en pourcentage
Renforcement des capacités	7	(1)	0	6	6	0	86%
Échange de l'information et coordination	23	(3)	0	20	16	4	87%
Produits et systèmes d'information et bases de données	39	(14)	0	25	19	6	64%
Engagements et accords internationaux	13	(2)	0	11	11	0	85%
Conseils aux politiques et aux législations	4	0	0	4	4	0	100%
Conseils techniques aux États Membres et au Programme de terrain	10	(2)	0	8	8	0	80%
Total	96	(22)	0	74	64	10	77%

Programme 2I: Gestion et conservation des pêches et de l'aquaculture

Programme ordinaire	(milliers d'USD)
Ouvertures nettes de crédit	15 403
Recettes effectives	776
Programme de travail ajusté	16 179
Dépenses, au taux budgétaire	17 130
Écart (dépassement)/sous-utilisation	(951)
Appui extrabudgétaire au Programme ordinaire	7 812
Programme de terrain	
Appui extrabudgétaire au Programme de terrain/Assistance aux pays Membres	10 501
Urgences financées par des fonds extrabudgétaires	3 576
Exécution de projets du PCT et du PSSA	2 747
Total exécution du Programme de terrain	16 824
Total des dépenses	41 766

Entité de programme

2IP01 - Suivi, gestion et conservation des ressources halieutiques

2IP02 - Suivi, gestion et conservation des ressources pour le développement de l'aquaculture

2IS01 - Services de soutien technique aux Membres et au Programme de terrain dans le domaine des ressources halieutiques

2IS02 - Services de soutien technique aux Membres et au Programme de terrain dans le domaine de l'aquaculture

64. La FAO a continué de répondre aux demandes importantes de manuels et d'autres outils d'aide à l'identification des ressources halieutiques aux niveaux régional et mondial. Pendant l'exercice biennal, des fiches d'identification des espèces ont été produites pour les requins et les raies dans la mer Méditerranée et la mer Noire ainsi que des guides de poche pour les poissons côtiers du Kenya et de Tanzanie ayant une importance commerciale. En outre, le volume 2 du catalogue mondial des céphalopodes (un volume d'environ 600 pages) a été préparé pour publication en 2010. Les informations sur le thon publiées sur le site web de la FAO ont fait l'objet d'une mise à jour et d'une refonte importantes.

65. La FAO a aussi continué à promouvoir l'approche écosystémique des pêches et s'est efforcée d'améliorer les méthodologies et les indicateurs. Elle s'est par ailleurs engagée dans des activités de terrain importantes pour renforcer les capacités nationales de mise en œuvre de cette approche. Une boîte à outils complète facilitant l'application de l'approche écosystémique est en cours d'élaboration. Des directives techniques sur la remise en valeur des eaux intérieures pour les pêches ont été publiées ainsi que des directives sur les meilleures pratiques utilisées dans la modélisation écosystémique. Le Programme 2I a aussi contribué à l'adoption en 2008 des Directives internationales pour la gestion de la pêche hauturière en eaux profondes. Il a d'autre part appuyé diverses activités de mise en œuvre.

66. La mise à jour de l'état des ressources des pêches marines et continentales est désormais une activité bien établie comme en témoigne la publication de la Situation mondiale des pêches et de l'aquaculture (SOFIA) en 2008. La situation des stocks de grands migrateurs et des stocks chevauchants et autres ressources de haute mer a été également mise à jour. La précédente évaluation remontait à 2006. En outre, deux ateliers ont été organisés dans la région en vue d'améliorer la connaissance de l'état des ressources marines en Asie du Sud et du Sud-Est.

67. En ce qui concerne l'évaluation des stocks et la gestion des pêches, une assistance a été fournie aux pays d'Afrique de l'Ouest (dans la région du Comité des pêches pour l'Atlantique Centre-Est) par le biais d'une série d'ateliers. Un projet du PCT a aidé les pays de la mer Caspienne à examiner et à mettre à jour leurs approches de l'évaluation des stocks et de la gestion des pêches. Le projet EastMed, qui a démarré à la fin de 2009, couvre les pays de la Méditerranée occidentale. Il est à l'origine d'une série de projets qui sont exécutés dans l'ensemble de la Méditerranée dans le but d'aider les pays côtiers et la Commission générale des pêches pour la Méditerranée à renforcer leurs capacités en matière d'évaluation des stocks et de gestion des pêches dans le cadre d'une approche écosystémique. En collaboration avec des partenaires, plusieurs enquêtes écosystémiques ont été conduites concernant les eaux au large de l'Afrique.

68. Des conseils concernant les taxons ont été fournis dans des publications s'intéressant au suivi et à la gestion des pêcheries de strombes roses et/ou de concombres de mer. En ce qui concerne le thon et les espèces apparentées, plusieurs études mondiales ainsi que des documents et rapports techniques spécialisés ont été préparés pour améliorer la gestion et l'utilisation (certains documents sont d'une nature pluridisciplinaire et d'autres résultent des réunions techniques organisées par la FAO). Une assistance technique a été fournie aux organisations régionales de gestion des pêches liées au thon, notamment la Commission des thons de l'océan indien, et aux pays intéressés.

69. Pour répondre aux interrogations suscitées par les énormes pressions anthropocentriques qui s'exercent en dehors du secteur des pêches et qui ont des incidences directes et indirectes sur les ressources halieutiques du bassin du Gange-Brahmapoutre, un atelier a été organisé afin de faciliter toute forme de coopération qui, à l'échelle du bassin, pourrait améliorer la sécurité alimentaire et exploiter pleinement les potentialités des ressources des pêches de capture intérieures. Un projet du PCT exécuté en Pologne sur la réouverture des voies migratoires des poissons et un projet mis en œuvre en Turquie pour le rétablissement de l'esturgeon ont bénéficié d'un soutien. Le gouvernement kirghize a reçu une aide pour élaborer une stratégie de gestion des pêches et de l'aquaculture. Par ailleurs, les travaux de formulation d'une stratégie globale relative aux pêches intérieures en Afrique ont commencé.

70. À la demande du Comité des pêches, les exigences minimales prescrites dans les Directives de 2005 pour l'étiquetage écologique du poisson et des produits des pêches de capture marines ont été élargies conformément aux recommandations d'une consultation d'experts tenue en mars 2008. Ces experts ont également formulé des recommandations concernant des directives équivalentes s'appliquant aux pêches intérieures et qui devraient être parachevées au cours de l'exercice biennal 2010/2011. Le Groupe consultatif d'experts de la FAO s'est réuni en décembre 2009 pour examiner six propositions soumises à la quinzième session de la Conférence des parties à la CITES (tenue en mars 2010) concernant l'inscription d'espèces aquatiques aux annexes de la CITES d'espèces aquatiques commercialisées.

71. En ce qui concerne l'aquaculture, des réseaux régionaux ont continué de bénéficier d'un soutien sur trois continents, c'est-à-dire le Réseau des centres d'aquaculture des pays d'Europe centrale et orientale; le Réseau aquacole pour les Amériques et le Réseau aquacole pour l'Afrique. En coopération avec le NEPAD et d'autres organes régionaux, un Programme spécial pour le développement de l'aquaculture en Afrique (SPADA) a été lancé. Grâce au soutien financier des gouvernements espagnol, japonais et allemand, des projets sont formulés et exécutés pour appuyer les petites et moyennes entreprises et améliorer les revenus des petits exploitants par le biais de l'aquaculture en Afrique.

Type de produit	Approuvés dans le PTB	Annulés/ différés	Non planifiés	Total exécutés	Exécutés non modifiés	Exécutés modifiés	Exécution en pourcentage
Renforcement des capacités	1	0	0	0	1	1	100%
Échange de l'information et coordination	5	0	0	0	5	5	100%
Produits et systèmes d'information et bases de données	18	(2)	0	0	16	16	89%
Engagements et accords internationaux	2	0	0	0	2	2	100%
Conseils aux politiques et aux législations	2	0	0	0	2	2	100%
Conseils techniques aux États Membres et au Programme de terrain	36	(4)	0	0	32	32	89%
Total	64	(6)	0	0	58	58	91%

Programme 2J: Produits et industrie de la pêche et de l'aquaculture

Programme ordinaire	(en milliers d'USD)
Ouvertures nettes de crédit	9 938
Recettes effectives	140
Programme de travail ajusté	10 078
Dépenses, au taux budgétaire	10 304
Écart (dépassement)/sous-utilisation	(226)
Appui extrabudgétaire au Programme ordinaire	196
Programme de terrain	
Appui extrabudgétaire au Programme de terrain/Assistance aux pays Membres	4 632
Urgences financées par des fonds extrabudgétaires	17 939
Exécution de projets du PCT et du PSSA	1 394
Total exécution du Programme de terrain	23 965
Total des dépenses	34 465

Entité de programme

2JA02 - Application de mesures de suivi, de contrôle et de surveillance
2JA03 - Renforcement des capacités aux fins du développement de l'aquaculture et des pêches artisanales
2JP01 - Utilisation, sécurité sanitaire et qualité des produits halieutiques
2JP02 - Commerce et commercialisation du poisson
2JP03 - Amélioration de la sécurité des opérations de pêche
2JS01 - Services de soutien technique aux États Membres et au Programme de terrain

72. La constitution d'un *Fichier mondial des navires de pêches* a continué d'être un élément important du programme mondial visant à lutter contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée. À cet égard, de nombreux pays ont besoin d'aide pour améliorer les fichiers nationaux.

73. En ce qui concerne les interventions d'urgence, la FAO a abordé les questions techniques du remplacement des engins de pêche, qui est un sujet complexe car les normes en usage sont très diverses. Il faut par ailleurs s'assurer que le nouveau matériel qui remplace l'ancien ne contribue pas à la surpêche. Un outil électronique a été mis au point pour aider le personnel de terrain engagé dans des projets de secours d'urgence à formuler les détails techniques conformément aux normes reconnues au plan international et à accélérer les achats, ce qui permet de réduire le temps nécessaire aux communautés de pêcheurs pour reconstituer leurs moyens d'existence.

74. Le projet mondial de *sécurité en mer* pour les pêcheries artisanales dans les pays en développement a été lancé en décembre 2006 avec l'appui de nombreux donateurs et mis en œuvre en coopération étroite avec les organismes régionaux des pêches d'Afrique de l'Ouest et d'Asie du Sud. Ce projet a débouché sur un réseau coopératif mondial axé sur la sécurité des activités en mer et sur des propositions de nouveaux projets concernant la sécurité des pêcheurs. En Afrique de l'Ouest, il a permis de mettre au point des systèmes de notification des accidents en mer. En Asie du Sud, outre ces programmes de notification, le projet a donné lieu à la préparation de directives sur la sécurité des petits bateaux de pêche et la formation des constructeurs navals.

75. Pour ce qui est de *l'utilisation et du commerce du poisson*, des pays ont bénéficié d'une assistance technique, d'une formation et d'un échange d'informations et de connaissance sur des questions diverses ayant trait à l'utilisation du poisson, à la sécurité sanitaire et à la qualité. De même, les comités pertinents du Codex ont reçu des avis scientifiques et un soutien technique pour faire progresser les normes et les codes d'usage qui ont une incidence sur le commerce international du poisson et les pratiques post-récolte. Le soutien continu accordé aux pays en développement exportateurs leur a permis de répondre aux exigences sanitaires et techniques des principaux marchés du poisson et des produits issus du poisson, y compris les marchés des industriels et des distributeurs. La diffusion d'informations sur le commerce et la commercialisation, le renforcement des capacités dans les pays visant à améliorer l'accès aux marchés ainsi que la fourniture d'avis sur les principales questions liées au commerce se sont poursuivis, en coopération avec le réseau FISH INFON et d'autres organisations (OCDE, OMC). La FAO a étudié le rôle croissant des distributeurs et des services de restauration, l'élaboration d'instruments de commercialisation et la certification pour améliorer la gestion des pêches et la durabilité des ressources, en vue de lutter contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée et de réduire l'incidence négative des pêches et de l'aquaculture sur l'environnement. Les enjeux ont fait l'objet d'une communication à la onzième session du Sous-comité du commerce du poisson du Comité des pêches. Les pays ont continué de bénéficier d'un soutien pour examiner avec l'OMC la question des subventions accordées aux pêches.

Type de produit	Approuvés dans le PTB	Annulés/ différés	Non planifiés	Total exécutés	Exécutés non modifiés	Exécutés modifiés	Exécution en pourcentage
Renforcement des capacités	17	(1)	0	16	14	2	94%
Échange de l'information et coordination	9	(2)	0	7	7	0	78%
Produits et systèmes d'information et bases de données	6	(1)	0	5	5	0	83%
Engagements et accords internationaux	3	(1)	0	2	2	0	67%
Autres	1	(1)	0	0	0	0	0%
Conseils techniques aux États Membres et au Programme de terrain	18	0	0	18	18	0	100%
Total	54	(6)	0	48	46	2	89%

Programme 2K: Gestion durable des ressources naturelles

Programme ordinaire	(en milliers d'USD)
Ouvertures nettes de crédit	39 006
Recettes effectives	2 752
Programme de travail ajusté	41 758
Dépenses, au taux budgétaire	42 765
Écart (dépassement)/sous-utilisation	(1 007)
Appui extrabudgétaire au Programme ordinaire	16 076
Programme de terrain	
Appui extrabudgétaire au Programme de terrain/Assistance aux pays Membres	72 940
Urgences financées par des fonds extrabudgétaires	35 590
Exécution de projets du PCT et du PSSA	4 555
Total exécution du Programme de terrain	113 085
Total des dépenses	171 926

Entité de programme

2KA01 - Efficacité d'emploi et conservation de l'eau en agriculture
2KA05 - Système foncier, réforme agraire et accès aux ressources naturelles
2KA06 - Politiques, planification et gestion concernant les systèmes intégrés de gestion des terres, des eaux et de la production
2KA07 – Forêts et eau
2KA09 - Incidence de la pêche sur l'environnement
2KP01 - Secrétariat de la Commission des ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture (CRGAA)
2KP02 - Gestion des connaissances, systèmes d'information, bases de données et statistiques sur la terre et l'eau
2KP04 - Économie des ressources naturelles et viabilité écologique
2KP06 – Bioénergies
2KP07 – Adaptation au changement climatique et à l'atténuation de ses effets
2KP08 – Gestion de l'environnement, analyse géospatiale et écosystèmes fragiles
2KP09 – Élevage et gestion des ressources naturelles
2KS01 - Services de soutien technique aux États Membres et au Programme de terrain

76. Dans le domaine intitulé *Système foncier, réforme agraire et accès aux ressources naturelles*, les travaux relatifs à l'élaboration de directives volontaires définissant des principes et des pratiques acceptés dans le monde entier pour une gouvernance responsable de la terre et des autres ressources naturelles ont débuté. Des réunions consultatives ont été organisées afin de recenser les questions à prendre en compte pendant la préparation des directives. L'appui d'un fonds fiduciaire a été obtenu pour organiser des consultations régionales et des consultations de la société civile additionnelles et pour poursuivre le travail de préparation en 2010 et 2011. L'acquisition par des pays investisseurs de vastes surfaces de terre dans d'autres pays pour la production de biocombustibles et d'aliments a pris une dimension internationale pendant la période biennale. La FAO, en collaboration avec le FIDA, la Banque mondiale et l'Institut international pour l'environnement et le développement, a étudié les implications de ce type d'investissement sur l'accès à la terre et les moyens d'existence des populations rurales dans les pays concernés. La FAO a préparé des directives applicables aux programmes publics d'acquisition de terre et de compensation, en collaboration avec la Banque mondiale, le

Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-HABITAT) et la Fédération internationale des géomètres. La FAO et ONU-HABITAT a, dans le cadre de l'initiative sur les catastrophes naturelles du Comité permanent interorganisations de l'ONU sur l'aide humanitaire, compilé une série de notes de synthèse et études de cas nationales pour faire mieux comprendre la nécessité de prendre en compte la question du régime foncier lors des interventions liées à des catastrophes naturelles. Des directives ont été préparées sur le bornage participatif des terres. On a élaboré un cadre (et obtenu des ressources extrabudgétaires) pour que les systèmes de cadastrage et d'enregistrement foncier utilisent un logiciel libre dans les pays en développement. Le régime foncier et l'administration des terres sont restés un domaine de collaboration majeure avec la Banque mondiale et d'autres partenaires de financement, et une assistance technique a été fournie à un grand nombre de pays dans ce domaine.

77. La FAO est restée fidèle à son principe de contribuer systématiquement aux efforts collectifs visant la conservation et l'utilisation durable de tous les éléments de la diversité biologique, notamment les plantes, les animaux, les poissons, la forêt, les ressources génétiques microbiennes et invertébrées relevant des secteurs de l'alimentation et de l'agriculture. La CRGAA, à sa treizième session ordinaire, a obtenu tous les résultats et atteint tous les objectifs d'étape prévus dans son programme de travail pluriannuel. La Commission a examiné dans le détail les négociations en cours sur l'accès aux ressources et le partage des avantages et préparé le terrain pour la résolution 18/2009 de la Conférence de la FAO sur les « Politiques et dispositions relatives à l'accès aux ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture et au partage des avantages en découlant ». Enfin, la Commission a établi un nouveau groupe de travail technique intergouvernemental qui est chargé des ressources génétiques forestières et vient compléter le groupe chargé des ressources phylogénétiques et le groupe chargé des ressources zoogénétiques. Ce nouveau groupe contribuera plus particulièrement à la préparation du premier rapport jamais produit sur l'État des ressources génétiques forestières dans le monde.

78. Dans le domaine intitulé « efficacité d'emploi, qualité et conservation de l'eau en agriculture », AquaCrop, le modèle mis au point par la FAO pour simuler l'évolution du rendement en fonction de l'eau pour toutes les grandes cultures herbacées, a été rendu public. Il est conçu pour étudier les situations où l'eau est l'un des principaux facteurs limitants de la production végétale ou pour faire des prévisions de rendement selon divers scénarios de changement climatique. Les directives relatives à la: « Modernisation de la gestion de l'irrigation – Cartographie des systèmes et des services pour la gestion des canaux (MASSCOTE) » sont censées compléter AquaCrop, en s'intéressant aux « systèmes d'irrigation sous pression » ainsi qu'à la distribution d' « eau multi-usages ». Cet outil a été adopté par plusieurs provinces en Chine et certains États de l'Inde à des fins d'évaluation, dans le cadre de plans d'investissement pour la modernisation de l'irrigation, tandis que la Banque mondiale a promu son utilisation dans d'autres pays d'Asie. En outre, des directives relatives à la: « planification et la conception des systèmes de drainage des terres » et « l'utilisation sans risque des eaux usées en agriculture » ont été préparées en partenariat avec l'OMS. Il conviendra d'associer la diffusion de ces outils ou produits à des activités de suivi et de renforcement des capacités afin de favoriser leur adoption généralisée et leur utilisation par les diverses parties prenantes.

79. Pendant l'exercice biennal 2008-2009, la FAO a promu une approche intégrée et pluraliste du développement et de la gestion durable des ressources en terre et en eau, tenant compte de la pression exercée par les populations rurale et urbaine en pleine expansion sur ces ressources. On s'est particulièrement intéressé à la gestion des écosystèmes fragiles, notamment les zones humides, et aux méthodes favorisant la conservation de l'humidité des sols et l'adaptation à la variabilité du climat dans les zones d'agriculture pluviale, notamment l'atténuation des sécheresses. La reconstitution des nappes phréatiques et l'impact du changement climatique sur les ressources en terre et en eau ont fait l'objet d'études supplémentaires. La FAO a continué d'héberger le programme d'évaluation de la dégradation des terres dans les zones arides, financé par le Fonds pour l'environnement mondial, qui a dégagé des orientations pour l'évaluation et la planification des terres, et d'appuyer les travaux liés à l'Étude mondiale des approches et des technologies de conservation, une base de données des meilleures pratiques en matière de conservation des sols et de l'eau. De plus, la possibilité de mettre en œuvre à l'échelon national des stratégies de paiement pour les services

environnementaux rendus dans le domaine de la gestion des terres et de l'eau, a été évaluée. En 2009, les travaux préparatoires sur l'*État des ressources en terres et en eau dans le monde*, conduits en collaboration avec les institutions chefs de file dans les domaines des ressources en terre et en eau, ont débuté.

80. En 2008, la base de données harmonisée des sols du monde a été rendue publique (en collaboration avec quatre grands partenaires: l'Union européenne, l'Institut international pour l'analyse des systèmes appliqués, le Centre international de référence et d'information pédologique et l'Académie chinoise des sciences agricoles). Il s'agit d'une version améliorée de la carte numérique mondiale des sols FAO/UNESCO, déjà ancienne. L'actualisation de l'étude mondiale sur les zones agroécologiques a aussi fait des progrès importants. La base de données mondiale sur l'utilisation des terres à l'échelon infranational (Agro-Maps) a été étendue et une carte du système mondial d'utilisation des terres a été mise en ligne. Le rapport sur l'eau numéro 34: « Irrigation in the Middle East Region in Figures: AQUASTAT Survey 2008 » a été publié. La FAO a fourni des informations pour: le document intitulé: « The resources outlook to 2050 », préparé à l'occasion du Sommet mondial de la FAO sur la sécurité alimentaire de 2009, le Rapport mondial sur la mise en valeur des ressources en eau numéro 3, préparé par ONU-eau, la session sur l'information et l'intégration des données du cinquième Forum mondial de l'eau et la préparation des Recommandations internationales sur les statistiques de l'eau. En collaboration avec le Centre de la femme arabe pour la formation et la recherche, des études pilotes ont été entreprises en Algérie, au Maroc et en Tunisie, en vue d'améliorer la collecte, l'analyse et la diffusion de données ventilées par sexe. Le renforcement des capacités en matière de surveillance des ressources en eau et production de statistiques sur l'eau s'est déroulé dans le cadre du recensement mondial de l'agriculture 2010.

81. Pendant la période biennale, le système mondial d'observation terrestre (SMOT) a continué de défendre l'amélioration de la qualité et de la couverture de l'observation systématique de la planète, en appuyant activement le processus du système des systèmes de l'observation terrestre globale (GEOSS) du Groupe pour l'observation terrestre (GEO). Le SMOT a appuyé les programmes de la FAO ayant trait aux ressources naturelles, en assurant une surveillance de la couverture terrestre et des incendies et en fournissant des produits d'information apparentés. Le Réseau mondial sur le couvert végétal a centré ses efforts sur l'application de normes et de systèmes de classification et bases de données relatifs au couvert végétal harmonisés.

82. Les activités liées à la production animale relevant de ce programme ont contribué à la préparation de trois publications de premier plan sur l'analyse, les politiques et l'environnement du secteur de l'élevage: la *Situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2009*, intitulé « *Le point sur l'élevage* » et deux volumes « *Livestock in Changing Landscape – Drivers, Consequences and Responses* » et « *Livestock in Changing Landscape – Experiences and Regional Perspectives* ». Un rapport technique sur les émissions de gaz à effet de serre dans le secteur de la production laitière servira de base à une future publication plus importante sur les options envisageables pour développer un secteur de l'élevage à faible émission de gaz à effet de serre. Parallèlement à ces travaux analytiques, la FAO a appuyé des projets pilotes pour acquérir des connaissances directes sur la question des biens publics dans le secteur de la production animale, expérimenter de nouvelles options d'amélioration et contribuer à l'atténuation du changement climatique.

83. Concernant la bioénergie, les travaux ont été les suivants: production de documents techniques destinés à la Conférence de haut niveau sur la sécurité alimentaire mondiale: les défis du changement climatique et des bioénergies", de 2008, et l'étude FAO-Policy Innovation Systems for Clean Energy Security (PISCES)/ministère britannique du développement international (DFID) intitulée: "Small scale bioenergy initiatives: Brief description and preliminary lessons on livelihood impacts from case studies in Asia, Africa and Latin America". La FAO a organisé une consultation technique sur les initiatives de bioénergie et les moyens d'existence durables: "How to design, implement and replicate sustainable small-scale livelihood-oriented bioenergy initiatives". De plus, 2009 a été l'année du lancement du projet BEFSCI des critères et indicateurs relatifs à la bioénergie et la sécurité alimentaire, tandis que des ressources ont été mobilisées pour financer des travaux sur les systèmes intégrés de production énergétique et alimentaire, en 2010.

84. Pour ce qui est des activités liées au climat, un outil a été mis au point, la “CM Box” (Crop Monitoring Box), pour fournir un suivi et des prévisions agrométéorologiques des cultures à l'échelon national. L'outil peut être adapté aux exigences nationales spécifiques et a d'ailleurs été adopté par plusieurs pays. La méthode “Rainfall Estimate” (FAO-RFE) pour l'Afrique est aussi un nouvel outil indépendant, permettant d'estimer la quantité des précipitations en se fondant sur les données satellites et les données du terrain. L'une des applications immédiates de ces deux outils est leur utilisation dans le domaine de l'assurance récolte indexée, qui a été testée au Malawi et peut facilement être étendue à d'autres cultures. Grâce à la CM Box, une étude approfondie a été conduite sur l'impact du changement climatique au Maroc.

85. Dans le contexte des négociations de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), la FAO a rappelé sans relâche que l'agriculture devait faire partie de la solution, donc être dûment reflétée dans les résultats éventuels de ces négociations, notamment grâce à des mécanismes de financement permettant au secteur de l'agriculture, y compris les petits agriculteurs, de s'adapter aux effets et de contribuer à l'atténuation du changement climatique. L'importance de gérer les arbitrages entre les actions “REDD-plus”, liées à la réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts, et l'expansion de l'agriculture a été explicitée. Les contributions spécifiques à ces négociations ont consisté en notes d'orientation, trois publications de fond, l'organisation de/la participation à 6 manifestations tenues en marge des négociations, et l'appui à l'organisation du “Agriculture and Rural Development Day” I et des “Forest Days” I, II et III.

86. Les autres activités liées au changement climatique comprennent notamment les réunions d'experts préparatoires de la Conférence de haut niveau sur la sécurité alimentaire mondiale: les défis du changement climatique et des bioénergies, de 2008, et la rédaction de plusieurs documents d'information. Un outil d'apprentissage électronique: “Planning for community based adaptation to climate change” a été développé sur l'Internet, de même qu'un guide sur la gestion des risques intitulé “Guidebook for Disaster Risk Management Analysis”. La deuxième phase du premier projet de la FAO portant sur l'adaptation au changement climatique, et plus spécifiquement sur l'adaptation des moyens d'existence au changement climatique, est arrivée à son terme. Ce projet (conduit au Bangladesh) a permis de recenser, de tester sur le terrain et de documenter plus d'une soixantaine de pratiques d'adaptation climatique adaptées aux réalités locales, dans les zones agricoles exposées à la recrudescence de la sécheresse et de la salinisation des sols. Les suites qui lui seront données pendant la période 2010-2015 ont mobilisé un montant additionnel de 4 millions d'USD. D'autres projets liés à l'adaptation au changement climatique ont été lancés.

87. Dans le contexte du programme ONU-REDD (réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts), des progrès considérables ont été enregistrés en matière de mesure, notification et vérification. Le renforcement des capacités a fait l'objet de cours et d'ateliers techniques spéciaux. Dans le but d'appuyer les activités nationales, la FAO a fourni un appui technique, des outils et des données dans l'ensemble des neuf pays pilotes du programme ONU-REDD, de manière à les aider à mettre sur pied des systèmes de mesure, notification et vérification. Un progrès décisif a été accompli en termes de disponibilité des données de télédétection, dans le cadre du programme d'Évaluation des ressources forestières mondiales, à savoir, la mise à disposition gratuite de données de télédétection prêtes à l'emploi. Des avancées ont aussi été enregistrées dans le domaine de l'évaluation des multiples avantages apportés par les forêts.

Type de produit	Approuvés dans le PTB	Annulés/ différés	Non planifiés	Total exécutés	Exécutés non modifiés	Exécutés modifiés	Exécution en pourcentage
Renforcement des capacités	24	(4)	0	20	20	0	83%
Échange de l'information et coordination	27	(6)	0	21	21	0	78%
Produits et systèmes d'information et bases de données	49	(7)	0	42	42	0	86%
Engagements et accords internationaux	19	0	0	19	19	0	100%
Conseils aux politiques et aux législations	9	(1)	0	8	8	0	89%
Conseils techniques aux États Membres et au Programme de terrain	24	(4)	0	20	19	1	83%
Total	152	(22)	0	130	129	1	86%

Programme 2L: Technologie, recherche et vulgarisation

Programme ordinaire	(en milliers d'USD)
Ouvertures nettes de crédit	7 308
Recettes effectives	68
Programme de travail ajusté	7 376
Dépenses, au taux budgétaire	7 309
Écart (dépassement)/sous-utilisation	67
Appui extrabudgétaire au Programme ordinaire	7 404
Programme de terrain	
Appui extrabudgétaire au Programme de terrain/Assistance aux pays Membres	11 257
Urgences financées par des fonds extrabudgétaires	1 226
Exécution de projets du PCT et du PSSA	1 095
Total exécution du Programme de terrain	13 578
Total des dépenses	28 291

Entité de programme

2LA01 - Renforcement des systèmes nationaux de recherche et de vulgarisation agricoles

2LP01 - Secrétariat du Conseil scientifique du GCRAI

2LS01 - Services de soutien technique aux États Membres et au Programme de terrain

88. Une assistance technique a été fournie à plusieurs pays africains aux fins de l'amélioration de leurs systèmes nationaux de recherche agricole. La capacité de formuler et de mettre en œuvre des politiques de recherche dans le domaine des biotechnologies et des réglementations en matière de biosécurité a été renforcée par la fourniture d'une information neutre et fondée sur des données scientifiques et l'apport d'une assistance technique aux échelons national et régional. Une consultation d'experts a évalué les besoins en matière de promotion de l'innovation agricole dans les pays d'Asie centrale. La FAO a procédé à l'examen

mondial des bonnes pratiques en matière de services de vulgarisation et de conseil dans le secteur agricole et préparé un module de formation sur les politiques et les stratégies de réforme de la vulgarisation agricole, ces deux activités offrant une bonne base pour améliorer les services nationaux de vulgarisation et de conseil. Des projets liés au Réseau virtuel de communication pour la vulgarisation et la recherche ont été lancés, poursuivis ou achevés dans plusieurs pays. Une plate-forme interactive révisée consacrée à l'information et au partage des connaissances sur les technologies validées pour les petits exploitants (Technologie pour l'agriculture - TECA) a été lancée. Un soutien continu a été apporté à la gouvernance du Forum mondial de la recherche agricole et au partenariat avec le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI), ainsi qu'à l'établissement d'un forum mondial sur les services de conseil agricole.

89. Pour le Secrétariat du Conseil scientifique du GCRAI, l'exercice biennal 2008-2009 a été une période de transition. Dans le cadre général du processus de remaniement du GCRAI, le Conseil scientifique est devenu le Conseil de partenariat scientifique indépendant, doté d'un mandat ajusté centré sur: les études stratégiques sous-tendant les recherches du GCRAI; l'évaluation des propositions de recherche du « mégaprogramme » du GCRAI; la mobilisation de la science pour le programme de recherche du GCRAI et l'évaluation de son impact. Le remaniement a eu lieu officiellement en décembre 2009. Le Conseil scientifique a organisé conjointement à d'autres institutions et parrainé le forum des sciences qui s'est tenu à l'université de Wageningen en juin 2009 pour examiner: la mobilisation des liens scientifiques à l'échelle mondiale, en particulier dans le domaine de la « science de la capacité de récupération »; le futur de l'alimentation; les changements requis dans la génération des sciences et recherches agricoles et des découvertes technologiques; l'écoefficient dans les écosystèmes agricoles; et l'économie verte. Les principaux résultats des études et examens du Conseil scientifique ont été les rapports d'examen externe de la gestion des programmes de l'Institut international de recherche sur le riz, de l'Institut international de recherche sur les cultures des zones tropicales semi-arides et de Bioversity International. Le Conseil a publié une évaluation effectuée sur un an, intitulée "Review of the Social Sciences in the CGIAR" ainsi que deux autres documents: "Biotechnology, Biosafety and the CGIAR" et "Defining and refining good practices in ex post impact assessment". Un atelier a été organisé avec des cadres du secteur privé et des scientifiques du GCRAI sur la responsabilité de la gestion de la propriété intellectuelle.

Type de produit	Approuvés dans le PTB	Annulés/ différés	Non planifiés	Total exécutés	Exécutés non modifiés	Exécutés modifiés	Exécution en pourcentage
Renforcement des capacités	2	0	0	2	2	0	100%
Échange de l'information et coordination	2	0	0	2	2	0	100%
Produits et systèmes d'information et bases de données	5	(1)	0	4	4	0	80%
Autres	5	0	0	5	4	1	100%
Conseils aux politiques et aux législations	2	0	0	2	1	1	100%
Conseils techniques aux États Membres et au Programme de terrain	3	0	0	3	3	0	100%
Total	19	(1)	0	18	16	2	95%

Programme 2M: Infrastructure et agro-industries rurales

Programme ordinaire	(en milliers d'USD)	
	Ouvertures nettes de crédit	17 977
	Recettes effectives	811
	Programme de travail ajusté	18 788
	Dépenses, au taux budgétaire	17 636
	Écart (dépassement)/sous-utilisation	1 152
Appui extrabudgétaire au Programme ordinaire		1 175
Programme de terrain		
	Appui extrabudgétaire au Programme de terrain/Assistance aux pays Membres	20 300
	Urgences financées par des fonds extrabudgétaires	35 040
	Exécution de projets du PCT et du PSSA	4 942
	Total exécution du Programme de terrain	60 282
Total des dépenses		79 093

Entité de programme

2MA04 - Promotion d'entreprises agro-industrielles compétitives

2MA05 - Amélioration des revenus, des emplois et des moyens de subsistance des petits agriculteurs

2MP02 - Amélioration de l'infrastructure rurale

2MS01 - Services de soutien technique aux États Membres et au Programme de terrain

90. La plupart des efforts ont été centrés sur la promotion des entreprises agricoles compétitives et l'amélioration des filières et de la liaison des producteurs avec les marchés, grâce à une coopération interinstitutions renforcée avec l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) et le FIDA – par exemple, les organisations ont accueilli conjointement le Forum mondial pour l'agro-industrie à Delhi en avril 2008 et les forums régionaux correspondants pour l'Asie (en Chine en novembre 2009) et l'Amérique latine (à Lima (Pérou) en octobre 2009), ainsi que la Conférence de haut niveau sur le développement des agro-industries et du secteur agroalimentaire en Afrique, organisée à Abuja en mars 2010. De plus, des sites web et des dispositifs de partage des connaissances apparentés, tels que le Centre d'apprentissage de finance rurale et le Réseau d'information sur les opérations après récolte, ont été améliorés, tandis qu'un nouveau Centre de ressources sur l'agriculture contractuelle a vu le jour pendant l'exercice biennal.

91. Des ateliers ont été organisés en Afrique et en Asie sur la création et la gestion des associations interprofessionnelles pour améliorer l'organisation des marchés et les liaisons commerciales, et une étude a été réalisée sur les associations articulées autour d'un produit, en tant qu'outils de développement des filières d'approvisionnement. Une réunion d'experts s'est penchée sur la gestion des risques associés au crédit agricole (réunion organisée en coopération avec la Banque mondiale, l'Association régionale de crédit agricole pour l'Afrique (AFRACA) et la Land Bank of South Africa). D'autres études ou publications ont porté sur: la finance structurée pour l'agriculture dans les pays d'Europe de l'Est et d'Asie centrale en quête de nouveaux moyens de faciliter l'accès à la finance tout en réduisant les risques; les fonds d'investissement pour l'agriculture; les conglomérats d'entreprises agricoles, en tant que catalyseurs du développement de l'agro-industrie; et la caractérisation et le classement des conditions propices au développement des entreprises agricoles et de l'agro-industrie.

92. De nouveaux outils de formation ont été conçus sur la gestion des entreprises agricoles par les associations de producteurs et la promotion des alliances productives dans les filières agroalimentaires. Des conférences régionales sur le financement des filières agricoles se sont tenues en Asie (Inde et Malaisie) et en Afrique (Kenya), s'inscrivant dans le prolongement d'un atelier organisé antérieurement pour l'Amérique latine en décembre 2007. Les études sur le potentiel commercial des produits traditionnels et spécialités alimentaires en Afrique ont été achevées et des ateliers de renforcement des capacités ont été mis sur pied. Des études d'évaluation des besoins, concernant les stratégies de modernisation des procédés de fabrication locaux, ethniques et traditionnels, ont été conduites en Inde, au Bangladesh, en Thaïlande et aux Philippines et ont débouché sur la préparation d'un manuel de formation.

93. Un séminaire régional sur le développement rural et le lien existant entre la qualité des produits alimentaires et leur origine géographique s'est déroulé (en Asie) fin 2009, et un atelier régional de renforcement des capacités sur le même sujet a été organisé au Costa Rica. Deux ateliers sur les liens des agriculteurs avec les marchés et le rôle des ONG se sont tenus en Asie et en Afrique tandis qu'un atelier consacré à l'agriculture contractuelle et son rôle dans l'amélioration des liens et des services d'appui pour les petits agriculteurs a été organisé en Afrique. Des guides sur l'investissement et le renforcement des capacités en matière d'application des bonnes pratiques agricoles dans le secteur des fruits et légumes frais ainsi que sur l'amélioration de l'accès des agriculteurs au marché des produits certifiés ont été préparés. La FAO s'est attelée à l'élaboration d'un programme cadre pour la réduction des pertes post-récolte en Afrique, en collaboration avec la Banque africaine de développement.

94. Les autres activités et produits ont été les suivants: un guide sur la gestion post-récolte des céréales vivrières dans les exploitations; un rapport de synthèse sur l'évaluation des stratégies de commercialisation, des mécanismes de financement et des possibilités de création de valeur ajoutée dans le secteur de l'agriculture biologique; le développement de la série très demandée des brochures sur la diversification (13 sujets allant de l'horticulture à la préparation des cuirs et peaux); des guides sur la vulgarisation en matière de gestion des exploitations et la formation dans les écoles de gestion agricole; l'évaluation des programmes de mécanisation agricole dans le secteur public en Afrique; l'actualisation du manuel de la FAO sur les structures des exploitations; des tables rondes sur l'investissement dans la mécanisation agricole et le développement des infrastructures répondant aux besoins du marché en Afrique; un guide sur l'agencement, la conception, la gestion et l'entretien des infrastructures de conditionnement des produits; une publication sur l'évaluation des partenariats public-privé de développement des infrastructures rurales répondant aux besoins du marché.

95. L'appui fourni aux programmes de terrain s'est principalement focalisé sur les projets misant sur la commercialisation pour assurer la sécurité alimentaire et le "programme tous ACP relatif aux produits de base agricole", conduit dans les Caraïbes, en Afrique et dans le Pacifique.

Type de produit	Approuvés dans le PTB	Annulés/ différés	Non planifiés	Total exécutés	Exécutés non modifiés	Exécutés modifiés	Exécution en pourcentage
Renforcement des capacités	15	(6)	0	9	9	0	60%
Échange de l'information et coordination	2	(1)	0	1	1	0	50%
Produits et systèmes d'information et bases de données	4	0	0	4	3	1	100%
Autres	1	0	0	1	1	0	100%
Conseils aux politiques et aux législations	9	(3)	0	6	6	0	67%

Type de produit	Approuvés dans le PTB	Annulés/ différés	Non planifiés	Total exécutés	Exécutés non modifiés	Exécutés modifiés	Exécution en pourcentage
Conseils techniques aux États Membres et au Programme de terrain	6	0	0	6	6	0	100%
Total	37	(10)	0	27	26	1	73%

CHAPITRE 3: ÉCHANGE DE CONNAISSANCES, POLITIQUES GÉNÉRALES ET ACTIVITÉS DE PLAIDOYER

Programme 3A: Effet multiplicateur sur les ressources et les investissements

Programme ordinaire	(en milliers d'USD)
Ouvertures nettes de crédit	33 588
Recettes effectives	32 306
Programme de travail ajusté	65 894
Dépenses, au taux budgétaire	61 946
Écart (dépassement)/sous-utilisation	3 948
Appui extrabudgétaire au Programme ordinaire	3 852
Programme de terrain	
Appui extrabudgétaire au Programme de terrain/Assistance aux pays Membres	3 548
Urgences financées par des fonds extrabudgétaires	0
Exécution de projets du PCT et du PSSA	1 699
Total exécution du Programme de terrain	5 247
Total des dépenses	71 045

Entité de programme

3AP02 - Financement des projets et programmes de la FAO

3AP03 - Élaboration et formulation de programmes nationaux et régionaux sur la sécurité alimentaire et le développement agricole et rural

3AS01 - Programme de coopération avec la Banque mondiale

3AS08 - Mobilisation de ressources au profit des États Membres

3AS12 - Institutions des Nations Unies ayant leur Siège à Rome

3AS14 - Institutions de financement internationales, régionales et sous-régionales et institutions bilatérales

3AS16 - Appui aux activités de la FAO

96. Les activités de *mobilisation de fonds* sont largement décrites dans la section II-A du rapport principal sur l'exécution du Programme. Les efforts les plus marquants ont été liés à l'Initiative de lutte contre la flambée des prix des denrées alimentaires et à la participation de la FAO au mécanisme de Facilité alimentaire de l'Union européenne. Ces efforts sont également présentés en détail dans la section I du rapport principal sur l'exécution du Programme. D'autres informations sont fournies ci-dessous.

97. Au cours de l'exercice biennal examiné, la FAO a mobilisé un montant total de 1,6 milliard d'USD pour les activités d'urgence et de développement, contre 1,1 milliard d'USD durant l'exercice précédent. La Communauté européenne a fourni une part importante (32%), dont la moitié pour le secours et le redressement, et les pays de l'Union européenne ont contribué à hauteur de 27%, ce qui porte la contribution totale de l'Europe à près de 60%. Dans une perspective à plus long terme, l'Espagne, l'Italie, la Suède, la Belgique et les Pays-Bas en particulier ont fourni un appui important aux activités de terrain de la FAO. Les deux accords de partenariat stratégique existants avec les Pays-Bas et la Norvège ont été regroupés dans l'accord de partenariat multidonateurs de la FAO pour mobiliser les contributions volontaires affectées d'une manière non contraignante. Un programme de partenariat spécial a été conclu avec le gouvernement turc. Opérationnel en 2009, il prévoyait un budget de 10 millions d'USD sur une période initiale de cinq ans. Le Brésil et le Venezuela ont aussi fourni des fonds pour des projets (en Amérique latine, à Haïti et en Afrique, notamment au Burkina Faso et au Mali). La Chine a signé un accord d'un montant de 30 millions d'USD pour améliorer la sécurité alimentaire, devenant ainsi un donateur au plein sens du terme. Une coopération

bilatérale de 71 millions d'USD a été signée avec la Libye en novembre 2009, prévoyant une assistance directe de la FAO.

98. Une partie des fonds mobilisés est venue du Fonds pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement établi par le gouvernement espagnol. Ces fonds ont notamment financé l'initiative « Unis dans l'action » mise en œuvre dans des pays pilotes, le fonds du programme REDD (réduction des émissions dues au déboisement et à la dégradation des forêts dans les pays en développement) et le Guichet élargi de financement de l'initiative « Unis dans l'action ». Deux accords ont été signés en décembre 2008 par la Banque mondiale et les institutions des Nations Unies, y compris la FAO, pour faciliter la participation aux programmes conjoints de secours d'urgence. Le nombre de projets exécutés au titre de la coopération décentralisée est passé de 20 (13,5 millions d'USD en 2006-2007) à 28 projets opérationnels en 2008-2009 (16,5 millions d'USD) grâce à l'apport de nouveaux partenaires de financement notamment plusieurs villes et régions d'Espagne (Galice et Castille-et-León) et d'Italie (Vallée d'Aoste, Parme et Lombardie).

99. La formation en cours d'activités professionnelles pour les jeunes cadres de la FAO a continué à bénéficier de l'appui des donateurs. À ce titre, la formation de 105 cadres associés et jeunes cadres a été intégralement financée. Dans ce domaine, de nouveaux partenaires sont apparus, notamment le ministère des affaires étrangères italien, l'Institut espagnol du commerce extérieur ainsi que des entités régionales espagnoles (Pays basque, Galicie et Murcie) et le Canada (Québec).

100. Comme le montre le rapport principal sur l'exécution du Programme (section I et II-B), une formulation active des *Programmes régionaux et nationaux pour la sécurité alimentaire* s'est poursuivie en 2008-09.

101. La coopération de la FAO avec des *institutions financières* a généré des investissements publics et privés considérables dans l'agriculture et le développement rural. La Division du Centre d'investissement a continué de mettre en œuvre les accords de coopération de la FAO avec le Fonds international pour le développement agricole (FIDA) et le Programme alimentaire mondial (PAM), et d'autres institutions de financement régionales et sous-régionales et des institutions bilatérales. Les faits saillants concernant le soutien à l'investissement dans diverses régions sont présentés dans la section II-C du rapport principal sur l'exécution du Programme. Un tableau synthétique figure ci-dessous.

102. En 2008-2009, le soutien au FIDA s'est stabilisé à un niveau légèrement inférieur à celui de 2007, mais un accroissement important des budgets est prévu en 2010 en vue d'améliorer la conception et la mise en œuvre des programmes et des projets du FIDA dans les pays les moins avancés. La Division du Centre d'investissement a contribué à la mise en œuvre des programmes d'assurance qualité du FIDA (études sur les possibilités stratégiques des pays, examens relatifs à l'amélioration de la qualité des projets), préparé plusieurs études approfondies et rédigé conjointement un document sur les incidences de la grippe aviaire en Asie. Sur la base des procédures modifiées du FIDA, la Division du Centre d'investissement a également contribué au suivi et à l'évaluation des projets ainsi qu'aux activités d'élaboration et d'appréciation. Globalement, la coopération a conduit le FIDA à approuver 22 projets en 2008-2009 pour un investissement total de presque 504 millions d'USD, dont 419 millions d'USD financés par ses soins. Les interventions ont visé l'atténuation de la pauvreté, la sécurité alimentaire, la gestion des ressources naturelles et le développement fondé sur les communautés. Pour ce qui est du Programme alimentaire mondial, les investissements consentis ont doublé par rapport à 2006-2007. Deux projets du PAM de secours d'urgence et de redressement préparés par la Division du Centre d'investissement permettront de dégager près de 379 millions d'USD pour l'Ouganda et environ 37 millions d'USD pour la Zambie.

103. La Banque mondiale est restée le partenaire le plus important de la FAO occupant près de 60 pour cent du temps de travail total du personnel de la Division du Centre d'investissement. Au titre du programme de coopération entre la FAO et la Banque mondiale, les pays ont donc pu bénéficier d'une assistance pour préparer et mettre en œuvre plus de 30 pour cent des activités d'investissement de la Banque dans le secteur agricole. La contribution accrue de la Banque en 2009 a permis à la FAO de dépêcher plus de 1 000 missions

pendant toute la période 2008-2009 afin d'aider les gouvernements à procéder à des examens sectoriels, à préparer des propositions, à suivre et à évaluer des résultats, et à tirer parti de l'expérience acquise au terme des engagements. Grâce à ces efforts, 61 projets ont été approuvés par la Banque pour un investissement total de plus de 5,26 milliards d'USD. Sur ce montant, la contribution de la Banque s'est élevée à 3,7 milliards d'USD. Par rapport aux deux précédents exercices biennaux, il s'agit d'une augmentation importante du montant total des investissements et des fonds nationaux de contrepartie engagés. On notera que ce sont les pays de l'Afrique subsaharienne qui ont bénéficié du plus haut niveau d'investissement jamais atteint avec le soutien de la FAO. Les bénéficiaires de grands projets financés chacun à hauteur de plus de 200 millions d'USD ont été: l'Argentine, la Chine, l'Inde, le Nigéria, la République unie de Tanzanie et le Yémen. Dans l'ensemble, les projets approuvés ont concerné principalement la productivité et les services agricoles, l'irrigation et la gestion de l'eau, le développement des communautés et la protection sociale, les programmes à l'échelle du secteur, l'administration des terres, la santé animale, le redressement après les interventions de secours et l'état de préparation à la grippe aviaire.

104. La collaboration avec des *institutions financières régionales et sous-régionales* a concerné trois projets préparés par la Division du Centre d'investissement. Un soutien au pré-investissement au titre du PCT a été utilisé, approuvé par la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) pour le Burkina Faso, le Mali et le Sénégal pour une enveloppe globale d'investissements de 82,2 millions d'USD. Sur ce montant, la BOAD fournira près de 49 millions d'USD. En 2009, en s'appuyant sur un financement de la Banque africaine de développement, la FAO a aidé le Maroc à élaborer des propositions d'investissements concernant la mise en place de systèmes d'irrigation économes en eau, la mise en valeur des oasis et un Plan Maroc Vert. En 2008, des travaux d'analyse ont été conduits pour la Banque africaine de développement sur la réduction des pertes après la récolte dans le cadre d'une série d'activités conjointes visant à améliorer la gestion post-récolte en Afrique. Un document cadre a également été préparé afin d'aider la Banque africaine de développement à élaborer une nouvelle stratégie agro-industrielle. Parmi les autres partenaires d'investissement en 2008-2009 on peut citer l'Union européenne qui a financé presque intégralement deux projets préparés par la Division du Centre d'investissement pour un investissement total de 28,2 millions d'USD. Les principaux partenaires bilatéraux ont été la Coopération italienne au développement, l'Agence espagnole de coopération internationale et l'Agence des États-Unis pour le développement international. Un nouveau protocole d'accord a été adopté entre la FAO et la Banque eurasiennne de développement et l'accord opérationnel avec la Banque interaméricaine de développement a été mis à jour en 2009. De nouveaux domaines de collaboration ont été examinés avec la Banque islamique de développement suite au lancement par ses soins d'un programme de cinq ans connu sous le nom de Déclaration de Djeddah. Il s'agit en particulier de mesures à court, moyen et long terme visant à aider les pays les moins avancés à atténuer l'impact catastrophique de la hausse des prix des denrées alimentaires et à revitaliser le secteur agricole.

105. La FAO a aussi aidé les pays à mobiliser des crédits du Fonds pour l'environnement mondial. Elle fait en effet partie des dix institutions par lesquelles les pays peuvent solliciter des crédits de ce Fonds. Les projets éligibles au FEM peuvent être cofinancés par des gouvernements, des institutions participantes, des donateurs bilatéraux et des institutions financières internationales. En 2008-2009, le FEM a approuvé six projets de protection de l'environnement formulés par la Division du Centre de l'investissement pour un montant total d'investissement de 79,8 millions d'USD. Sur ce montant, les dons du FEM se sont élevés à 32,6 millions d'USD. Parmi les projets financés figurent un projet régional attendu de longue date concernant la gestion d'un vaste écosystème marin situé dans la baie du Bengale et d'autres projets axés sur la protection des écosystèmes fragiles et la gestion durable des terres. L'exercice biennal a également donné lieu à une coopération accrue avec la BERD pour développer les agro-industries et au renforcement des capacités des petites et moyennes entreprises nationales.

Type de produit	Approuvés dans le PTB	Annulés/ différés	Non planifiés	Total exécutés	Exécutés non modifiés	Exécutés modifiés	Exécution en pourcentage
Renforcement des capacités	2	0	0	2	2	1	100%
Échange de l'information et coordination	10	(1)	0	9	9	6	90%
Conseils techniques aux États Membres et au Programme de terrain	61	(14)	0	47	47	46	77%
Total	73	(15)	0	58	58	53	79%

Programme 3B: Politiques alimentaires et agricoles

Programme ordinaire	(en milliers d'USD)
Ouvertures nettes de crédit	33 773
Recettes effectives	1 839
Programme de travail ajusté	35 612
Dépenses, au taux budgétaire	35 260
Écart (dépassement)/sous-utilisation	352
Appui extrabudgétaire au Programme ordinaire	11 887
Programme de terrain	
Appui extrabudgétaire au Programme de terrain/Assistance aux pays Membres	29 645
Urgences financées par des fonds extrabudgétaires	19 277
Exécution de projets du PCT et du PSSA	22 995
Total exécution du Programme de terrain	71 917
Total des dépenses	119 064

Entité de programme

3BA01 - Systèmes d'information et de cartographie sur l'insécurité alimentaire et la vulnérabilité (SICIAV)
3BA04 - Analyses socioéconomiques des perspectives mondiales en matière d'alimentation et d'agriculture
3BA06 - Soutien à l'élaboration d'un cadre réglementaire pour l'alimentation et l'agriculture
3BP02 - La situation mondiale de l'agriculture et de l'alimentation
3BP05 - Analyse des politiques en matière de sécurité alimentaire et suivi des objectifs du SMA et des OMD
3BP08 - Développement du Programme de terrain
3BP10 - Collecte et diffusion de l'information juridique
3BP11 - Le rôle de l'agriculture dans le développement économique et social: analyse des politiques et enseignements tirés
3BS01 - Fourniture de services au Comité de la sécurité alimentaire mondiale
3BS02 - Services de soutien technique aux États Membres et au Programme de terrain
3BS06 - Assistance en matière de politiques agricoles

106. Les unités du Siège et les bureaux décentralisés ont fourni aux pays une série de *services de consultation sur les politiques*, notamment pour apporter les réponses nécessaires à la crise économique et à la flambée des

prix des denrées alimentaires qui se sont produites pendant l'exercice biennal. Le programme a débouché par exemple sur la production d'un guide proposant des solutions immédiates à apporter en cas de crise due à une flambée des prix. Il a également contribué au suivi des décisions politiques prises par les pays pour réagir à la crise.

107. D'autres activités importantes sont à noter, en particulier des travaux préparatoires en vue de lancer le projet de suivi des politiques agricoles et alimentaires en Afrique (SPAAA), qui sera mis en œuvre au Burkina Faso et au Mali. Dans le cadre du programme de partenariat FAO-Pays-Bas, un travail important d'exploitation des enseignements tirés a été mené afin d'identifier les bonnes pratiques à utiliser pour fournir une assistance aux politiques et influencer sur les processus politiques. La FAO a conduit un programme de renforcement des capacités dans le domaine de la formulation des politiques et des investissements dans le secteur agricole de l'Afrique centrale (huit pays). Le Programme 3B a également contribué à l'élaboration progressive des cadres nationaux de priorité à moyen terme qui permettront à l'Organisation de mieux comprendre les besoins des bénéficiaires (en tenant compte des capacités du pays ciblé), les intérêts des donateurs sur le plan des priorités des programmes, thématiques et géographiques, et l'opportunité de faire appel à la FAO. Ces travaux déboucheront à terme sur une refonte complète de la filière des projets.

108. Un programme d'apprentissage a été conçu pour les responsables de l'élaboration des politiques au plus haut niveau (sur la base d'un programme pilote destiné aux représentants régionaux de la FAO et au personnel des bureaux sous-régionaux). EASYPol est un référentiel en ligne qui propose des ressources téléchargeables visant à renforcer les capacités en matière d'élaboration de politiques alimentaires. Il a été enrichi et comprend une nouvelle version du logiciel d'analyse de la chaîne de valeur (VCA), des matériels sur les politiques en matière de commerce et d'élevage ainsi que des matériels relatifs au programme d'apprentissage mentionné ci-dessus.

109. À titre d'illustration, les conseils en matière de politiques portaient, entre autres, sur l'intégration régionale et sous-régionale, les stratégies agricoles, le commerce agricole, les négociations commerciales multilatérales et bilatérales dans le domaine de l'agriculture, les dépenses publiques dans les zones rurales et sur le développement rural au niveau local. Un soutien a également été fourni à la préparation des études de diagnostic dans diverses régions. Un appui technique important a été donné au Secrétariat du NEPAD et à la Commission de l'Union africaine pour la mise en œuvre du Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA), ainsi qu'aux organisations régionales africaines d'intégration économiques. La FAO s'est efforcée de renforcer les capacités institutionnelles du Secrétariat du NEPAD et d'aider les pays et les communautés économiques régionales à préparer les tables rondes du PDDAA qui aboutiront à la signature d'accords sur ce programme. L'Organisation a également appuyé les activités résultant de ces accords, en particulier la formulation de programmes d'investissement et l'alignement des politiques agricoles et alimentaires.

110. La FAO a produit et diffusé ses grandes publications phares, notamment les rapports annuels: « La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture », consacré plus particulièrement aux biocarburants (2008) et à l'élevage (2009), et « L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde », qui a évoqué la crise de la flambée des prix des denrées alimentaires (2008) et la crise économique (2009). L'analyse des retombées des crises alimentaires et économiques mondiales sur les pauvres et les personnes touchées par l'insécurité alimentaire a aussi été abordée dans divers autres ateliers, publications et manifestations de haut niveau, par exemple la Conférence de haut niveau de juin 2008 et le Forum d'experts de haut niveau sur le thème « Nourrir le monde en 2050 » (octobre 2009).

111. En 2009, les membres du CSA se sont attelés à sa *réforme*, en vue de renforcer l'architecture et la gouvernance mondiale du système global de sécurité alimentaire. Les résultats ont été approuvés par la Conférence de la FAO et entérinés par les chefs d'État et les gouvernements lors du Sommet mondial sur la sécurité alimentaire de novembre 2009. Le CSA sera plus ouvert et il lui incombera de créer une plate-forme

où de nombreuses et diverses parties prenantes pourront épauler collectivement les processus conduits par les pays pour combattre la faim et garantir la sécurité alimentaire et la nutrition à tous.

112. Dans le domaine des *informations sur la sécurité alimentaire*, les activités d'analyse et de conseil en matière d'élaboration des politiques, fondées sur des faits concrets, ont couvert notamment: l'analyse de la vulnérabilité au Tchad, au Kenya, en Cisjordanie, dans la bande de Gaza, au Soudan, en Somalie et dans la région Asie (Asie-système d'information et de cartographie sur l'insécurité alimentaire et la vulnérabilité, SICIIV), les dispositifs de protection sociale au Bangladesh, l'information sur les politiques au Kenya, l'analyse des filières et de la nutrition aux Caraïbes, un examen détaillé du secteur agricole et alimentaire en Égypte suite à la flambée des prix des denrées alimentaires, sans oublier plusieurs études nationales et régionales sur les prix et les marchés.

113. La phase précédente du programme "Information pour l'action en matière de sécurité alimentaire" de la Commission européenne et de la FAO s'est achevée en 2008. Le programme a couvert 17 pays, dans le but d'améliorer la capacité nationale d'utiliser l'information sur la sécurité alimentaire pour élaborer des politiques et des programmes de lutte contre la faim plus efficaces. En 2009, le programme est entré dans une nouvelle phase (sous le titre "Sécurité alimentaire: l'information pour la prise de décision"), privilégiant l'amélioration de la quantité et de la qualité de l'information sur la sécurité alimentaire et de son analyse et encourageant son utilisation dans les processus de prise de décision. Le programme fait office de plate-forme mondiale pour six programmes régionaux exécutés par l'Union européenne dans le cadre de son "Programme thématique sur la sécurité alimentaire". Les réalisations pendant l'exercice biennal 2008-2009 ont été les suivantes: des normes harmonisées en matière de sécurité alimentaire et des outils d'analyse dans ce domaine, par exemple: le poste de travail du système mondial d'information et d'alerte rapide sur l'alimentation et l'agriculture (SMIAR) et les couches administratives sous-nationales du système de classification par couches administratives (GAUL); un outil renforçant la capacité de récupération (mis en œuvre en Palestine), appuyant le processus de classification intégrée de la phase humanitaire et de la sécurité alimentaire; et des outils relatifs à la nutrition pour évaluer la diversité du régime alimentaire. Le programme a produit des publications de premier plan, étayées par des campagnes et des séminaires de communication.

114. Le projet consacré aux activités rurales génératrices de revenus a permis de mieux comprendre les ménages ruraux dans les régions en développement, notamment la façon dont ils conduisent des activités économiques variées dans le cadre de stratégies de subsistance complexes. Ce projet a fonctionné par le biais: a) d'une base de données novatrice sur les sources de revenus, résultant de 29 enquêtes couvrant 17 pays en Afrique, en Asie, en Europe de l'Est et en Amérique latine; et b) d'études sur les principales recherches en matière de politiques. Les données ainsi générées sont utilisées très largement par les chercheurs des institutions publiques et privées, par la FAO elle-même dans ses propres rapports phares et par d'autres organisations dans des rapports analogues (le Rapport sur le développement dans le monde de 2008: et le Rapport du FIDA sur la pauvreté rurale de 2010).

115. Dans le domaine juridique, une assistance a été fournie aux pays par le biais de nombreux projets concernant la santé animale et végétale, la sécurité sanitaire des aliments, la foresterie, la réforme agraire, les terres, les pêches et l'aquaculture, la sécurité alimentaire, la parité hommes-femmes, l'eau et le commerce. Là où elle s'impose, une assistance juridique est élaborée pour assurer la mise en œuvre des instruments juridiques internationaux, y compris le Code international de conduite pour la distribution et l'utilisation des pesticides, la Convention internationale pour la protection des végétaux, le Codex Alimentarius, le Protocole de Cartagena sur la biosécurité, les directives volontaires sur la concrétisation du droit à l'alimentation, l'Accord de la FAO visant à respecter les normes, la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et le Code de conduite de la FAO pour une pêche responsable. Les principaux projets d'assistance juridique ont concerné l'identification des obstacles sociaux et juridiques (par exemple le pluralisme juridique) auxquels les femmes sont confrontées pour accéder aux ressources en eaux et en terres dans trois pays lusophones d'Afrique et dans le Timor oriental; l'assistance accordée aux Maldives pour rédiger une législation agricole visant la gestion des pesticides et des végétaux ainsi que les terres agricoles et les institutions agricoles; le

renforcement des systèmes nationaux de prévention et de contrôle de l'encéphalopathie spongiforme bovine et les bonnes pratiques d'alimentation animale dans sept pays d'Amérique centrale, en République dominicaine et à Cuba; l'achèvement réussi du projet mondial, financé par le FEM, de réduction de l'incidence sur l'environnement du chalutage à la crevette en zone tropicale; l'élaboration d'une législation sur les pêches et l'aquaculture pour la République populaire démocratique lao; et, dans le domaine de la législation sur les forêts, un certain nombre de projets en Europe orientale.

116. Ce programme a également poursuivi ses activités en matière de collecte, de production et de diffusion d'informations et d'enseignements concernant les aspects juridiques de l'agriculture, la gestion des ressources naturelles et le développement rural, notamment en mettant à jour FAOLEX (et les bases de données juridiques connexes sur le droit dans les domaines de l'eau et des pêches), qui est la base de données en ligne la plus importante du monde concernant les législations nationales et les traités relatifs à l'agriculture, l'alimentation et la gestion des ressources naturelles. FAOLEX contribue d'une manière importante au portail environnemental ECOLEX (www.ecolex.org), qui est le fruit d'un accord de partenariat en 2001 signé par la FAO, l'Union internationale pour la conservation de la nature et le PNUE pour l'intégration de leurs données dans un site unique. Il s'agit du référentiel d'informations le plus important du monde concernant le droit de l'environnement. La série des « Études juridiques de la FAO » en ligne s'est enrichie d'articles et de rapports concernant des questions juridiques d'actualité dans les domaines de la politique alimentaire, de l'agriculture, du développement rural, de la biodiversité, des bioénergies et de la gestion des ressources naturelles.

Type de produit	Approuvés dans le PTB	Annulés/ différés	Non planifiés	Total exécutés	Exécutés non modifiés	Exécutés modifiés	Exécution en pourcentage
Renforcement des capacités	6	(1)	0	5	5	0	83%
Échange de l'information et coordination	13	(1)	1	13	12	1	100%
Produits et systèmes d'information et bases de données	22	0	0	22	21	1	100%
Conseils aux politiques et aux législations	7	0	0	7	7	0	100%
Conseils techniques aux États Membres et au Programme de terrain	12	0	0	12	12	0	100%
Total	60	(2)	1	59	57	2	98%

Programme 3C: Commerce et marchés

Programme ordinaire	(en milliers d'USD)
Ouvertures nettes de crédit	13 073
Recettes effectives	602
Programme de travail ajusté	13 675
Dépenses, au taux budgétaire	13 109
Écart (dépassement)/sous-utilisation	566
Appui extrabudgétaire au Programme ordinaire	6 500
Programme de terrain	
Appui extrabudgétaire au Programme de terrain/Assistance aux pays Membres	4 576
Urgences financées par des fonds extrabudgétaires	90
Exécution de projets du PCT et du PSSA	231
Total exécution du Programme de terrain	4 897
Total des dépenses	24 506

Entité de programme

3CA02 - Appui à une participation effective aux négociations commerciales multilatérales et à la mise en œuvre d'arrangements commerciaux multilatéraux

3CP06 – Analyse socioéconomique et évaluation des marchés à l'échelle mondiale pour les produits agricoles et impact sur la sécurité alimentaire

3CP07 - Analyse des aspects de la mondialisation et du commerce international intéressant les marchés agricoles

3CP08 - Appui au Comité des produits

3CS01 - Services de soutien technique aux États Membres et au Programme de terrain

117. En ce qui concerne l'analyse à court terme des marchés, l'indice des prix des aliments de la FAO a continué d'être considéré comme une référence en la matière, en cette période où les cours internationaux des produits alimentaires sont surveillés avec une extrême attention. L'indice, mis à jour chaque mois, peut être consulté sur le Portail de la situation alimentaire mondiale, qui est aussi devenu une source primordiale d'informations actualisées sur les marchés des denrées alimentaires dans le monde entier. Comme par le passé, les « Perspectives de l'alimentation », la publication bien connue de la FAO qui fournit des prévisions à court terme sur les marchés mondiaux des produits alimentaires et des aliments pour animaux, ont continué de bénéficier d'une importante couverture médiatique, soulignant le rôle de chef de file joué par la FAO lorsqu'il est question de fournir une information et une analyse actualisées concernant les marchés des matières premières agricoles.

118. S'agissant des projections à moyen terme pour les produits, la FAO et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) ont conçu ensemble un système de modélisation permettant de faire des projections pour les prix, la production, l'utilisation, les réserves et le commerce des principales matières premières agricoles dans le monde. Le système, qui associe le modèle AGLINK de l'OCDE et le modèle de simulation des produits de base (Cosimo) de la FAO, englobe actuellement quelque 55 pays et régions et 18 produits. Les projections ainsi obtenues sont utilisées pour préparer les "Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO", une publication annuelle qui présente l'évolution prospective sur dix ans des principaux marchés mondiaux de produits agricoles.

119. L'année 2009 a coïncidé avec l'Année internationale des fibres naturelles, dont la déclaration a reflété l'importance de ce groupe de produits pour un grand nombre de pays, en particulier les plus vulnérables. Les objectifs de cette année internationale étaient, en particulier, d'améliorer la vie des pauvres qui produisent et transforment les fibres naturelles, de promouvoir de nouveaux marchés et utilisations pour les fibres naturelles et d'améliorer l'efficacité et la pérennité des industries dans ce secteur. La FAO a veillé à sa célébration, en collaboration avec les gouvernements, les organisations régionales et internationales, les organisations non gouvernementales, le secteur privé et les organisations pertinentes du système des Nations Unies. Le site web de l'Année internationale des fibres naturelles (www.naturalfibres2009.org), accessible en huit langues, a été au cœur de la campagne de la FAO. Une vidéo sur ce thème a été produite en sept langues, avec l'appui financier du Fonds commun pour les produits de base et l'Agence néo-zélandaise de développement économique. La FAO a également accueilli un défilé de mode organisé au Siège pour présenter les créations de couturiers italiens utilisant des textiles 100 % en fibres naturelles, tels que le coton biologique, le cachemire, l'alpaga et la soie. Une série de manifestations ont été organisées sous les auspices de l'Année internationale des fibres naturelles, ailleurs qu'à Rome (conférences, ateliers, expositions, séminaires, foires et festivals dans 50 pays).

120. La FAO, en collaboration avec la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), le Centre du commerce international CNUCED/Organisation mondiale du commerce, la Banque mondiale et le Fonds commun pour les produits de base, a mis en œuvre le Programme tous ACP relatif aux produits de base agricoles, financé par l'Union européenne, un programme d'une durée de quatre ans visant à renforcer la capacité des parties prenantes des régions Afrique, Caraïbes et Pacifique de développer et mettre en œuvre des stratégies durables pour les produits agricoles. Les activités ont été les suivantes i) la formulation de stratégies de développement de produit et l'exécution de plans efficaces dans le secteur du manioc en Zambie et au Guyana, du café au Cameroun, et des fruits et légumes à Samoa; ii) l'amélioration de l'accès et de l'utilisation des marchés, des facteurs de production et des services, grâce à un renforcement des capacités en matière de développement et gestion des entreprises pour les coopératives, dans des pays sélectionnés de chaque région ACP; et iii) l'introduction d'instruments axés sur le marché pour réduire la précarité des revenus des producteurs.

121. Le système mondial d'information et d'alerte rapide sur l'alimentation et l'agriculture (SMIAR) a poursuivi ses activités de suivi et d'information sur la situation alimentaire mondiale, à la fois à l'échelon mondial et pour les pays à faible revenu et déficit vivrier, mais aussi pour chaque pays. Il a lancé des alertes précoces concernant des crises imminentes, tout en conduisant des évaluations conjointes avec le Programme alimentaire mondial (PAM) dans les pays à déficit vivrier. En 2009, des notes de synthèse électroniques par pays, ayant trait à la situation en matière de sécurité alimentaire, ont été mises en ligne pour présenter notamment des informations sur la campagne agricole en cours et les perspectives de récolte des principales cultures vivrières de base et de production de l'élevage. Les visites recensées sur le site web du SMIAR, qui étaient déjà relativement nombreuses, ont régulièrement augmenté depuis l'introduction de ces notes de synthèse sur la sécurité alimentaire par pays. De plus, des directives révisées intitulées "Joint Guidelines for Crop and Food Security Assessments" ont été publiées pour les missions réalisées conjointement dans les pays par la FAO et le PAM. Le SMIAR a appuyé l'initiative générale de la FAO sur la flambée des prix des denrées alimentaires, en créant un site web, "National basic food prices – data and analysis", où l'on peut trouver des données et des analyses sur les prix des denrées alimentaires de base dans les pays, couvrant aujourd'hui 73 pays. La FAO a également entrepris des missions et réalisé des études pour évaluer l'impact de la hausse des prix des denrées alimentaires sur la sécurité alimentaire des populations vulnérables au Pakistan, au Bangladesh, au Pérou et au Népal, en adaptant la méthodologie d'analyse de la vulnérabilité au suivi de la sécurité alimentaire et à l'évaluation de l'impact des chocs économiques à l'échelon du ménage.

Type de produit	Approuvés dans le PTB	Annulés/ différés	Non planifiés	Total exécutés	Exécutés non modifiés	Exécutés modifiés	Exécution en pourcentage
Renforcement des capacités□	4	0	0	4	4	0	100%
Échange de l'information et coordination□	5	0	0	5	5	0	100%
Produits et systèmes d'information et bases de données□	36	(1)	0	35	35	0	97%
Conseils techniques aux États Membres et au Programme de terrain□	12	(2)	0	10	10	0	83%
Total	57	(3)	0	54	53	1	95%

Programme 3D: Information et statistiques agricoles

Programme ordinaire	(en milliers d'USD)
Ouvertures nettes de crédit	13 570
Recettes effectives	569
Programme de travail ajusté	14 139
Dépenses, au taux budgétaire	14 870
Écart (dépassement)/sous-utilisation	(731)
Appui extrabudgétaire au Programme ordinaire	3 125
Programme de terrain	
Appui extrabudgétaire au Programme de terrain/Assistance aux pays Membres	5 917
Urgences financées par des fonds extrabudgétaires	0
Exécution de projets du PCT et du PSSA	1 448
Total exécution du Programme de terrain	7 365
Total des dépenses	25 360

Entité de programme

3DA01 - Programme pluri-institutionnel de renforcement des capacités en matière de statistiques alimentaires et agricoles

3DP02 - Statistiques mondiales sur l'alimentation et l'agriculture

3DP03 - Enquêtes et systèmes d'information statistiques nationaux

3DP04 - FAOSTAT/CountrySTAT et coordination des statistiques à la FAO

3DS01 - Services de soutien technique aux États Membres et au Programme de terrain

122. Dans le cadre des travaux statistiques de base de la FAO, les principales réalisations relevant de ce programme ont été les suivantes:

- la FAO a pris la tête des activités internationales concourant à la Stratégie mondiale pour l'amélioration des statistiques agricoles, en coopération avec les principaux partenaires de développement et sous les auspices de la Commission de statistique des Nations Unies, englobant: les nouvelles normes et classifications internationales (CITI, CCP, SH, affectation des

- terres, etc.); les directives méthodologiques; l'organisation de réunions et la collecte conjointe de données;
- mis en place des mécanismes de coordination plus efficaces pour les systèmes statistiques de la FAO, avec la création de deux comités permanents (l'un chargé des décisions stratégiques et l'autre des décisions techniques et de l'exécution) et l'établissement d'un organigramme des séries et bases de données existant dans la FAO;
 - assuré le développement et la mise en œuvre de CountrySTAT dans 17 pays d'Afrique subsaharienne, dans le cadre d'un projet interrégional financé par la fondation Bill et Melinda Gates; l'assistance a également comporté la promotion de la participation des pays au recensement mondial de l'agriculture 2010, par le biais d'études méthodologiques, consultations d'experts, séminaires et activités de renforcement des capacités;
 - entretenu et amélioré sans relâche FAOSTAT, la base de données institutionnelles pour la gestion et la diffusion des données statistiques; à cet effet, il a été nécessaire de renforcer à la fois le matériel et les logiciels. Les séries de données fondamentales ont été actualisées, validées et diffusées, notamment les statistiques sur: les ressources, la production, les prix, le commerce agricole et les flux commerciaux par origine et destination; les bilans disponibilité-utilisation pour les produits végétaux et animaux, le commerce agricole, la production, les prix des intrants et les indices de productivité et les bilans alimentaires; le site web de la division de la statistique a été entièrement remanié et l'accès à la base de données FAOSTAT a été simplifié;
 - compilé les indicateurs de la sécurité alimentaire utilisés pour suivre la réalisation des objectifs du Sommet alimentaire mondial et des Objectifs du Millénaire pour le développement; contribué aux grandes publications phares de la FAO; assuré la mise à jour des bases de données spécialisées sur la sécurité alimentaire, l'investissement dans l'agriculture, l'aide en faveur de l'agriculture, les dépenses publiques dans le secteur de l'agriculture, les indicateurs macroéconomiques et le recensement de l'agriculture, en vue de suivre les autres aspects de l'agriculture et du développement rural; des travaux ont également été menés sur la ventilation des données par sexe et autres paramètres.

Type de produit	Approuvés dans le PTB	Annulés/ différés	Non planifiés	Total exécutés	Exécutés non modifiés	Exécutés modifiés	Exécution en pourcentage
Renforcement des capacités□	11	0	0	11	10	1	100%
Échange de l'information et coordination□	8	(2)	0	6	6	0	75%
Produits et systèmes d'information et bases de données□	31	(1)	0	30	27	3	97%
Autres□	5	0	0	5	5	0	100%
Conseils techniques aux États Membres et au Programme de terrain□	3	0	0	3	3	0	100%
Total	58	(3)	0	55	51	4	95%

Programme 3E: Alliances et initiatives de plaidoyer contre la faim et la pauvreté

Programme ordinaire	(en milliers d'USD)
Ouvertures nettes de crédit	14 079
Recettes effectives	420
Programme de travail ajusté	14 499
Dépenses, au taux budgétaire	13 520
Écart (dépassement)/sous-utilisation	979
Appui extrabudgétaire au Programme ordinaire	4 627
Programme de terrain	
Appui extrabudgétaire au Programme de terrain/Assistance aux pays Membres	192
Urgences financées par des fonds extrabudgétaires	0
Exécution de projets du PCT et du PSSA	175
Total exécution du Programme de terrain	367
Total des dépenses	18 514

Entité de programme

3EA01 - Mise en oeuvre des directives sur le droit à l'alimentation dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale

3EP01 - Bureaux de liaison avec les pays

3EP02 - Cadre général pour des partenariats efficaces avec la société civile et le secteur privé

3EP03 - Coordination des programmes de partenariat de la FAO pour les experts retraités, les experts CTPD/CTPT, les cadres associés et les experts invités des instituts d'enseignement et de recherche

3EP04 - Coopération avec l'Union européenne

3ES02 - La Journée mondiale de l'alimentation, TeleFood et les activités connexes

3ES03 - L'Alliance internationale contre la faim

123. Les pays ont été épaulés pour la mise en œuvre des Directives relatives au droit à l'alimentation, par le biais de méthodes et outils, conseils en matière de politiques, information et renforcement des capacités. Organisé au Siège en 2008, le Forum sur le droit à l'alimentation, où plus de 400 participants représentant des gouvernements, des universités, des organismes des Nations Unies et des organisations de la société civile se sont rassemblés pour échanger les expériences et les enseignements issus de la mise en œuvre des directives à l'échelon national, a été une réalisation de premier plan. En 2009, la FAO a lancé la Boîte à outils méthodologique, en tant que série complète d'outils susceptibles d'aider les pays à intégrer le droit à l'alimentation dans les lois, le suivi et évaluation, l'éducation et les pratiques de préparation du budget. Le site web de la FAO sur le droit à l'alimentation a reçu un nombre considérable de visites.

124. Le Programme 3E a continué à mettre au premier plan l'application constante dans l'ensemble de l'Organisation de stratégies liées à des groupes importants de partenaires, y compris les organisations de la société civile (OSC), les organisations non gouvernementales (ONG) et le secteur privé. Les travaux en cours ont pour but de faciliter la participation des représentants des OSC/ONG et des acteurs du secteur privé aux événements organisés par la FAO, de répondre aux demandes de centaines OSC/ONG internationales et du secteur privé, et d'assurer les arbitrages nécessaires. Une réunion tenue à Bellagio (Centre de la Fondation Rockefeller, 26-29 mai 2009) a rassemblé des représentants d'OSC/ONG de différentes régions du monde ou de divers groupes qui ont pu engager un dialogue dynamique concrétisé par des plans conjoints sur la réforme du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) et des préparatifs au Forum de la société civile

organisé en marge du Sommet mondial sur la sécurité alimentaire. Un partenariat renforcé a été conclu entre la FAO et des partenaires de la société civile qui sont devenus membres du Groupe de contact pour la réforme du CSA, dont le processus a démarré en 2008. Ces partenaires ont ensuite participé à huit réunions du groupe en 2009. La FAO a participé à des réunions annuelles du système des Nations Unies pour la société civile et coopéré avec le Service de liaison des Nations Unies avec les organisations non gouvernementales (SLNG) et le Pacte mondial des Nations Unies.

125. En 2008, les activités liées à la *Journée mondiale de l'alimentation* ont concerné 114 pays et, en 2009, 127 pays. Dans de nombreux cas, divers médias – radio, télévision, presse et Internet – ont diffusé des informations sur cette journée. Les Ambassadeurs de bonne volonté de la FAO ont été mobilisés pour des événements de mobilisation de fonds et de sensibilisation dans le cadre de la Journée mondiale de l'alimentation et de TeleFood. De nouveaux événements ont eu lieu, comme la course *Run for Food Race* et la veille mondiale aux chandelles, dans le but d'atteindre une proportion plus large de la société civile. En outre, la portée de Telefood s'est élargie grâce aux accords de coopération que la FAO a signés avec diverses associations de football.

126. Le Secrétariat de l'*Alliance internationale contre la faim* a contribué à l'établissement de 30 nouvelles alliances et à la formulation de plans d'action dans diverses régions. Le Secrétariat a également évalué les activités – ainsi que leurs attentes et leurs besoins prioritaires – d'alliances nationales existantes par le biais d'une enquête détaillée. Outre les rapports d'enquête, l'Alliance internationale contre la faim s'est efforcée d'améliorer la communication entre les alliances nationales au moyen d'un environnement interactif s'appuyant sur le web afin de promouvoir des thèmes tels que l'établissement de partenariats et l'instauration du principe de responsabilité, de faciliter le partage des connaissances, d'encourager le jumelage et de coordonner les actions. En février 2009, l'Alliance a signé un accord de partenariat avec ActionAid International et International Food Security Network en vue d'élargir le réseau des alliances nationales. L'Alliance a bénéficié d'un soutien financier du FIDA afin de renforcer les capacités des alliances nationales de l'Afrique de l'Ouest (Bénin, Burkina Faso et Mali), une aide qui sera élargie à d'autres pays à l'avenir.

127. En 2008-2009, la FAO a continué d'appliquer l'accord concernant l'utilisation d'experts pour la coopération technique entre les pays en transition et les pays en développement, ce qui a aidé les 133 pays signataires à échanger des experts. Dans le cadre de l'accord sur les échanges scientifiques entériné par 69 pays, la FAO a accueilli des chercheurs d'institutions scientifiques et universitaires nationales. Les activités marquantes des Bureaux de liaison ont été les suivantes: le Bureau de liaison avec le Japon a organisé des missions sur les lieux d'exécution des projets financés par le Japon (Cambodge, Viet Nam, Éthiopie, Érythrée, Yémen, Burkina Faso, Cisjordanie et Bande de Gaza, Myanmar); de nouveaux partenariats ont été établis en Amérique du Nord avec des universités et des organisations de la société civile pour intervenir dans les domaines relevant du mandat de la FAO tels que la sécurité alimentaire, l'agriculture, le changement climatique, le développement de l'élevage et d'autres.

Type de produit	Approuvés dans le PTB	Annulés/ différés	Non planifiés	Total exécutés	Exécutés non modifiés	Exécutés modifiés	Exécution en pourcentage
Renforcement des capacités	2	0	0	2	2	0	100%
Échange de l'information et coordination	4	0	0	4	4	0	100%
Produits et systèmes d'information et bases de données	5	0	0	5	3	2	100%
Autres	3	(1)	0	2	2	0	67%
Conseils aux politiques et aux législations	3	0	0	3	3	0	100%

Type de produit	Approuvés dans le PTB	Annulés/ différés	Non planifiés	Total exécutés	Exécutés non modifiés	Exécutés modifiés	Exécution en pourcentage
Fourniture de services aux personnels, départements et membres	12	(1)	0	11	11	0	92%
Conseils techniques aux États Membres et au Programme de terrain	4	0	0	4	3	1	100%
Total	33	(2)	0	31	28	3	94%

Programme 3F: Parité et équité dans les sociétés rurales

Programme ordinaire	(en milliers d'USD)
Ouvertures nettes de crédit	10 384
Recettes effectives	439
Programme de travail ajusté	10 823
Dépenses, au taux budgétaire	11 438
Écart (dépassement)/sous-utilisation	(615)
Appui extrabudgétaire au Programme ordinaire	4 028
Programme de terrain	
Appui extrabudgétaire au Programme de terrain/Assistance aux pays Membres	2 835
Urgences financées par des fonds extrabudgétaires	6 179
Exécution de projets du PCT et du PSSA	619
Total exécution du Programme de terrain	9 633
Total des dépenses	25 099

Entité de programme

3FA02 - Atténuation de l'impact des maladies dans les sociétés rurales

3FP01 - Promotion de l'égalité hommes-femmes, de l'équité sociale, de l'éducation et de la communication en matière de développement rural

3FS01 - Services de soutien technique aux États Membres et au Programme de terrain

128. Ce programme a continué d'étayer l'intégration de la parité hommes-femmes au sein de la FAO, en s'appuyant sur le troisième plan d'action pour la parité hommes-femmes et le développement (2008-2013) adopté par la Conférence de la FAO en 2007. À la différence de ses prédécesseurs, ce plan d'action définit des résultats tangibles et des indicateurs. C'est pourquoi, on a restructuré le Réseau de points de contact pour la parité, qui est chargé de jouer un rôle clé dans la formulation des composantes applicables des nouveaux objectifs stratégiques de la FAO, qui devront être reflétées dans le PTB 2010-2011.

129. Un soutien aux politiques a été assuré en vue de favoriser l'intégration des questions liées à la parité, au VIH et au sida dans les politiques et programmes d'agriculture et de développement rural en Afrique, en Asie et en Amérique latine. Des directives concernant la prise en compte des spécificités de chaque sexe ont été élaborées pour les cadres nationaux sur les priorités à moyen terme et la FAO a aidé les pays à améliorer la collecte, l'analyse et la restructuration des statistiques agricoles dans les systèmes nationaux. La FAO a aussi

participé au dialogue approfondi conduit pendant la huitième session de l'Instance permanente des Nations Unies sur les questions autochtones. Concernant les sessions de la société civile associées au Sommet mondial sur la sécurité alimentaire (2009), l'une a porté sur les femmes rurales et l'autre sur les peuples autochtones, et toutes les deux ont débouché sur la formulation de recommandations pour le Sommet.

130. La FAO a aidé les gouvernements et les autres parties prenantes à acquérir la capacité d'analyser et d'intégrer les questions de parité dans les politiques et programmes d'agriculture et de développement rural, grâce à des formations, des actions de promotion et la mise au point d'outils et de méthodes. Un nouvel outil, ciblant les gestionnaires de l'agriculture de niveaux moyen et supérieur et visant à faciliter la planification et la mise en œuvre des interventions conduites dans le secteur agricole pour faire front au sida a été expérimenté dans divers pays. En ce qui concerne l'intégration de la parité, des outils du programme d'analyse socio-économique et d'étude de la parité hommes-femmes ont été adaptés aux contextes régionaux et nationaux ainsi qu'aux questions émergentes, telles que la gestion des risques de catastrophe et l'adaptation au changement climatique.

131. S'agissant de la génération de connaissances, la gestion et l'action de plaidoyer, des études analytiques ont été entreprises sur la connexion entre l'agriculture, la parité et la sécurité alimentaire. On s'est particulièrement intéressé aux dimensions telles que: le changement climatique, la bioénergie, le commerce, la gestion des risques de catastrophe, les maladies et la santé, la migration, la biodiversité agricole, l'emploi rural et les violences contre les femmes. Des publications ont été produites sur les liens existant entre la sécurité alimentaire et les maladies animales, végétales et humaines, la parité hommes-femmes et le changement climatique, et la parité hommes-femmes et les droits fonciers. Plusieurs manifestations en faveur de la parité, en particulier la Journée internationale de la femme, ont été organisées en collaboration avec d'autres organisations ayant leur siège à Rome.

Type de produit	Approuvés dans le PTB	Annulés/ différés	Non planifiés	Total exécutés	Exécutés non modifiés	Exécutés modifiés	Exécution en pourcentage
Renforcement des capacités	5	0	0	5	5	0	100%
Échange de l'information et coordination	1	0	0	1	1	0	100%
Produits et systèmes d'information et bases de données	3	0	0	3	3	0	100%
Autres	1	0	0	1	1	0	100%
Conseils aux politiques et aux législations	1	0	0	1	1	0	100%
Conseils techniques aux États Membres et au Programme de terrain	7	0	0	7	7	0	100%
Total	18	0	0	18	18	0	100%

Programme 3G: Moyens d'existence en milieu rural

Programme ordinaire	(en milliers d'USD)
Ouvertures nettes de crédit	3 568
Recettes effectives	319
Programme de travail ajusté	3 887
Dépenses, au taux budgétaire	3 965
Écart (dépassement)/sous-utilisation	(78)
Appui extrabudgétaire au Programme ordinaire	513
Programme de terrain	
Appui extrabudgétaire au Programme de terrain/Assistance aux pays Membres	6 590
Urgences financées par des fonds extrabudgétaires	7 379
Exécution de projets du PCT et du PSSA	563
Total exécution du Programme de terrain	14 532
Total des dépenses	19 010

Entité de programme

3GA02 - Processus participatifs à l'appui de moyens de subsistance durables en milieu rural

3GS02 - Services de soutien technique aux États Membres et au Programme de terrain

132. Le partenariat avec l'Organisation internationale du travail (OIT) sur l'emploi agricole et rural a continué, conformément au mémorandum d'accord signé en 2004. Un site web commun FAO-OIT, "Alimentation, agriculture et travail décent", fournit aujourd'hui des informations et améliore la visibilité des travaux conduits conjointement sur des questions choisies dans le domaine de l'emploi rural. De plus, dans le cadre de la deuxième Décennie des Nations Unies pour l'élimination de la pauvreté et du Plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies pour le plein emploi productif et le travail décent pour tous, la FAO a été le centre de coordination de la mise en œuvre conjointe de deux des Initiatives communes contre la crise du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies, en particulier, le Pacte mondial pour l'emploi: "Dynamiser l'emploi, la production, l'investissement et la demande agrégée, et soutenir le travail décent pour tous", et l'Initiative des Nations Unies pour une protection sociale minimale.

133. Parmi d'autres grandes réalisations, le programme a poursuivi l'analyse des questions et tendances de l'emploi et des sources de revenus en milieu rural et compilé les mesures et les bonnes pratiques novatrices. L'atelier FAO-OIT-FIDA, "Lacunes, tendances, état de la recherche en matière de genre et d'emploi agricole et rural: quels sont les moyens pour sortir de la pauvreté" (mars 2009) a débouché sur la formulation de nouvelles recommandations générales concernant la parité hommes-femmes et l'emploi rural, qui serviront de base à une publication et plusieurs notes d'orientation. De plus, un projet de stratégie pour l'emploi rural a été formulé en vue de permettre à la FAO d'apporter aux pays un soutien complémentaire, cohérent avec l'appui apporté par le reste du système des Nations Unies. La FAO, de concert avec l'OIT, a aussi joué un rôle de chef de file dans Le Partenariat international de coopération sur le travail des enfants et l'agriculture (PITEA).

134. Les écoles pratiques d'agriculture et d'apprentissage à la vie pour les jeunes ont contribué à promouvoir l'emploi des jeunes en milieu rural, en s'appuyant sur le développement des compétences. En 2008-2009, les écoles pratiques d'agriculture ont été promues dans 17 pays. Le manuel intitulé "Un bon

départ”, expliquant comment faire fonctionner une école pratique d’agriculture et de vie pour les jeunes, a été largement diffusé, et une série d’outils de suivi et évaluation a été mise au point.

135. Le projet pour “une agriculture et un développement rural durables dans les régions montagneuses”, bénéficiant d’un appui de la Suisse et de la France, a évalué les politiques, les institutions et les processus liés aux zones montagneuses dans les pays des Carpates et des Balkans et en Éthiopie, et formulé des recommandations. L’un des aspects les plus intéressants qui a été mis en lumière par ce projet est la question de la rémunération des externalités positives fournies par les populations montagnardes et les régions de montagnes. La FAO a documenté et analysé des cas concrets et mis sur pied des propositions de projets pilotes.

136. Un atelier sur les enseignements à tirer des bonnes pratiques en matière de renforcement des institutions de développement agricole et rural a été organisé au Siège (septembre 2009), en vue de recenser les politiques et les mesures les plus adaptées pour promouvoir des institutions rurales efficaces. Une publication sur les façons d’améliorer la sécurité alimentaire et d’autonomiser les petits producteurs en tirant parti des bonnes pratiques de renforcement des institutions de développement agricole et rural, fondée sur les résultats de l’atelier, sera produite en 2010 et présentera notamment 35 bonnes pratiques sélectionnées. Un grand nombre de publications et sources d’information sur le renforcement des institutions, susceptibles d’intéresser les organisations de producteurs, ont été mises en ligne sur le Portail de la FAO pour le renforcement des capacités. Le site web sur la participation (<http://www.fao.org/participation/>) a aussi diffusé des outils et des méthodologies favorisant la participation à la conception, la mise en œuvre et l’évaluation des projets et des politiques.

Type de produit	Approuvés dans le PTB	Annulés/ différés	Non planifiés	Total exécutés	Exécutés non modifiés	Exécutés modifiés	Exécution en pourcentage
Renforcement des capacités	1	0	0	1	1	0	100%
Échange de l’information et coordination	0	0	1	1	1	0	0%
Produits et systèmes d’information et bases de données	1	0	0	1	1	0	100%
Conseils aux politiques et aux législations	1	0	0	1	1	0	100%
Conseils techniques aux États Membres et au Programme de terrain	1	0	0	1	1	0	100%
Total	4	0	1	5	5	0	125%

Programme 3H: Échange d'informations et renforcement des capacités

Programme ordinaire	(en milliers d'USD)
Ouvertures nettes de crédit	27 937
Recettes effectives	453
Programme de travail ajusté	28 390
Dépenses, au taux budgétaire	28 327
Écart (dépassement)/sous-utilisation	63
Appui extrabudgétaire au Programme ordinaire	5 560
Programme de terrain	
Appui extrabudgétaire au Programme de terrain/Assistance aux pays Membres	958
Urgences financées par des fonds extrabudgétaires	292
Exécution de projets du PCT et du PSSA	644
Total exécution du Programme de terrain	1 894
Total des dépenses	35 781

Entité de programme

3HP01 - Gestion des connaissances et diffusion de l'information (WAICENT, AskFAO)
3HP02 - Normes et procédures de gestion des connaissances et de diffusion de l'information (WAICENT et Forum de connaissances de la FAO, y compris AskFAO)
3HP03 - Renforcement des capacités, apprentissage à distance et facilitation de l'accès à WAICENT et au Forum de connaissances de la FAO, y compris AskFAO
3HP04 - Bibliothèque et services de bibliothèque virtuelle, AGORA et autres collections de documents d'information
3HP05 - Système mondial d'information et d'alerte rapide sur l'alimentation et l'agriculture
3HP06 - Acquisition d'ouvrages et de journaux en ligne, programmes internationaux de numérisation d'ouvrages et de journaux sur l'agriculture
3HP07 - Réseaux de connaissances, internes et externes
3HS02 - Renforcement des capacités, notamment bourses d'étude, stages, formation de haut niveau en matière de politiques, création d'institutions

137. Le programme a été le fer de lance des activités menées sur deux thèmes interdisciplinaires prioritaires pendant l'exercice biennal 2008-2009: la gestion des savoirs et le renforcement des capacités. Les travaux relatifs au premier thème ont été articulés sur la Stratégie de gestion des connaissances de l'Organisation, dotant la FAO d'une vision d'avenir et de pistes à suivre dans le domaine du partage des connaissances. Plusieurs entités de programme ont étayé la stratégie de gestion des connaissances, par le biais de réseaux d'information et d'échange de connaissances, de normes visant à faciliter l'échange d'information et d'outils et services fournis aux utilisateurs des informations de la FAO ainsi qu'aux membres de l'Organisation. La plate-forme du Centre mondial d'information agricole, WAICENT, a étendu ses services interactifs par l'intermédiaire du site "Ask FAO" qui exploite les connaissances tacites de l'Organisation concernant les savoirs techniques et les meilleures pratiques dans le monde. En moyenne, on a compté 3,5 millions de visites mensuelles sur le site web de la FAO. Le portail de la FAO consacré aux profils de pays (<http://www.fao.org/countryprofiles/>) a été amélioré, bénéficiant de la couverture de données supplémentaire fournie par les profils EarthTrends. Le système international d'information pour les sciences

et la technologie agricoles, AGRIS (<http://www.fao.org/agris>), a continué de faire partie des sites de la FAO les plus populaires, tandis que quelque 140 000 nouvelles entrées ont été ajoutées à la banque de connaissances. Un autre portail (<http://www.1billionhungry.org/>) a lancé, à temps pour le Sommet sur la sécurité alimentaire mondiale 2009, une campagne de plaidoyer internationale: 1 milliard d'affamés - Pétition pour éradiquer la faim.

138. Le développement de normes d'échange d'information a consisté à instaurer des partenariats stratégiques avec des institutions de recherche et de développement, tout en facilitant le partage de l'information. On a remanié la conception du site web des normes pour la gestion d'informations agricoles, <http://www.fao.org/aims>, améliorant l'accès au registre du service d'ontologie agricole et facilitant la création de différentes communautés d'utilisation des normes. Le premier réseau consacré à l'ontologie de la pêche a vu le jour. De plus, l'ontologie géopolitique, qui rassemble l'information la plus récente, par nom de pays, dans toutes les langues de la FAO et pour tous les systèmes de codification internationaux, a été lancée et est utilisée par divers systèmes au sein de la FAO et dans d'autres organisations. La communauté des utilisateurs du thésaurus multilingue de terminologie agricole, AGROVOC, a continué de grossir, avec l'ajout des versions coréennes et russes en 2009. Fedora Commons est devenu le nouveau système ouvert de stockage de données numériques de la FAO dans le programme pour des archives ouvertes, débouchant sur la mise en place d'une base de donnée unifiée pour les métadonnées, un nouveau système de catalogage, un flux de travail amélioré au sein de l'Organisation et une nouvelle interface de recherche pour les archives de documents de l'Organisation (<http://www.fao.org/documents>), qui comporte maintenant des liens avec FAO GoogleBooks. Cette nouvelle fonction a donné aux publications de la FAO qui, jusqu'ici, étaient exclusivement accessibles par GoogleBooks, la visibilité qu'elles méritent tout en témoignant du travail remarquable effectué par Google pour numériser des milliers de publications de la FAO. La bibliothèque David Lubin a permis l'accès à la collection du "Centre international de Sylviculture" et aux travaux historiques de Lord Boyd Orr, grâce à des projets associatifs, et assuré toute une série de services de bibliothèque à l'intention des utilisateurs et membres de la FAO. En même temps, des contributions substantielles ont été faites aux projets de gestion de l'information et des connaissances dans les pays, par exemple dans le cadre du Indian National Agricultural Improvement Programme, où une assistance a été fournie pour la mise sur place d'archives ouvertes sur les sciences et la technologie agricoles.

139. La Foire du partage des savoirs (<http://www.sharefair.net/home/>) qui s'est tenue en janvier 2009, a été une manifestation marquante. Fruit de la collaboration entre cinq organisations ayant leur siège à Rome (FAO, FIDA, PAM, GCRAI et Bioversity International), elle a servi de vitrine aux outils de partage des connaissances tels que les blogs et les wikis. La Foire du partage des savoirs a donné naissance au "Knowledge Café", où les membres du personnel peuvent créer des profils et partager des compétences, utiliser des blogs pour traiter du partage des savoirs à l'intérieur de l'Organisation et s'informer sur les méthodes et outils de partage des connaissances.

140. La stratégie de renforcement des capacités a été parachevée à l'issue d'une vaste consultation avec les pays membres et les principaux partenaires parmi les institutions de développement internationales et au sein de la FAO elle-même. La stratégie repose sur les principes énoncés dans la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide de 2005 et le document du Comité d'aide au développement (CAD/OCDE) intitulé "*Relever le défi posé par le renforcement des capacités: évoluer vers de bonnes pratiques*". Fondée sur une approche intégrée, la stratégie s'attaque au renforcement des capacités aux niveaux de la personne, de l'organisation et de l'institution (des politiques). Un portail web a été créé pour présenter des études de cas illustrant les bonnes pratiques (www.fao.org/capacitybuilding).

141. L'appui au renforcement des compétences techniques et à l'apprentissage a misé sur les programmes d'apprentissage électroniques, qui ont assuré une formation en cours d'emploi aux cadres de la FAO et des pays en développement et ont touché plus de 160 000 personnes dans le monde entier. L'enseignement offert par le kit de ressources pour la gestion de l'information (<http://www.imarkgroup.org/>) a été articulé en six modules, dont quatre sont désormais disponibles en trois langues, et dont le dernier s'intitule "Web 2.0 and

Social Media for Development». Les Nations Unies et les autres organisations internationales ont collaboré avec des partenaires nationaux et régionaux et plusieurs établissements d'enseignement et de formation, par exemple, l'université ouverte de Catalogne, l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche, l'université virtuelle africaine, Renforcement des capacités et développement international-Allemagne (InWent) et le Groupe de recherche et d'échanges technologiques (GRET). Des moyens d'apprentissage électroniques et, par le biais du réseau Train4Dev Network, un accès aux ressources d'autres institutions ont également été proposés au personnel.

142. La FAO a maintenu son appui en faveur du « Programme visant à combler le fossé numérique rural ». Premièrement, le système de recherche mondiale en ligne sur l'agriculture (AGORA) a continué de fournir à certains des pays les plus pauvres du monde un accès gratuit ou peu onéreux à la littérature scientifique (plus de 2 000 institutions enregistrées fin 2009 et 275 000 articles téléchargés d'Elsevier rien qu'en 2009). Deuxièmement, la FAO, en sa qualité d'organisation chargée de faciliter les suites données à la ligne d'action sur le téléenseignement de l'agriculture (dans le contexte du Sommet mondial sur la société de l'information), a pris la tête d'une communauté de pratique mondiale dynamique, dotée d'une plateforme sur l'Internet (<http://www.e-agriculture.org/>) qui rassemble plus de 6 000 membres individuels de plus de 150 pays. Troisièmement, un nouveau partenariat mondial: Cohérence de l'information sur la recherche agricole pour le développement (CIARD) (<http://www.ciard.net/>), a été lancé en collaboration avec le Forum mondial sur la recherche agricole, l'Association internationale des spécialistes de l'information agricole, le GCRAI et d'autres partenaires, pour rendre l'information relevant du domaine public véritablement accessible. Cinq consultations régionales ont été conjointement organisées par les partenaires fondateurs en 2009 avec l'objectif d'affiner le manifeste et les valeurs de l'initiative. Dans le cadre de celle-ci, la FAO a apporté son appui à des projets et des réseaux d'archives ouvertes au Bangladesh, en Chine, en Colombie, au Ghana, en Inde, au Kenya, au Laos, au Pérou, en Thaïlande et en Zambie. Une collaboration étroite avec le Secrétariat du Forum mondial sur la recherche agricole a conduit au développement et au lancement du CIARD RING (carte des pôles et portails d'accès à l'information) (<http://ring.ciard.net>), un registre mondial des services d'information agricole. Enfin, les systèmes d'information agricole ont bénéficié d'une aide, par le biais de projets de terrain en Arménie, au Bhoutan, au Chili, au Costa Rica, en Jordanie, en Oman et au Panama, un grand nombre d'entre eux utilisant le modèle conceptuel du Réseau virtuel de communication pour la vulgarisation et la recherche, pour améliorer le lien vulgarisation-recherche (<http://km.fao.org/vercon>).

Type de produit	Approuvés dans le PTB	Annulés/ différés	Non planifiés	Total exécutés	Exécutés non modifiés	Exécutés modifiés	Exécution en pourcentage
Renforcement des capacités	22	0	0	22	22	0	100%
Échange de l'information et coordination	37	(8)	0	29	27	2	78%
Produits et systèmes d'information et bases de données	24	(3)	0	21	20	1	88%
Fourniture de services aux personnels, départements et membres	2	0	0	2	2	0	100%
Conseils techniques aux États Membres et au Programme de terrain	5	0	0	5	5	0	100%
Total	90	(11)	0	79	76	3	88%

Programme 3I: Systèmes de technologie de l'information

Programme ordinaire	(en milliers d'USD)	
Ouvertures nettes de crédit		40 339
Recettes effectives		105
Programme de travail ajusté		40 444
Dépenses, au taux budgétaire		42 233
Écart (dépassement)/sous-utilisation		(1 789)
Appui extrabudgétaire au Programme ordinaire		0
Programme de terrain		
Appui extrabudgétaire au Programme de terrain/Assistance aux pays Membres		0
Urgences financées par des fonds extrabudgétaires		0
Exécution de projets du PCT et du PSSA		0
Total exécution du Programme de terrain		0
Total des dépenses		42 233

Entité de programme

3IP02 - Conception et élaboration de systèmes de technologies de l'information

3IP05 - Appui aux services fournissant les infrastructures technologiques pour l'information et la communication

3IP06 - Appui à l'utilisation des technologies de l'information

3IP07 - Appui aux systèmes de gestion des connaissances

3IP08 - Appui aux systèmes d'information de gestion (SIG)

143. Conformément au PAI, on a restructuré la Division du Directeur de l'informatique, qui a succédé à la Division des technologies de l'information, en modifiant profondément son mandat et son champ d'intervention.

144. Au cours de l'exercice 2008-2009, des améliorations ont été introduites dans le domaine de la gouvernance des technologies de l'information (TI), notamment dans les procédures et les processus de validation des matériels, des logiciels, des postes et des achats en rapport avec ces technologies. Comme dans d'autres organisations des Nations Unies, la méthodologie de gouvernance COBIT a été appliquée en commençant par certains processus. Dans le domaine de la sécurité de l'information, on a procédé à des améliorations conformément aux recommandations résultant de la vérification interne, et un Cadre commun d'application pour la sécurité a été élaboré. Les efforts de la Division des technologies de l'information pour assurer des synergies et faire baisser les coûts se sont poursuivis, notamment en renforçant les prérogatives du Centre de développement et d'appui des systèmes délocalisés (OSDSC) de Bangkok. Contrairement aux attentes, la mise en œuvre opérationnelle des initiatives « Unis dans l'action » n'a pas eu d'incidence importante sur les TI en 2008-2009, mais cela pourrait se produire au cours du prochain exercice.

145. L'infrastructure TI de la FAO a continué d'évoluer en utilisant davantage des systèmes d'exploitation fondés sur un logiciel libre de droits (Linux) et en migrant vers des services de gestion centralisée du matériel, plus efficaces. Le réseau local du Siège a fait l'objet d'une reconfiguration importante en vue d'améliorer le fonctionnement et les performances des systèmes et de réduire les risques dus à la propagation des virus informatiques. Les logiciels Windows Vista et Office 2007 ont été installés sur les postes de travail de la FAO et ce nouvel environnement est progressivement déployé dans le monde. Les services de téléphonie mobile ont été diversifiés et comprennent désormais un service Blackberry. Plus de 500 collaborateurs du Siège y

sont abonnés et le nombre d'abonnements sur le terrain augmente régulièrement. Les capacités du réseau étendu (WAN) ont été renforcées en portant sa bande passante à au moins 128 kbps et en exploitant Internet comme un mécanisme de transport WAN. Les systèmes d'accès à distance utilisés pour aider les personnes en déplacement et les télétravailleurs à se connecter et, indirectement, les plans de continuité, ont été également renforcés en déployant une nouvelle passerelle de sécurité d'accès. L'usage de la vidéoconférence s'est accru et des nouvelles possibilités de transmission d'images en haute définition ont été démontrées. Le groupe chargé de l'aide aux utilisateurs par opérateur/opératrice a continué d'apporter son appui aux utilisateurs des services de TI. La charge de travail en matière d'aide aux utilisateurs de PC est restée à un niveau stable, ce qui prouve la maturité des utilisateurs.

146. Au cours de l'exercice biennal, la Division des technologies de l'information a continué de garantir la disponibilité, les performances et la richesse fonctionnelle des principaux systèmes d'information afin de répondre aux besoins de l'Organisation, notamment les systèmes d'informations fonctionnels et administratifs et les systèmes thématiques et de partage des savoirs. Des efforts particuliers ont été déployés pour créer des synergies (plateformes logicielles communes, pôles et outils de développement communs). Ces synergies ont permis d'améliorer la maintenance préventive et la satisfaction des utilisateurs. Dans le domaine des systèmes de planification des ressources, compte tenu des transformations importantes qui ont eu lieu en 2008-09, un processus distinct a été établi pour traiter les questions fonctionnelles et techniques. Les principes de gestion des services ont été définis conformément à la méthodologie de la Bibliothèque des infrastructures relatives aux technologies de l'information (ITIL), et les réponses des utilisateurs ont été très positives. La Division des technologies de l'information a aussi abordé un point soulevé par l'EEI, à savoir la nécessité de prendre en compte le coût total de possession lorsque l'on développe des systèmes d'information, ce qui suppose de définir les exigences concernant la maintenance et l'appui dès la phase de conception afin d'éviter toute dégradation de la disponibilité et/ou des performances des systèmes d'information lorsqu'ils sont déployés sur les postes des utilisateurs.

147. La FAO a continué de coopérer activement avec le PAM et le FIDA, notamment en signant un protocole d'accord avec ces institutions pour mettre en place conjointement un stockage de données hors site. Par ailleurs, les premières activités d'achats communs aux trois institutions dans le domaine des TI se sont déroulées avec succès.

Type de produit	Approuvés dans le PTB	Annulés/ différés	Non planifiés	Total exécutés	Exécutés non modifiés	Exécutés modifiés	Exécution en pourcentage
Produits et systèmes d'information et bases de données	1	0	0	1	1	0	100%
Fourniture de services aux personnels, départements et membres	22	(5)	0	17	17	0	77%
Total	23	(5)	0	18	18	0	78%

Programme 3J: Communication et information

Programme ordinaire	(en milliers d'USD)
Ouvertures nettes de crédit	20 788
Recettes effectives	40
Programme de travail ajusté	20 828
Dépenses, au taux budgétaire	20 506
Écart (dépassement)/sous-utilisation	322
Appui extrabudgétaire au Programme ordinaire	435
Programme de terrain	
Appui extrabudgétaire au Programme de terrain/Assistance aux pays Membres	0
Urgences financées par des fonds extrabudgétaires	0
Exécution de projets du PCT et du PSSA	0
Total exécution du Programme de terrain	0
Total des dépenses	20 941

Entité de programme

3JP01 - Programme d'amélioration de la couverture linguistique

3JP03 - Politiques et appui en matière de publication électronique

3JS01 - Communication, promotion auprès des médias et coopération multilingues

148. Des stratégies de communication ciblées et coïncidant avec des grands événements internationaux (le G8, le G20, le Sommet sur le changement climatique, des réunions sur les OMD, etc.) ont donné une visibilité accrue à la FAO dans le monde des médias et des réseaux sociaux. Des événements comme la Conférence de haut niveau de 2008, les réunions d'experts et le Sommet mondial sur la sécurité alimentaire (2009) ont fait l'objet d'une couverture médiatique adéquate et ont facilité l'organisation d'une Semaine mondiale de l'alimentation vers le 16 octobre dans le but de sensibiliser davantage le public au problème de la faim (notamment l'incidence de la flambée des prix des denrées alimentaires). Le Directeur général et les hauts dirigeants de la FAO ont donc été cités de très nombreuses fois – il s'agit même d'un record en la matière – dans les médias italiens et étrangers, ce qui a contribué à mettre la faim au rang des priorités mondiales les plus urgentes. Pour les besoins des médias et à la demande des donateurs, les missions de reportage sur le terrain ont pu se rendre sur les lieux d'exécution des projets et rendre compte des succès accomplis. En ce qui concerne les infrastructures, le nouveau centre de télévision et de radio angolais a fourni des installations de haute technologie adaptées aux besoins des médias.

149. Des paramètres normalisés ont été utilisés pour le site Internet de la FAO (c'est-à-dire pour la page d'accueil, la plupart des pages web de niveau supérieur, le Réseau d'information des bureaux de pays, et plusieurs pages du portail et de sites des départements). De nouvelles pages de synthèse sur les pays ont été mises en ligne. Elles présentent des faits marquants concernant des programmes de terrain et des données de première importance sur l'agriculture et l'alimentation. L'Organisation s'est efforcée d'être très présente dans les principaux réseaux sociaux – YouTube, Flickr, Facebook et Twitter – et l'utilisation de ces plateformes de diffusion de nouvelles et d'autres contenus est devenue une pratique courante.

Type de produit	Approuvés dans le PTB	Annulés/ différés	Non planifiés	Total exécutés	Exécutés non modifiés	Exécutés modifiés	Exécution en pourcentage
Échange de l'information et coordination	1	0	0	0	1	1	0 100%
Produits et systèmes d'information et bases de données	4	0	0	0	4	4	0 100%
Fourniture de services aux personnels, départements et membres	10	0	0	0	10	10	0 100%
Total	15	0	0	0	15	15	0 100%

CHAPITRE 4: DÉCENTRALISATION, COOPÉRATION A L'ÉCHELLE DES NATIONS UNIES ET EXÉCUTION DU PROGRAMME

Programme 4A: Coopération, intégration et suivi dans le système des Nations Unies

Programme ordinaire		(en milliers d'USD)
	Ouvertures nettes de crédit	14 890
	Recettes effectives	1 008
	Programme de travail ajusté	15 898
<hr/>		
	Dépenses, au taux budgétaire	15 137
	Écart (dépassement)/sous-utilisation	761
<hr/>		
Appui extrabudgétaire au Programme ordinaire		1 467
<hr/>		
Programme de terrain		
	Appui extrabudgétaire au Programme de terrain/Assistance aux pays Membres	1 541
	Urgences financées par des fonds extrabudgétaires	0
	Exécution de projets du PCT et du PSSA	0
<hr/>		
Total exécution du Programme de terrain		1 541
<hr/>		
Total des dépenses		18 145

Entité de programme

4AP04 - Participation de la FAO en coopération avec l'ONU et d'autres organisations intergouvernementales au niveau organisationnel

4AP05 - Participation de la FAO en coopération avec l'ONU au niveau du terrain

150. Le Programme 4A couvre entre autres: (i) la coordination des processus liés à la réforme des Nations Unies et la promotion d'une coopération renforcée entre les institutions dont le siège est à Rome; et (ii) la liaison avec le Comité de haut niveau sur les OMD et la fourniture de services à ce comité. Le Programme a appuyé la participation de haut niveau de la FAO aux réunions du Conseil des Chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination (CEB) et du Comité de haut niveau sur les programmes, et contribué aux initiatives lancées à l'échelle des Nations Unies sur le changement climatique. La FAO a participé activement aux travaux du Groupe des Nations Unies pour le développement (GNUD), qui est le principal mécanisme interinstitutionnel fournissant des orientations de politiques sur la réforme des Nations Unies au niveau du pays. La FAO a assuré la vice-présidence du GNUD. Il s'agit de la première institution spécialisée autorisée à jouer ce rôle.

151. Un cadre structurant les partenariats de l'Organisation a été élaboré conformément aux exigences du Plan d'action immédiate (PAI) pour le renouveau de la FAO. Des stratégies de partenariats plus spécifiques ont commencé à être élaborées, y compris celles qui sont liées aux partenariats conclus avec le système des Nations Unies et à la collaboration avec les autres institutions siégeant à Rome (le PAM et le FIDA), la société civile et le secteur privé. La nouvelle stratégie de coopération entre la FAO, le FIDA et le PAM a été conjointement élaborée et approuvée par les organes directeurs respectifs, et trois plans d'action pilotes ont été lancés dans les domaines de la communication, des systèmes d'information sur la sécurité alimentaire et des pays en transition.

152. L'exercice 2008-09 a joué un rôle crucial dans l'établissement d'une plus grande cohérence dans les activités de développement du système des Nations Unies aux niveaux national et (sous-)régional. La FAO a participé activement à toutes les initiatives « Unis dans l'action » menées dans huit pays pilotes. Des équipes en nombre croissant appliquent les enseignements tirés des huit pilotes et les Représentants régionaux de la FAO ont pris une part active à ces activités. Au niveau régional, la FAO a formalisé sa participation aux équipes des directeurs régionaux des Nations Unies, en particulier en ce qui concerne l'appui technique conjoint et l'assurance qualité des plans cadres des Nations Unies pour l'aide au développement, l'évaluation des performances des équipes de pays des Nations Unies et des coordonnateurs résidents, et la supervision du programme. Les sessions de formation et d'information des Représentants régionaux de la FAO comprennent désormais systématiquement des références au programme des Nations Unies en faveur de la cohérence.

Type de produit	Approuvés dans le PTB	Annulés/ différés	Non planifiés	Total exécutés	Exécutés non modifiés	Exécutés modifiés	Exécution en pourcentage
Échange de l'information et coordination	3	0	0	3	3	0	100%
Produits et systèmes d'information et bases de données	1	0	0	1	1	0	100%
Fourniture de services aux personnels, départements et membres	8	0	0	8	8	0	100%
Conseils techniques aux États Membres et au Programme de terrain	2	0	0	2	2	0	100%
Total	14	0	0	14	14	0	100%

Programme 4B: Coordination des services décentralisés

Programme ordinaire	(en milliers d'USD)
Ouvertures nettes de crédit	23 401
Recettes effectives	312
Programme de travail ajusté	23 713
Dépenses, au taux budgétaire	22 091
Écart (dépassement)/sous-utilisation	1 622
Appui extrabudgétaire au Programme ordinaire	218
Programme de terrain	
Appui extrabudgétaire au Programme de terrain/Assistance aux pays Membres	2 010
Urgences financées par des fonds extrabudgétaires	0
Exécution de projets du PCT et du PSSA	0
Total exécution du Programme de terrain	2 010
Total des dépenses	24 319

Entité de programme

4BP02 - Coordination et politique de décentralisation

4BP03 - Soutien aux bureaux décentralisés: surveillance, fonctionnement et gestion

4BS01 - Soutien des bureaux des Représentants de la FAO à la gestion des connaissances, à l'établissement de réseaux et aux activités de plaidoyer

153 Les réformes approuvées à l'origine par la Conférence en novembre 2005 ont introduit un nouveau modèle de décentralisation qui a été initialement mis en œuvre en Afrique et en Asie centrale avant d'être étendu aux autres régions depuis 2007. Ce modèle a ensuite été perfectionné dans le PAI pour le renouveau de la FAO.

154. Le Programme 4B a continué de contribuer au fonctionnement harmonieux du réseau des bureaux de terrain pendant l'exercice biennal. Au total, 23 chefs de bureaux décentralisés, récemment nommés, ont été sélectionnés et ont reçu toutes les informations nécessaires et 11 chefs de bureaux décentralisés ont reçu des informations sur le transfert. Soixante-dix missions ont été dépêchées dans les bureaux décentralisés pour résoudre des problèmes spécifiques. Au total, 62 rapports de vérification comprenant plus de 490 recommandations ont été examinés et fait l'objet d'un suivi. Dans le domaine du perfectionnement professionnel du personnel, on mentionnera les activités suivantes: i) deux sessions de remise à niveau ainsi que des cours de communication et de perfectionnement à la gestion ont été organisés au Siège et 15 Représentants régionaux de la FAO y ont participé; ii) 17 Représentants régionaux ont pris part à une session de remise à niveau avancée organisée à Accra; iii) un cours, rassemblant 13 participants, a été organisé au Centre de perfectionnement des cadres pour des représentants régionaux adjoints et des coordonnateurs sous-régionaux; et iv) deux sessions d'information conjointes ont été tenues pour 45 Représentants adjoints (Programme et Administration). Un accord sur l'ouverture d'un nouveau bureau sous-régional et quatre accords supplémentaires pour d'autres bureaux décentralisés ont été conclus. L'élaboration d'un nouveau manuel sur la gestion des bureaux nationaux a commencé. Il remplacera le manuel à l'usage des représentants de la FAO et sera disponible sur le Réseau d'information des bureaux de pays. Ce réseau a été enrichi et propose de nouvelles fonctions pour gérer les bureaux et appuyer le transfert des responsabilités du Bureau de la coordination des activités normatives, opérationnelles et décentralisées (OCD) aux bureaux régionaux, conformément aux recommandations du PAI.

155. Les conférences régionales ont été organisées conformément au calendrier prévu en 2008, à l'exception de la Conférence régionale pour l'Asie et le Pacifique qui a eu lieu en mars 2009. La préparation du cycle 2010 des conférences régionales a commencé tôt compte tenu de leur nouveau rôle dans la gouvernance de l'Organisation.

Type de produit	Approuvés dans le PTB	Annulés/ différés	Non planifiés	Total exécutés	Exécutés non modifiés	Exécutés modifiés	Exécution en pourcentage	
Renforcement des capacités	3	0	0	0	3	3	0	100%
Échange de l'information et coordination	1	0	0	0	1	1	0	100%
Produits et systèmes d'information et bases de données	11	(1)	0	10	10	9	1	91%
Conseils aux politiques et aux législations	1	0	0	0	1	1	0	100%
Fourniture de services aux personnels, départements et membres	30	(7)	1	24	24	24	0	80%

Type de produit	Approuvés dans le PTB	Annulés/ différés	Non planifiés	Total exécutés	Exécutés non modifiés	Exécutés modifiés	Exécution en pourcentage
Conseils techniques aux États Membres et au Programme de terrain	2	0	0	2	2	0	100%
Total	48	(8)	1	41	40	1	85%

Programme 4C: Sécurité alimentaire, lutte contre la pauvreté et autres programmes de coopération au développement

Programme ordinaire	(en milliers d'USD)
Ouvertures nettes de crédit	67 478
Recettes effectives	30 382
Programme de travail ajusté	97 860
Dépenses, au taux budgétaire	98 502
Écart (dépassement)/sous-utilisation	(642)
Appui extrabudgétaire au Programme ordinaire	2 308
Programme de terrain	
Appui extrabudgétaire au Programme de terrain/Assistance aux pays Membres	37 593
Urgences financées par des fonds extrabudgétaires	2 498
Exécution de projets du PCT et du PSSA	2 955
Total exécution du Programme de terrain	43 046
Total des dépenses	143 856

Entité de programme
4CA01 - Coordination, surveillance et inspection du Programme de terrain et établissement de rapports à ce sujet
4CP01 - Gestion et coordination des projets PSSA/PNSA/PRSA/Coopération Sud-Sud en faveur des plus pauvres
4CP05 - Analyse de l'information nationale et régionale sur le développement agricole et son contexte économique, social et politique
4CP06 - Opérations et suivi du Programme de terrain au niveau régional
4CS07 – Appui des Représentants de la FAO au développement national et aux opérations de secours/relèvement

156. En complément du Programme 3A, un soutien a été fourni à la formulation et à la mise en œuvre des programmes nationaux et régionaux pour la sécurité alimentaire. Comme indiqué dans la section I du rapport principal sur l'exécution du Programme, à la fin de 2009, 18 pays avaient mis en œuvre des programmes nationaux et des programmes régionaux étaient opérationnels dans quatre régions. Le Programme 4C a contribué à la préparation de notes conceptuelles, de documents techniques et de directives pour appuyer les processus de formulation et de mise en œuvre, y compris le suivi et l'évaluation. Au total, 39 accords de coopération Sud-Sud ont été signés et plus de 1 400 coopérants ont été déployés sur le terrain. Les résultats concrets des projets de terrain TeleFood exécutés dans plus de 125 pays sont à l'origine de nombreuses

demandes et plus de 400 nouveaux projets ont été approuvés. En juillet 2009, la gestion de Telefood a été décentralisée conformément aux décisions des organes directeurs.

157. Compte tenu des réformes et de la restructuration en cours, les politiques, procédures et directives contribuant à l'appui à la qualité et à l'assurance qualité ont continué d'être mises à jour. On s'est attelé à la rédaction d'un nouveau manuel visant à fournir des orientations et des outils couvrant tous les aspects de la programmation par pays dans le contexte des réformes de la FAO et des Nations Unies (y compris une approche révisée de la gestion des cycles des projets). Ces activités étaient également compatibles avec la mise en œuvre de la Résolution 13/2005 de la Conférence concernant l'examen triennal d'ensemble.

158. Le Système d'information sur la gestion du Programme de terrain (FPMIS) a continué de fournir aux gouvernements, ainsi qu'aux directions et aux personnels, quel que soit leur lieu d'affectation, des informations complètes sur les projets et des outils de suivi comprenant des applications adaptées à des besoins spécifiques. L'utilisation systématique de FPMIS devrait permettre d'obtenir des estimations plus précises concernant l'exécution, de mieux planifier les revenus escomptés et donc de tirer un parti maximum de la délégation des pouvoirs transférés aux bureaux décentralisés. Dans les pays confrontés à des problèmes de connexion à Internet, on a mis en service un nouvel outil « hors ligne » qui est également utilisé pour les programmes Telefood et PCT décentralisés.

159. L'affectation de fonctionnaires spécialisés supplémentaires à la plupart des bureaux sous-régionaux a augmenté les capacités opérationnelles et de suivi et amélioré la production de rapports sur l'exécution du programme de terrain. La fourniture d'outils de suivi et l'organisation de sessions de formation sur le suivi et l'évaluation fondés sur les résultats a également contribué à renforcer les capacités en matière de suivi des projets. En conséquence, la courbe d'apprentissage des gestionnaires de budgets a été très rapide dans les régions au point que ces responsables sollicitent désormais rarement une aide sur des questions opérationnelles. Sur la base des chiffres mensuels actualisés concernant l'exécution, on a établi des listes de projets importants qui font l'objet d'un examen, d'actions de suivi et d'un contrôle plus étroit. Les rapports trimestriels sur l'exécution des projets et d'autres formes d'états fondés sur les caractéristiques FPMIS ont également facilité le suivi.

160. Le nouveau système informatisé Briefs On Line (BOL) a permis de collecter, d'analyser et de compiler des informations pertinentes (politiques, économiques, sociales et liées aux projets) pour les pays et les notes de synthèse thématiques à l'usage du Directeur général, de la haute direction et d'autres collaborateurs de la FAO. Les unités de la FAO peuvent saisir les informations par le biais d'une interface conviviale et produire des notes de synthèse dans les plus délais les plus brefs (près de 800 mises à jour concernant les pays chaque année et 2 000 versions que les collaborateurs de la FAO et les utilisateurs externes peuvent consulter sur le site Web). BolPAD, intégrée dans BOL, est une archive électronique des notes de synthèse sur les pays ainsi qu'une plateforme de stockage des principaux documents de politiques.

161. Au niveau opérationnel, plusieurs activités visant à renforcer les capacités opérationnelles des Représentants de la FAO ont continué d'être menées. Elles ont consisté par exemple à offrir des possibilités de perfectionnement du personnel dans différents domaines: sessions de remise à niveau, cours de perfectionnement à la gestion, cours sur l'administration, le cadre logique et la supervision du cycle des projets. Le rôle des équipes pluridisciplinaires a été élargi et elles ont reçu un soutien en conséquence. Ces équipes sont devenues un instrument essentiel dans l'élaboration des programmes de travail et des stratégies dans les sous-régions respectives et comprennent des Représentants régionaux de la FAO. Ceux-ci ont aussi continué de participer activement aux initiatives visant à améliorer la coordination et la planification au niveau des pays, notamment les mécanismes de secours d'urgence/redressement et de développement, mais également, et de plus en plus, au niveau des sous-régions.

Type de produit	Approuvés dans le PTB	Annulés/ différés	Non planifiés	Total exécutés	Exécutés non modifiés	Exécutés modifiés	Exécution en pourcentage
Renforcement des capacités	1	0	0	1	1	0	100%
Échange de l'information et coordination	5	0	0	5	5	0	100%
Produits et systèmes d'information et bases de données	17	0	0	17	17	0	100%
Autres	3	0	0	3	3	0	100%
Fourniture de services aux personnels, départements et membres	14	0	0	14	14	0	100%
Conseils techniques aux États Membres et au Programme de terrain	27	0	0	27	27	0	100%
Total	67	0	0	67	67	0	100%

Programme 4D: Gestion des situations d'urgence et de l'après crise

Programme ordinaire	(en milliers d'USD)
Ouvertures nettes de crédit	1 727
Recettes effectives	(555)
Programme de travail ajusté	1 172
Dépenses, au taux budgétaire	1 071
Écart (dépassement)/sous-utilisation	101
Appui extrabudgétaire au Programme ordinaire	3 525
Programme de terrain	
Appui extrabudgétaire au Programme de terrain/Assistance aux pays Membres	24 308
Urgences financées par des fonds extrabudgétaires	69 102
Exécution de projets du PCT et du PSSA	31 247
Total exécution du Programme de terrain	124 657
Total des dépenses	129 253

Entité de programme

4DS01 - Exécution du programme de secours d'urgence

4DS02 - Préparation aux catastrophes, atténuation de leur impact et appui aux programmes de secours d'urgence et de relèvement

162. En 2008-2009, les activités de la FAO dans les domaines du secours d'urgence et du redressement ont atteint des niveaux sans précédent. À la fin de 2009, des interventions importantes ont été mises en œuvre dans 68 pays avec l'appui de plus de 40 unités de coordination des opérations d'urgence et de redressement. Chef de file du secteur de l'agriculture dans le cadre de l'approche de responsabilité sectorielle du Comité permanent interorganisations, la FAO a coordonné et conduit les programmes d'assistance et de redressement dans de nombreuses régions confrontées à des crises liées à l'agriculture et à la sécurité alimentaire (y compris l'Afghanistan, la République démocratique du Congo, l'Irak, le Myanmar, le Pakistan,

la Somalie, le Soudan et le Zimbabwe). Les interventions de la FAO ont également eu pour but de lutter contre l'apparition de foyers d'organismes nuisibles pour les plantes et les animaux (notamment la grippe aviaire hautement pathogène, les criquets et les maladies du manioc).

163. L'appui des donateurs a été sollicité par des appels interorganisations et d'autres appels d'urgence ou provisoires, et il s'est fondé sur des documents de stratégie ou des mises à jours sollicitant une aide pour le compte des pays touchés par les catastrophes. En 2008-2009, la FAO a participé à 17 appels éclair des Nations Unies pour des pays frappés par des catastrophes naturelles. Pendant la même période, l'Organisation a coordonné les éléments du Processus d'appel commun faisant partie de son mandat et rassemblé toutes les organisations humanitaires pour planifier, mettre en œuvre et superviser leurs réponses aux catastrophes et aux urgences dans 11 pays et une région (tous les pays ayant fait l'objet d'un processus d'appel commun en 2008 l'ont été également en 2009). La FAO a coordonné 31 missions d'évaluation interinstitutions qui ont débouché sur l'élaboration de plans d'action nationaux à moyen et long terme sur la sécurité alimentaire et l'agriculture. Trente-sept autres missions d'évaluation rapides ont été demandées par l'Union européenne dans le cadre de sa Facilité alimentaire d'un milliard.

164. On s'est attaché à renforcer les capacités de la FAO à intervenir en tant que source diversifiée de compétences opérationnelles et techniques en matière de réduction des risques de catastrophe et de gestion des risques de catastrophe. Le groupe de travail interne sur la gestion des risques de catastrophe a cherché les moyens d'intégrer les compétences opérationnelles et techniques en vue de réduire et de gérer ce type de risque et encouragé l'utilisation d'outils et de méthodes normatives et opérationnelles en la matière. Ses activités ont contribué à améliorer et à élargir les approches pluridisciplinaires concernant l'état de préparation et les réponses aux urgences. On notera les réalisations marquantes suivantes: des avis techniques et des boîtes à outils sur des thèmes liés à la gestion des risques de catastrophe, notamment des inventaires sur les possibilités d'adaptation au changement climatique en Asie et en Afrique; le manuel d'analyse des systèmes de gestion des risques de catastrophe, et deux évaluations de référence sur ces risques, axées sur les catastrophes naturelles et la parité hommes-femmes; des fiches d'information sur les enseignements tirés des urgences et leur incidence sur la sécurité alimentaire, la nutrition et les moyens d'existence; et une brochure sur la gestion des risques de catastrophe dans l'alimentation et l'agriculture, utilisée aux fins de plaidoyer.

Type de produit	Approuvés dans le PTB	Annulés/ différés	Non planifiés	Total exécutés	Exécutés non modifiés	Exécutés modifiés	Exécution en pourcentage	
Renforcement des capacités	1	0	0	0	1	1	0	100%
Échange de l'information et coordination	2	0	0	0	2	2	0	100%
Produits et systèmes d'information et bases de données	2	0	0	0	2	2	0	100%
Fourniture de services aux personnels, départements et membres	1	0	0	0	1	1	0	100%
Conseils techniques aux États Membres et au Programme de terrain	2	0	0	0	2	2	0	100%
Total	8	0	0	0	8	8	0	100%

Programme 4E: Programme de coopération technique

Programme ordinaire		(en milliers d'USD)
Ouvertures nettes de crédit		109 223
Recettes effectives		0
Programme de travail ajusté		109 223
<hr/>		
Dépenses, au taux budgétaire		109 223
Écart (dépassement)/sous-utilisation		0
Appui extrabudgétaire au Programme ordinaire		0
<hr/>		
Programme de terrain		
Appui extrabudgétaire au Programme de terrain/Assistance aux pays Membres		0
Urgences financées par des fonds extrabudgétaires		0
Exécution de projets du PCT et du PSSA		450
Total exécution du Programme de terrain		450
<hr/>		
Total des dépenses		109 673

Entité de programme

4EP01 – Programme de coopération technique

4ES01 - Gestion du programme, suivi et coordination du PCT

165. Les faits marquants concernant le PCT en 2008-2009 sont décrits en détail dans la section II-B de la version imprimée du rapport principal sur l'exécution du Programme. Des exemples de projets PCT sont également présentés dans la section II-C.

Type de produit	Approuvés dans le PTB	Annulés/ différés	Non planifiés	Total exécutés	Exécutés non modifiés	Exécutés modifiés	Exécution en pourcentage
Fourniture de services aux personnels, départements et membres	1		0	0	1	1	0 100%
Conseils techniques aux États Membres et au Programme de terrain	2		0	0	2	2	0 100%
Total	3		0	0	3	3	0 100%

CHAPITRE 5: SERVICES DE GESTION ET DE SUPERVISION

Programme 5A: Contrôle

Programme ordinaire	(en milliers d'USD)
Ouvertures nettes de crédit	14 522
Recettes effectives	1 335
Programme de travail ajusté	15 857
Dépenses, au taux budgétaire	14 410
Écart (dépassement)/sous-utilisation	1 447
Appui extrabudgétaire au Programme ordinaire	2
Programme de terrain	
Appui extrabudgétaire au Programme de terrain/Assistance aux pays Membres	0
Urgences financées par des fonds extrabudgétaires	0
Exécution de projets du PCT et du PSSA	0
Total exécution du Programme de terrain	0
Total des dépenses	14 412

Entité de programme

5AP01 - Vérification extérieure des comptes

5AP02 - Vérification intérieure, inspection et suivi du Système de contrôle intérieur et de gestion financière de l'Organisation.

5AP03 - Évaluation indépendante

166. Le Bureau de l'Inspecteur général (AUD) a appuyé activement les efforts de réforme de l'Organisation, tout en poursuivant le cycle de vérification des activités de la FAO au Siège et dans les bureaux décentralisés, conformément aux priorités définies dans son plan de travail biennal axé sur les risques. Le Bureau a réalisé des vérifications dans plus de 40 pays et dans les services du Siège, et a établi 82 rapports regroupant au total 709 recommandations. Ces vérifications ont porté sur un large éventail de domaines, l'accent étant mis sur l'amélioration des opérations et le renforcement de la structure de contrôle interne de l'Organisation. Au 31 décembre 2009, l'Organisation avait appliqué plus de 98 % des 2 468 recommandations formulées par le Bureau entre 2002 et 2007, et mis en œuvre 70 % et 28 % de celles faites en 2008 et 2009 respectivement.

167. Le nombre de dossiers instruits est passé de 32 en 2008 à 57 en 2009. Au cours de l'exercice écoulé, le Bureau de l'Inspecteur général a classé 70 dossiers et établi 11 rapports d'enquête. La plupart des dossiers et rapports concernaient des membres du personnel ou des fournisseurs et portaient sur des cas de fraude et de fausse déclaration, d'inconduite du personnel et de recours abusif à la formule d'octroi d'une somme forfaitaire au titre des voyages autorisés.

168. Le transfert au Bureau de l'Inspecteur général des responsabilités relatives au Programme de vérification à l'échelle locale s'est achevé, et les procédures de vérification en place permettent désormais de réaliser des évaluations plus fiables, plus rapides et de meilleure qualité de la gestion financière et administrative des bureaux de terrain de la FAO. Le Bureau a fortement contribué à aider la FAO à s'engager dans la voie de la Gestion des risques à l'échelle de l'Organisation (ERM), et s'est associé à Deloitte, une société de conseil spécialisée dans ce domaine, en vue de la réalisation d'une évaluation globale des méthodes

actuelles de gestion des risques de la FAO. L'ERM sera mise en place dans son intégralité au cours de l'exercice 2010-11.

169. Les travaux du *Service de l'évaluation* ont porté principalement sur les aspects suivants:
- a) réalisation d'évaluations internes soumises par la suite au Comité du Programme (par exemple: évaluation des activités menées par la FAO en matière de secours d'urgence et de relèvement dans la Corne de l'Afrique; évaluation des travaux de la FAO concernant les instruments internationaux; évaluation indépendante du rôle et des activités de la FAO dans le domaine des statistiques; *L'efficacité de la FAO dans les différents pays: synthèse des évaluations*, évaluation portant sur le Mozambique, la Sierra Leone, le Cambodge et le Honduras);
 - b) évaluations des activités de la FAO dans les pays (Honduras, Inde, République démocratique du Congo, Tadjikistan, Soudan);
 - c) évaluations de projets de développement et de programmes de partenariat: Accord sur le Programme de coopération FAO-Norvège (APC); trois projets financés par les Pays-Bas et mis en œuvre par des organismes nationaux en Inde; Programme national de sécurité alimentaire au Nigéria; Projet d'appui à la lutte préventive contre le criquet pèlerin dans quatre États Membres de la CLCPRO; évaluation conjointe CE/FAO du Programme d'information pour l'action sur la sécurité alimentaire et du Programme CE/FAO de sécurité alimentaire; et cinq programmes spéciaux pour la sécurité alimentaire financés par la Jamahiriya arabe libyenne au Burkina Faso, au Mali, au Niger, au Soudan et au Tchad;
 - d) évaluation des interventions d'urgence et de relèvement, notamment: Aide immédiate au redressement pour les petits exploitants agricoles et les éleveurs dénués de ressources et victimes de la guerre au sud du Liban; Programme participatif de surveillance des maladies et d'intervention en Indonésie; interventions d'urgence en Iraq; Interventions de la FAO dans le cadre du Fonds central d'intervention pour les urgences humanitaires (CERF);
 - e) fourniture de services d'appui technique et de contrôle dans le cadre de 33 autres évaluations de projets.

170. Le Service de l'évaluation a cherché à renforcer la consultation des parties prenantes pendant le processus d'évaluation afin de promouvoir l'apprentissage institutionnel, et a eu plus largement recours aux groupes consultatifs de donateurs aux fins d'évaluations de grande ampleur financées en grande partie au titre de ressources extrabudgétaires. Le système de suivi mis en place au cours de l'exercice a permis de recueillir des informations plus précises sur les dates auxquelles les projets devaient être soumis à évaluation, et a facilité le suivi des réponses de la direction aux évaluations. Le Service s'est concentré en particulier sur l'impact des interventions de la FAO dans les domaines dans lesquels elle a été particulièrement active, et des séminaires méthodologiques ont été organisés à l'issue de chaque exercice d'évaluation à l'intention du personnel chargé des évaluations et des autres fonctionnaires de la FAO concernés.

Type de produit	Approuvés dans le PTB	Annulés/Non différés	Total planifiés	Total exécutés	Exécutés non modifiés	Exécutés modifiés	Exécution en pourcentage
Produits et systèmes d'information et bases de données	4	0	0	4	4	3	100 %
Fourniture de services au personnel, aux départements et aux membres	7	0	1	8	8	8	114 %
Total	11	0	1	12	11	11	109 %

Programme 5B: Services pour le budget-programme

Programme ordinaire	(en milliers d'USD)
Ouvertures nettes de crédit	7 622
Recettes effectives	1 107
Programme de travail ajusté	8 729
Dépenses, au taux budgétaire	8 254
Écart (dépassement)/sous-utilisation	475
Appui extrabudgétaire au Programme ordinaire	3 709
Programme de terrain	
Appui extrabudgétaire au Programme de terrain/Assistance aux pays Membres	525
Urgences financées par des fonds extrabudgétaires	0
Exécution de projets du PCT et du PSSA	0
Total exécution du Programme de terrain	525
Total des dépenses	12 488

Entité de programme

Appui à la planification, à la budgétisation, à l'exécution et au suivi du Programme fondés sur les résultats et établissement de rapports à ce sujet
Appui central aux DPAI

171. Au cours de l'exercice 2008-09, des efforts considérables ont été déployés en vue à l'élaboration d'un modèle global de planification et d'exécution fondé sur les résultats (voir également la section I de la version imprimée du Rapport sur l'exécution du Programme). À l'issue de consultations approfondies menées au sein du CoC-EEI, du Comité du Programme et du Comité financier, des documents entièrement révisés et à caractère prospectif ont été soumis aux instances intergouvernementales concernées, puis à la Conférence de la FAO, à sa session de novembre 2009: le Cadre stratégique de la FAO 2010-19, le Plan à moyen terme 2010-13 et le Programme de travail et budget 2010-11. Un autre fait notable tient à l'intégration plus étroite prévue entre les ressources du budget ordinaire et les ressources extrabudgétaires, conformément au PAI. Des discussions internes approfondies ont été menées par le biais de divers mécanismes (l'avis d'experts extérieurs a également été sollicité), et une formation a été dispensée en vue de la mise en place de ce nouveau modèle. Le système d'appui à la planification et à l'évaluation du programme (PIRES) a également été modifié afin de

mieux répondre aux besoins nouveaux de l'Organisation. Dans le même temps, le processus habituel d'allocation des ressources du PTB 2008-09 (notamment les dispositions adoptées à l'appui des activités pluridisciplinaires hautement prioritaires) a été maintenu, et le suivi régulier de l'utilisation faite de ces ressources s'est poursuivi. Il en a été de même des ressources tirées du remboursement des dépenses d'appui aux activités de terrain.

Type de produit	Approuvés dans le PTB	Annulés/Non différés	Non planifiés	Total exécutés	Exécutés non modifiés	Exécutés modifiés	Exécution en pourcentage
Renforcement des capacités	1	0	0	1	1	0	100 %
Produits et systèmes d'information et bases de données	5	(1)	0	4	4	0	80 %
Autres	2	(1)	0	1	1	0	50 %
Fourniture de services au personnel, aux départements et aux membres	11	(1)	0	10	9	1	91 %
Total	19	(3)	0	16	15	1	84 %

Programme 5C: Services financiers

Programme ordinaire	(en milliers d'USD)
Ouvertures nettes de crédit	10 156
Recettes effectives	10 084
Programme de travail ajusté	20 240
Dépenses, au taux budgétaire	18 612
Écart (dépassement)/sous-utilisation	1 628
Appui extrabudgétaire au Programme ordinaire	0
Programme de terrain	
Appui extrabudgétaire au Programme de terrain/Assistance aux pays Membres	0
Urgences financées par des fonds extrabudgétaires	0
Exécution de projets du PCT et du PSSA	0
Total exécution du Programme de terrain	0
Total des dépenses	18 612

Entité de programme

5CP01 - Service central de comptabilité centrale et rapports financiers

5CP02 - Opérations et systèmes financiers

5CP03 - Opérations de trésorerie

172. Les services financiers recouvrent principalement la comptabilité financière et l'établissement des rapports financiers, les opérations de trésorerie et la maintenance des systèmes, l'accent étant mis sur

l'efficacité et la performance des informations et des services financiers de l'Organisation. Ainsi, certaines opérations relatives aux comptes créditeurs ont été transférées au Centre des services communs de Budapest, ce qui a permis de réaliser des économies annuelles de 0,7 million d'USD.

173. En dépit de la crise financière mondiale survenue au cours de l'exercice 2008-09, le rendement global du portefeuille de placements à court terme (estimé à 933 millions d'USD au 31 décembre 2009) a été positif, et le rendement du portefeuille de placements à long terme (destiné au financement des obligations de l'Organisation au titre des programmes en faveur du personnel après cessation de service, et évalué à 294 millions d'USD au 31 décembre 2009) proche de l'objectif visé. Ces résultats sont attribuables à la réduction prudente et anticipée du profil de risque des investissements à court terme de l'Organisation (constitués pour l'essentiel de contributions volontaires conservées dans l'attente des décaissements au titre des projets), ainsi qu'à la « mise en quarantaine » et à la liquidation des titres financiers à risque.

174. Les nouveaux services bancaires mis en place avec la banque HSBC ont permis de simplifier le traitement électronique des paiements au Siège et la reconstitution directe des ressources des bureaux extérieurs. Il en a résulté une baisse globale des frais bancaires (plus de 400 000 dollars sous forme d'intérêts et de marges de change), alors que, dans le même temps, les demandes en liquidités des bureaux extérieurs ont fortement augmenté.

175. Les opérations comptables liées aux projets se sont considérablement intensifiées en raison de l'augmentation et de la complexité grandissante des projets, alors que les contributions extrabudgétaires ont atteint par ailleurs un niveau record de plus d'un milliard de dollars pour l'ensemble de l'exercice. Les travaux d'analyse financière ont également gagné en ampleur, l'objectif étant d'aider la direction et les organes directeurs à prendre des décisions, notamment en ce qui concerne le Plan d'assurance médicale après cessation de service de la FAO, qui souffre d'un déficit de financement. Dans le même temps, des améliorations ont été apportées aux procédures d'établissement des rapports financiers, afin d'accroître la transparence et l'utilité des informations financières communiquées. Le projet sur les Normes comptables internationales pour le secteur public (IPSAS), dont les résultats sont présentés dans le Rapport principal sur l'exécution du Programme, à la section Dépenses d'équipement, a également fait l'objet d'un travail important.

Type de produit	Approuvés dans le PTB	Annulés/Non différés	Total planifiés	Total exécutés	Exécutés non modifiés	Exécutés modifiés	Exécution en pourcentage
Produits et systèmes d'information et bases de données	10	(1)	0	9	8	1	90 %
Fourniture de services au personnel, aux départements et aux membres	22	(1)	0	21	21	0	95 %
Total	32	(2)	0	30	29	1	94 %

Programme 5D: Gestion des ressources humaines et bien-être du personnel

Programme ordinaire	(en milliers d'USD)
Ouvertures nettes de crédit	17 338
Recettes effectives	3 808
Programme de travail ajusté	21 146
Dépenses, au taux budgétaire	25 036
Écart (dépassement)/sous-utilisation	(3 890)
Appui extrabudgétaire au Programme ordinaire	1 709
Programme de terrain	
Appui extrabudgétaire au Programme de terrain/Assistance aux pays Membres	0
Urgences financées par des fonds extrabudgétaires	0
Exécution de projets du PCT et du PSSA	0
Total exécution du Programme de terrain	0
Total des dépenses	26 745

Entité de programme

5DP01 - Services sanitaires et médicaux
5DP02 - Services juridiques relatifs aux ressources humaines
5DP03 - Politiques, planification et activités interinstitutions relatives aux ressources humaines
5DP04 - Développement de l'Organisation et structure du personnel
5DP05 - Formation et perfectionnement du personnel
5DP06 - Services de sécurité sociale

176. Le cadre stratégique et plan d'action consolidé de l'Organisation en matière de ressources humaines a permis de moderniser la fonction RH et d'en faire un outil plus stratégique et proactif. Les mesures de restructuration organisationnelle et d'ajustement des effectifs ont été appuyées activement dans le cadre du processus de réforme de la FAO; elles ont notamment conduit à la déstratification d'un tiers des postes de direction du Siège et à la mise en place, à titre pilote, de modalités visant à promouvoir le travail d'équipe, l'objectif étant d'alléger les structures et la hiérarchie de l'Organisation. Le processus de réforme s'est appuyé par ailleurs sur de nouvelles politiques de gestion des ressources humaines qui ont pour objet de rajeunir le personnel et de créer un environnement de travail porteur au sein de l'Organisation.

177. Les activités de perfectionnement du personnel et les possibilités d'apprentissage ont été élargies, et de nouveaux programmes axés notamment sur la diversité, la négociation, la gestion des conflits, l'analyse du cadre logique et la gestion fondée sur les résultats ont été mis en œuvre. Le Programme de gestion et d'encadrement a été étoffé, et des partenariats plus étroits ont été établis avec le GCRAI et le Programme des Nations Unies pour le perfectionnement des cadres de direction. Le premier Forum sur la gestion d'organisations a été organisé en 2009 au titre du Programme de gestion et d'encadrement. Il a réuni les experts de haut niveau d'institutions prestigieuses et plus de 500 fonctionnaires de la FAO.

178. Le nouveau système de gestion et d'évaluation de la performance (PEMS) a fait l'objet de deux exercices pilotes durant la période 2008-09. Les taux de participation ont atteint 96 % au cours de la phase de planification, et 85 % lors de l'évaluation de fin d'année. En 2009, la phase pilote a été étendue à 400 participants, alors que s'achevait dans le même temps l'élaboration du module en ligne Oracle du PEMS.

Un programme de formation à part entière sur le PEMS, destiné à plus de 3 500 fonctionnaires du Siège et des bureaux décentralisés, a été lancé en septembre 2009. Le PEMS est opérationnel depuis janvier 2010 pour l'ensemble des utilisateurs de la FAO.

179. Comme indiqué à la section III E de la version imprimée du Rapport sur l'exécution du Programme, des mesures ont été prises afin de promouvoir une répartition équilibrée des postes entre les hommes et femmes et entre les régions. Il s'agissait notamment d'actualiser les procédures de sélection des fonctionnaires du cadre organique et de définir des objectifs assortis d'un calendrier précis. La constitution d'une base de données sur les organisations et leurs adresses électroniques a été entreprise pour favoriser une plus large diffusion des avis de vacance de poste de la FAO et atteindre un plus grand nombre de candidates qualifiées et de ressortissants de pays non ou sous-représentés au sein de l'Organisation. Les initiatives lancées pour renforcer les programmes d'amélioration des capacités ciblant les jeunes étudiants, diplômés ou cadres (Programme de stage de la FAO ou Programme relatif aux jeunes cadres et aux cadres associés, par exemple) ont également bien progressé.

180. La Division de la gestion des ressources humaines a continué à examiner les doléances du personnel et à suivre les cas susceptibles de sanctions disciplinaires. Elle a également donné des conseils aux supérieurs hiérarchiques pour résoudre à un stade précoce les différends liés au travail. Les politiques et pratiques de la FAO relatives au bien-être et à la sécurité sociale du personnel ont été révisées et alignées sur celles du système des Nations Unies et d'autres organisations internationales, afin de fournir au personnel des services de qualité en matière de retraite, d'assurance-maladie et d'indemnisation. Forte du succès obtenu dans l'administration des contrats d'assurance du personnel, qui sont les plus importants de tous les contrats dont elle assure la gestion, l'Organisation a pu étendre ses services à d'autres agences spécialisées des Nations Unies ayant leur siège hors de Rome, et a pu ainsi profiter des économies d'échelle réalisées et d'une efficacité accrue.

Type de produit	Approuvés dans le PTB	Annulés/Non différés	Non planifiés	Total exécutés	Exécutés non modifiés	Exécutés modifiés	Exécution en pourcentage
Renforcement des capacités	1	(1)	0	0	0	0	0 %
Échange d'information et coordination	3	0	0	3	3	0	100 %
Conseils en matière de politiques et de législation	3	0	0	3	3	0	100 %
Fourniture de services au personnel, aux départements et aux membres	28	(3)	0	25	25	0	89 %
Total	35	(4)	0	31	31	0	89 %

Programme 5E: Achats

Programme ordinaire	(en milliers d'USD)	
	Ouvertures nettes de crédit	5 776
	Recettes effectives	7 039
	Programme de travail ajusté	12 815
	Dépenses, au taux budgétaire	12 264
	Écart (dépassement)/sous-utilisation	551
Appui extrabudgétaire au Programme ordinaire		0
Programme de terrain		
	Appui extrabudgétaire au Programme de terrain/Assistance aux pays Membres	106
	Urgences financées par des fonds extrabudgétaires	0
	Exécution de projets du PCT et du PSSA	0
	Total exécution du Programme de terrain	106
Total des dépenses		12 370

Entité de programmes
5EP01 - Achats

181. Au cours de l'exercice, la Section 502 du Manuel relatif aux achats a fait l'objet d'une révision majeure, avec effet au 1^{er} janvier 2010. Il s'agissait en particulier de répondre aux besoins accrus des bureaux décentralisés, d'intégrer les pratiques optimales d'achats, de tenir compte de l'augmentation des délégations de pouvoirs en matière d'achat sur le terrain et de pallier les carences relevées par ailleurs. La nouvelle Section 502 a aussi permis à la FAO d'intervenir de manière constructive dans le cadre de l'exercice de l'UE sur les quatre piliers de la sécurité alimentaire, ce qui est eu des incidences positives immédiates sur la coopération entre la FAO et l'UE dans le contexte de la Facilité de réponse rapide de la CE.

182. Un programme complet de formation (assorti de supports pédagogiques et d'une série de modules de formation) et des pages web d'utilisation conviviale ont été mis en place afin de favoriser l'application cohérente des lignes directrices pertinentes et une délégation accrue des pouvoirs aux bureaux décentralisés, conformément à la Section 502 révisée. D'autres améliorations ont été apportées dans le domaine des achats, et notamment: l'achèvement du prototype d'aide à la décision en matière d'achats; la mise en œuvre d'un projet de gestion des fournisseurs; et la création d'un groupe de travail spécial chargé de répondre en temps opportun aux besoins liés aux opérations d'urgence en matière d'achats d'intrants tels que semences, engrais et outils agricoles manuels.

183. Le personnel chargé des achats dans les trois organisations dont le siège est à Rome ont mis en commun leurs ressources, leurs moyens, leurs compétences et leur expérience afin de réduire leurs coûts et de réaliser des économies d'échelle. Une équipe conjointe d'achat a été créée à titre pilote aux fins des quatre objectifs suivants: a) planification conjointe des activités d'achat; b) lancement d'appels d'offres conjoints pour la fourniture des principaux produits et services destinés aux trois sièges (à l'exclusion des achats de produits alimentaires, de semences ou d'engrais notamment, effectués sur le terrain ou dans le cadre d'opérations d'urgence); c) alignement des dates d'expiration des marchés afin de faciliter le lancement d'appels d'offres conjoints; et d) évaluation des autres possibilités d'harmonisation.

Type de produit	Approuvés dans le PTB	Annulés/Non différés	Total planifiés	Total exécutés	Exécutés non modifiés	Exécutés modifiés	Exécution en pourcentage
Fourniture de services au personnel, aux départements et aux membres	3	0	0	3	3	0	100 %
Total	3	0	0	3	3	0	100 %

Programme 5F: Gestion des locaux

Programme ordinaire	(en milliers d'USD)
Ouvertures nettes de crédit	37 793
Recettes effectives	4 219
Programme de travail ajusté	42 012
Dépenses, au taux budgétaire	43 509
Écart (dépassement)/sous-utilisation	(1 497)
Appui extrabudgétaire au Programme ordinaire	616
Programme de terrain	
Appui extrabudgétaire au Programme de terrain/Assistance aux pays Membres	0
Urgences financées par des fonds extrabudgétaires	0
Exécution de projets du PCT et du PSSA	0
Total exécution du Programme de terrain	0
Total des dépenses	44 125

Entité de programmes
5FP01 - Service central des dossiers
5FP02 - Services de gestion des installations

184. Les principales installations ayant fait l'objet de travaux de rénovation au cours de la période 2008-09 sont le studio de télévision et de radio Angola et la salle de réunion Nigéria. La salle Soudan a été transformée en un espace de bureau ouvert équipé de 20 postes de travail ergonomiques, d'un nouveau système d'éclairage et d'une salle de visioconférence. De manière générale, les bureaux et les salles de conférence ont été rénovés et modernisés (10 % des espaces de bureaux du Siège ont été repeints, et 5 % ont été équipés de revêtements de sol neufs). Ils peuvent désormais faire l'objet d'une utilisation polyvalente et sont conformes aux normes de sécurité européennes en vigueur. Par ailleurs, les exigences particulières liées à la tenue de la Conférence de haut niveau de 2008 et du Sommet mondial sur la sécurité alimentaire de 2009 ont été satisfaites.

185. La principale cage d'escalier intérieur du bâtiment A et les portes de la cuisine du huitième étage ont été rénovées et sont désormais conformes aux normes de lutte anti-incendie et de sécurité. Le nouvel ascenseur du bâtiment C permet un accès direct au huitième étage. L'extension et l'amélioration des systèmes de surveillance vidéo et des alarmes périmétriques extérieures (y compris les nouveaux enregistreurs vidéo numériques installés dans la salle de contrôle) et l'installation d'un nouveau système d'éclairage extérieur des bâtiments de la FAO répondent aux mêmes objectifs de sécurité. Par ailleurs, le système électrique du

bâtiment A a été remplacé au sous-sol, au rez-de-chaussée et au premier étage. Des travaux préparatoires ont été réalisés en vue de l'installation d'un pavillon d'entrée séparé devant l'entrée principale de la FAO.

186. La mise en place du Système de gestion environnementale, qui permettra de mesurer l'impact sur l'environnement des bâtiments de la FAO à Rome, conformément à la norme ISO 14001, est une autre réalisation notable. Ce système prévoit notamment le tri des déchets, l'installation de fontaines à eau et le remplacement du système de chauffage, ventilation et climatisation de l'Organisation, afin de réduire les émissions de gaz appauvrissant la couche d'ozone. En 2009, un litige relatif à la collecte des ordures opposant depuis fort longtemps la FAO à l'Agence environnementale de la municipalité de Rome (AMA), et qui aurait pu coûter plus de 16 millions d'euros à l'Organisation, a été réglé. Par ailleurs, la FAO s'est employée à récupérer en totalité auprès des concessionnaires et sous-traitants extérieurs les coûts de l'entretien et des services collectifs. S'agissant des services de courrier, le volume de documents envoyés aux boîtes postales des ambassades à la FAO et par le biais de la valise diplomatique a été considérablement réduit. À la suite de la mise en place du CSC à Budapest, quelque 7 000 dossiers du personnel jusqu'alors conservés dans les Bureaux régionaux de la FAO ont été transférés au Siège pour y être enregistrés sur microfilms, classés et archivés.

187. Une assistance a été fournie en réponse aux besoins en infrastructures des projets de terrain: en Iraq, un centre de recherche, deux bâtiments administratifs, deux laboratoires d'analyse de semences, une unité pilote de transformation de dattes et un bâtiment préfabriqué destiné à accueillir deux centres d'élevage de poissons géniteurs/écloseries ont été construits en différents lieux; au Soudan, une trentaine de bâtiments ont été construits au titre du Programme de rétablissement des capacités de production du Soudan, qui se déroule sur quatre ans et bénéficie d'un financement de la Commission européenne.

Type de produit	Approuvés dans le PTB	Annulés/Non différés	Total planifiés	Total exécutés	Exécutés non modifiés	Exécutés modifiés	Exécutions en pourcentage
Fourniture de services au personnel, aux départements et aux membres	8	(1)	0	7	7	0	88 %
Total	8	(1)	0	7	7	0	88 %

Programme 5G: Réunions, services linguistiques et protocole

Programme ordinaire	(en milliers d'USD)
Ouvertures nettes de crédit	9 926
Recettes effectives	170
Programme de travail ajusté	10 096
Dépenses, au taux budgétaire	9 814
Écart (dépassement)/sous-utilisation	282
Appui extrabudgétaire au Programme ordinaire	228
Programme de terrain	
Appui extrabudgétaire au Programme de terrain/Assistance aux pays Membres	0
Urgences financées par des fonds extrabudgétaires	0
Exécution de projets du PCT et du PSSA	0
Total exécution du Programme de terrain	0
Total des dépenses	10 042

Entité de programme
5GP01 - Correspondance officielle
5GP02 - Programmation des réunions au Siège et sur le terrain
5GP03 - Fourniture et surveillance des services linguistiques de la FAO
5GP04 - Services de protocole et liaison avec les Représentants permanents

188. Le recours aux nouvelles technologies s'est poursuivi dans des domaines tels que la programmation des réunions, la traduction à distance pour les grandes réunions hors siège, la maîtrise des flux de travail, la distribution et l'archivage de documents, l'objectif étant de faciliter les échanges de données entre les systèmes existants. Le nombre de réunions tenues en 2008-09 (248) représente une augmentation de 8 % par rapport à l'exercice 2006-07.

189. Au total, 15 890 demandes de traduction et d'impression ont été traitées par le biais du Système électronique de demande de traitement de documents (E-DPR), soit une augmentation de 29 % par rapport à l'exercice précédent. Le nombre total de mots traduits par le service de traduction interne s'élève à 25 millions (hors documents non officiels externalisés directement par les unités de la FAO), ce qui représente une augmentation de 34,7 % par rapport à la période 2006-07. L'exercice 2008-09 a par ailleurs été marqué par une hausse de l'ordre de 36 % du nombre de jours d'interprétation par rapport à l'exercice précédent, ce qui témoigne de l'accroissement global du nombre et de la complexité des réunions. Des efforts constants ont été déployés afin de limiter le nombre d'exemplaires imprimés pour chaque document, grâce à un large recours à la méthode consistant à ne distribuer certains documents que par le biais du site web de l'Organisation. La mise en œuvre d'une politique d'impression électronique visant à renforcer les capacités d'impression à la demande, de manière à réduire les besoins liés à la conservation prolongée des exemplaires des documents imprimés, a permis de réduire encore de près de 14 % le volume de documents imprimés en noir et blanc.

190. Des services de protocole et de logistique ont été mis à la disposition des chefs d'État et de gouvernements en visite officielle et des autres chefs de délégations participant aux réunions de la FAO. La communication et la liaison avec les Membres et leurs représentations permanentes respectives ont été maintenues en permanence, de sorte que la correspondance puisse être préparée et expédiée dans les délais voulus, et que toutes les questions et demandes d'information soient traitées de manière satisfaisante. Des contacts étroits ont également été maintenus avec les autorités du pays hôte, ainsi qu'avec les Groupes régionaux. Le bureau des visas de la FAO a continué de traiter les demandes de délivrance et de renouvellement des laissez-passer des Nations Unies, des cartes d'identité et des visas pour les déplacements officiels du personnel de la FAO/du PAM. Le nouveau système en ligne mis en place par le Ministère italien des affaires étrangères a permis d'alléger la charge de travail liée à la délivrance et au renouvellement des cartes d'identité du personnel de la FAO/du PAM de nationalité italienne et des membres de leurs familles.

Type de produit	Approuvés dans le PTB	Annulés/Non différés	Non planifiés exécutés	Total exécutés	Exécutés non modifiés	Exécutés modifiés	Exécutions en pourcentage
Produits et systèmes d'information et bases de données	8	0	0	8	8	0	100 %
Fourniture de services au personnel, aux départements et aux membres	18	0	0	18	18	0	100 %
Total	26	0	0	26	26	0	100 %

Programme 5H: Services communs

Programme ordinaire	(en milliers d'USD)	
Ouvertures nettes de crédit		21 427
Recettes effectives		8 433
Programme de travail ajusté		29 860
Dépenses, au taux budgétaire		28 821
Écart (dépassement)/sous-utilisation		1 039
Appui extrabudgétaire au Programme ordinaire		0
Programme de terrain		
Appui extrabudgétaire au Programme de terrain/Assistance aux pays Membres		0
Urgences financées par des fonds extrabudgétaires		0
Exécution de projets du PCT et du PSSA		0
Total exécution du Programme de terrain		0
Total des dépenses		28 821

Entité de programme

5HP01 - Fourniture de services d'appui à la gestion

191. Le Centre des services communs (CSC) de Budapest est maintenant entièrement opérationnel. Depuis le 1er janvier 2008, certains services, et notamment des services d'assistance aux utilisateurs, sont assurés dans les domaines des voyages et des ressources humaines. Durant l'année 2008, l'ensemble des services des ressources humaines et des voyages ont été progressivement transférés à Budapest. À la fin de 2008, d'autres services (traitement des factures et gestion des instructions bancaires des fournisseurs, notamment) ont été délocalisés. D'autres services de traitement des achats et de gestion des immobilisations ont suivi en 2009. Les services de la paie, des expéditions et de la coordination des systèmes d'information administrative sont restés au Siège, où de nombreuses améliorations ont été apportées au Système de gestion des ressources humaines. Le CSC a également participé à l'élaboration du nouveau Système d'information pour la gestion des ressources humaines, en intervenant notamment à l'appui de la qualité des données. Il a également pris part aux efforts de décentralisation en assurant la mise en place du module de libre-service du Système de gestion des ressources humaines et du systèmes de voyages Atlas.

192. En 2009, le service d'assistance aux utilisateurs du CSC a reçu 15 000 demandes. La même année, le CSC a traité au total 40 000 factures, effectué plus de 13 000 transactions et répondu à 60 000 demandes d'informations concernant les voyages (hors expéditions). Pour faciliter les opérations délocalisées, plus de 5 000 dossiers concernant notamment le personnel ont été numérisés grâce au Système de gestion électronique des documents récemment mis en place. La révision du site web Intranet du CSC, qui comprend désormais 166 pages exposant en détail les procédures que doivent suivre les clients du CSC, a été une autre initiative de grande ampleur. Enfin, une enquête sur la satisfaction des clients, à laquelle ont participé plus de 700 membres du personnel, a été réalisée en novembre 2009. Les résultats qui s'en dégagent sont encourageants: le taux global de satisfaction est supérieur à 70 %, et les répondants ont fait des suggestions très utiles quand aux améliorations à apporter aux services. L'enquête a également mis en évidence la nécessité d'améliorer l'information du personnel. Ainsi, plus des deux tiers des répondants ont déclaré ignorer l'existence des Accords sur les niveaux de service.

Type de produit	Approuvés dans le PTB	Annulés/Non différés	Non planifiés exécutés	Total exécutés	Exécutés non modifiés	Exécutés modifiés	Exécutions en pourcentage	
Produits et systèmes d'information et bases de données		2	0	0	2	2	0	100 %
Autres		1	0	0	1	1	0	100 %
Fourniture de services au personnel, aux départements et aux membres		10	(1)	0	9	9	0	90 %
Total		13	(1)	0	12	12	0	92 %

CHAPITRE 8: DÉPENSES D'ÉQUIPEMENT

Programme 8A: Dépenses d'équipement

Programme ordinaire	(en milliers d'USD)
Ouvertures nettes de crédit	20 102
Recettes effectives	(4 601)
Programme de travail ajusté	15 501
Dépenses, au taux budgétaire	15 499
Variance des dépenses (supérieures)/inférieures	2
Total des ressources	15 499

Entité de programme

- 8AA01 - Système de téléphonie au Siège et dans les bureaux régionaux
- 8AA02 – Applications administratives de l'Organisation
- 8AA03 - Logiciel de serveur et gestion des licences d'accès client pour le Siège et les bureaux régionaux
- 8AA04 – Soutien informatique aux réunions
- 8AA05 – Projet de Système de gestion des ressources humaines (SGRH)
- 8AA06 – Projet de remplacement du système de comptabilité de terrain
- 8AA07 – Système électronique de gestion documentaire
- 8AA08 – Normes comptables internationales pour le secteur public (IPSAS)
- 8AA09 – Systèmes d'infrastructure (bâtiment)
- 8AA10 – Applications techniques de l'Organisation

193. On trouvera dans la version imprimée du Rapport sur l'exécution du Programme (section III C) un compte-rendu exhaustif de la mise en œuvre des projets financés au titre du Dispositif pour les dépenses d'équipement, dont la liste figure au tableau ci-dessus.

Type de produit	Approuvés dans le PTB	Annulés/Non différés	Non planifiés	Total exécutés	Exécutés non modifiés	Exécutés modifiés	Exécution en pourcentage
Produits et systèmes d'information et bases de données	13	(6)	0	7	7	0	54 %
Fourniture de services au personnel, aux départements et aux membres	13	(2)	2	13	10	3	100 %
Total	26	(8)	2	20	17	3	77 %

CHAPITRE 9: DÉPENSES DE SÉCURITÉ

Programme 9A: Sécurité au Siège

Programme ordinaire	(en milliers d'USD)
Ouvertures nettes de crédit	10 292
Recettes effectives	82
Programme de travail ajusté	10 374
Dépenses, au taux budgétaire	10 676
Écart (dépassement)/sous-utilisation	(302)
Total des ressources	10 676

Entité de programme

9AP02 - Protection du personnel, des biens et des activités de la FAO au Siège

194. Des informations complètes sur l'utilisation du Dispositif pour les dépenses de sécurité au Siège figurent dans la version imprimée du Rapport sur l'exécution du Programme (section III C).

Type de produit	Approuvés dans le PTB	Annulés/Non différés	Non planifiés	Total exécutés	Exécutés non modifiés	Exécutés modifiés	Exécution en pourcentage
Fourniture de services au personnel, aux départements et aux membres	2	0	0	2	2	0	100 %
Total	2	0	0	2	2	0	100 %

Programme 9B: Sécurité sur le terrain

Programme ordinaire	(en milliers d'USD)
Ouvertures nettes de crédit	12 985
Recettes effectives	(3 972)
Programme de travail ajusté	9 013
Dépenses, au taux budgétaire	8 734
Écart (dépassement)/sous-utilisation	279
Total des ressources	8 734

Entité de programme

9BP01 - Protection du personnel, des biens et des activités sur le terrain et mise à disposition d'équipements de sécurité aux bureaux des Représentants de la FAO

9BP02 - Mise à disposition d'équipements de sécurité aux bureaux décentralisés de la FAO autres que les bureaux des Représentants

9BP03 - Participation de la FAO aux efforts communs du système des Nations Unies visant à consolider la sécurité sur le terrain

9BP04 - Contribution financière de la FAO au système unifié de gestion de la sécurité des Nations Unies

195. On trouvera également dans la version imprimée du Rapport sur l'exécution du Programme, à la section à la section III C, des informations sur l'utilisation du Dispositif pour les dépenses de sécurité sur le terrain.

Type de produit	Approuvés dans le PTB	Annulés/Non différés	Non planifiés	Total exécutés	Exécutés non modifiés	Exécutés modifiés	Exécution en pourcentage
Produits et systèmes d'information et bases de données	1	0	0	1	1	0	100 %
Autres	0	0	1	1	1	0	0 %
Fourniture de services au personnel, aux départements et aux membres	9	0	1	10	10	0	111 %
Total	10	0	2	12	12	0	120 %

APPENDICE 5: RAPPORT SUR LES RÉUNIONS HORS PROGRAMME ET SUR LES RÉUNIONS ANNULÉES

(1^{ER} JANVIER 2008 - 31 DÉCEMBRE 2009)

1. Dans sa Résolution 21/67, adoptée en novembre 1967, la Conférence a autorisé le Directeur général à organiser des réunions des organes de la FAO et des consultations d'experts autres que celles approuvées dans le Programme de travail et budget, sous réserve que ces réunions soient portées à la connaissance du Conseil à sa session suivante. À sa cent deuxième session (novembre 1992), le Conseil a décidé que les informations relatives aux réunions hors programme et aux réunions annulées seraient fournies dorénavant dans les Rapports sur l'exécution du Programme. La présente annexe rend compte des réunions hors programme et des réunions annulées pour l'exercice allant du 1^{er} janvier 2008 au 31 décembre 2009.

2. Le présent rapport a été établi à partir de la Liste révisée des sessions prévues, qui constitue l'Annexe web IX au Programme de travail et Budget 2008-09. Les données indiquées rendent compte des changements apportés au programme des réunions pendant la période considérée, soit au total 38 réunions hors programmes et 14 réunions annulées.

3. Conformément à la présentation des rapports précédents, les réunions hors programme et les réunions annulées sont présentées en détail dans les pages qui suivent. Les réunions qui n'ont pas un caractère intergouvernemental, comme les consultations du Secrétariat de la FAO avec les parties prenantes, ainsi que les réunions d'information informelles des représentants permanents et les réunions qui se tiennent dans les locaux de l'Organisation mais qui ne concernent pas la FAO, ne figurent pas dans cette liste.

Réunions hors programme approuvées en 2008-09

Entité de programme	Numéro de code	Titre, lieu, dates et observations	Coût direct estimé (USD)	Article de l'Acte constitutif et catégorie
1AP01	CC 701-35	Conférence de la FAO (35 ^e session), 18-22 novembre 2008, Rome (Italie)	824 000	III (1)
1AP01	CC 704-121	Comité financier (121 ^e Session), 31 janv -1 ^{er} février 2008, Rome (Italie)		V-6 (1)
1AP01	CC 704-124	Comité financier (124 ^e session), 5-6 février 2009, Rome (Italie)		V-6 (1)
1AP01	CC 704-125	Comité financier (125 ^e session), 9-10 mars 2009, Rome (Italie)		V-6 (1)
1AP01	CC 704-127	Comité financier (127 ^e session), 27-28 mai 2009, Rome (Italie)		V-6 (1)
1AP01	CC 704-129	Comité financier (129 ^e Session), 18 septembre 2009, Rome (Italie)		V-6 (1)
1AP01	CC 704-130	Comité financier (130 ^e session), 2-3 novembre 2009, Rome (Italie)		V-6 (1)
1AP01	CC 705-87	Comité des questions constitutionnelles et juridiques (CQCJ), 87 ^e session, 25-26 mai 2009, Rome (Italie)	15 000	V-6 (1)

Entité de programme	Numéro de code	Titre, lieu, dates et observations	Coût direct estimé (USD)	Article de l'Acte constitutif et catégorie
1AP01	CC 705-88	Comité des questions constitutionnelles et juridiques (CQCJ), 88 ^e session, 23-25 sept. 2009, Rome (Italie)	15 000	V-6 (1)
1AP01	CC 705-89	Comité des questions constitutionnelles et juridiques (CQCJ), 89 ^e session, 27-28 octobre 2009, Rome (Italie)	15 000	V-6 (1)
2AS03	AGP 816-2	Deuxième Conférence mondiale sur les semences		(4)
2BA03	AGA 901	Atelier technique pour les coordonnateurs nationaux: première étape dans la mise en œuvre du Plan d'action mondial pour les ressources zoogénétiques		(4)
2CP01	FI 815	Réunion du Groupe d'experts de la FAO sur les propositions ayant trait aux listes de la CITES		VI-4 (3)
2CP01	AGP 728 (a)	Groupe de travail du Comité des normes		VI-4 (3)
2CP01	AGP 804	Groupe technique sur la quarantaine forestière		VI-5 (2)
2CP01	RAP 903	Neuvième Atelier régional pour l'examen des projets de normes internationales pour les mesures phytosanitaires	5 000	(4)
2CP04	AGPP 903	Deuxième Atelier international sur l'avenir des biopesticides dans la lutte contre le criquet pèlerin		(4)
2DP02	AGN 902	Atelier Manger hors de chez soi: Habitudes points déterminants et recommandations pour les consommateurs et le secteur de la restauration en Europe (Hector) FAO/Hector		(4)
2DP04	AGN 903	Cours de formation à l'exercice de responsabilités dans le domaine de la sécurité sanitaire des aliments		(4)
2DP05	AGN 810	Réunions d'expert FAO/OMS sur les implications possibles pour la sécurité sanitaire des aliments de l'utilisation de la nanotechnologie dans l'alimentation et l'agriculture		VI-4 (3)
2DP05	AGN 901	Cours de formation à la gestion de la sécurité sanitaire des aliments		(4)

Entité de programme	Numéro de code	Titre, lieu, dates et observations	Coût direct estimé (USD)	Article de l'Acte constitutif et catégorie
2ES02	FO 731-20	Comité CFFSA/CEF/CFPO des questions forestières méditerranéennes « Silva Mediterranea »	30 000	VI-1 (1)
2GP01	FO 806	Consultation d'experts sur la Carte globale intégrée de l'offre et de la demande de bois de feu		VI-4 (3)
2GP01	FO 902	Séminaires sur le renforcement des capacités dans le domaine de la bioénergie durable		(4)
2GP01	FO 903	Atelier sur l'examen d'un projet de publication sur les critères indicateurs de production durable de bois de feu		(4)
2HA02	FI 816	Réunions d'experts FAO-PNUE sur l'impact de la pêche INN sur la biodiversité marine		VI-4 (3)
2HP01	FI 751-23	Groupe de travail chargé de coordonner les statistiques des pêches (23 ^e session)		VI-2 (1)
2HS02	SLC 739-13	13 ^e session de la COPACO et 10 ^e session du Comité de la COPACO pour le développement et l'aménagement des pêches dans les Petites Antilles	700	VI-1 (1)
2JA02	FI 910	Atelier informel sur l'utilisation des techniques d'examen post-mortem dans le domaine du suivi du contrôle et de la surveillance des pêches, 9-10 déc. 2009 Rome (Italie)		(4)
2JP03	FI 811	Consultation d'experts sur les pratiques optimales en matière de sécurité en mer		VI-4 (3)
2KA09	FI 810	Consultation d'experts chargée d'élaborer des directives techniques sur les meilleures pratiques à l'appui des Plans d'action internationaux/nationaux sur les oiseaux de mer		VI-4 (3)
3BA04	ESA 802	Forum d'experts de haut niveau sur le thème « Nourrir le monde en 2050 ».		VI-4 (3)
3CP06	EST 901	Atelier sur les politiques visant à réduire au minimum les effets de distorsion causés par les mesures de soutien à l'agriculture		(4)

Entité de programme	Numéro de code	Titre, lieu, dates et observations	Coût direct estimé (USD)	Article de l'Acte constitutif et catégorie
3CP06	ESTM 901	Atelier international sur le renforcement de la chaîne de valeur de la pomme de terre dans les pays en développement	1 500	(4)
3FS01	REU 704-13	Groupe de travail FAO/CEA sur la femme et la famille dans le développement rural, 13 ^e session (extraordinaire)		VI-1 (1)
3HP01	GIL 801	Foire du « partage des savoirs »	14 670	
3HP05	EST 801	Symposium sur les fibres naturelles		(4)
3HP05	EST 802	Réunion d'experts sur l'investissement international dans l'agriculture		VI-4 (3)

Réunions programmées et annulées en 2008-09

Entité de programme	Numéro de code	Titre et lieu prévu	Coût direct estimé (USD)	Motif de l'annulation
2AP03	AGD-806-4	Quatrième session de l'Organe directeur du Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture	113 000	Reportée au prochain exercice biennal
2AP03	AGP -802-1	Première Conférence des donateurs pour le Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture		- Changement de priorité en raison de financements restreints
2AP03	AGP -802-2	Deuxième Conférence des donateurs pour le Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture		- Changement de priorité en raison de financements restreints
2AP03	AGP-805	Forum spécial sur la mise en œuvre de l'article 6 (Utilisation durable)	47 342	Changement de priorité en raison de financements restreints
2AP03	AGP-807	Forum spécial sur les droits des agriculteurs	47 342	Changement de priorité en raison de financements restreints
2CP01	RAP-902	Atelier sur les mesures phytosanitaires	3 000	Changement de priorité en raison de financements restreints

Entité de programme	Numéro de code	Titre et lieu prévu	Coût direct estimé (USD)	Motif de l'annulation
2CP01	RAP-804	Consultation d'experts sur l'examen des projets de NIMP	5 000	Reportée au prochain exercice
2CP02	AGP -716	Réunion conjointe FAO/OMS sur les résidus de pesticides		Reportée au prochain exercice
2CP04	RAP-803	Consultation d'experts sur la lutte raisonnée contre les ravageurs	3 000	Reportée au prochain exercice
2DP03	CX-802-8	Huitième session du Groupe spécial intergouvernemental du Codex sur les aliments dérivés des biotechnologies	-	Groupe spécial dissous
2DP05	AGN-803	Consultation mixte d'experts FAO/OMS sur la sécurité sanitaire des aliments et la nanotechnologie		Remplacée par une réunion d'experts
2HS02	RAF-710-7	Septième session du Sous-Comité scientifique du COPACE	24 000	Reportée au prochain exercice
3DS01	ESS-704-29	Vingt-neuvième session du Groupe d'étude des statistiques alimentaires et agricoles en Europe de la FAO/CEE/CSE	3 000	Reportée au prochain exercice
3DS01	ESS-801	Groupe consultatif international sur les statistiques agricoles	2 500	Changement de priorité en raison de financements restreints